RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

RAPPORT ANNUEL

2022

JUILLET 2024

> **Ces performances sans appel sont les résultats des dispositifs mis en place par le Gouvernement sous mon leadership pour rappeocher la collecte annuelle des recettes publiques de son potentiel fiscal estimé actuellement à près de 20 milliards de dollars.**

Extrait de la 73ème réunion du conseil des ministres,
Président Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO
octobre 2022

Son Excellence Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Président de la République Démocratique du Congo

Son Excellence Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI

Ministre des Finances

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AA	: Agent Auxiliaire
AC	: Administration Centrale
AGA	: Agent d'Administration
AI	: Arrêté Interministériel
AM	: Arrêté Ministériel
AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
AMR/B	: Avis de Mise en Recouvrement/DGI
ASBL	: Association Sans But Lucratif
ATA	: Attaché d'Administration
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCC	: Banque Centrale du Congo
BCECO	: Bureau Central de Coordination
CA	: Chiffre d'Affaires
CAR	: Commission d'Assiette et de Recouvrement
CB	: Chef de Bureau
CD	: Chef de Division
CDI	: Centre des Impôts
CIFOPE	: Centre International de Formation Professionnelle et d'Entrepreneuriat
CIMEF	: Centre International de Management et d'Expertise Financière
CIS	: Centre d'Impôts Synthétiques
COREF	: Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques
CREDAF	: Cercle de Réflexion et d'Echange des Dirigeants des Administrations Fiscales
CTR	: Comité Technique de suivi et évaluation des Réformes
DESCOM	: Direction des Etudes, Statistiques et Communication
DG	: Directeur Général
DGA	: Directeur Général Adjoint
DGA/QAF	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières
DGA/QFR	: Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGBSG	: Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DIR	: Directeur
DIRAF	: Direction de l'Assiette Fiscale
DIREC	: Direction du Recouvrement

DIRINFO	: Direction de l'Informatique
DLEG	: Direction de la Législation
DP	: Directeur Provincial
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DRR	: Direction de la Recherche et des Recoupements
DTMF	: Direction du Trésor et Moyens de Financement
DUI-K	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
EDD	: Etat Détaillé des Déductions
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
ENF	: Ecole Nationale des Finances
ENFiP	: Ecole Nationale des Finances Publiques
FC	: Francs Congolais
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
HVK	: Hôtel de Ville de Kinshasa
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
ICDI	: Institut Canadien de Développement International
IERE	: Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IM	: Impôt Mobilier
IPPNR	: Impôt Professionnel sur les Prestations des services des Non-Résidents
IPR	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Nationaux
IPR/Exp.	: Impôt Professionnel sur les Rémunérations des Expatriés
IS	: Impôt sur les Sociétés
ISPE	: Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires
ISPVCAPS	: Impôt Spécial sur les Plus-Values de Cession d'Actions ou de Parts Sociales
IRPP	: Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques
MED	: Mise En demeure de Déclarer
NBRE	: Nombre
NIF	: Nouvel Identifiant Fiscal
NRI	: Non Redevable d'Impôt
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Personne Morale
PP	: Personne Physique
RCCM	: Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Southern African Development Community
SG	: Secrétaire Général
SMM	: Siège Modélisé et Modernisé
SNEL	: Société Nationale d'Electricité
SYSCOHADA	: Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
T.O.	: Taxation d'Office
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
Tx	: Taux
UE	: Union Européenne
USD	: Dollar des Etats-Unis.

SOMMAIRE

Editorial
Présentation de la Direction Générale des Impôts

I Introduction

II Faits saillants de l'année

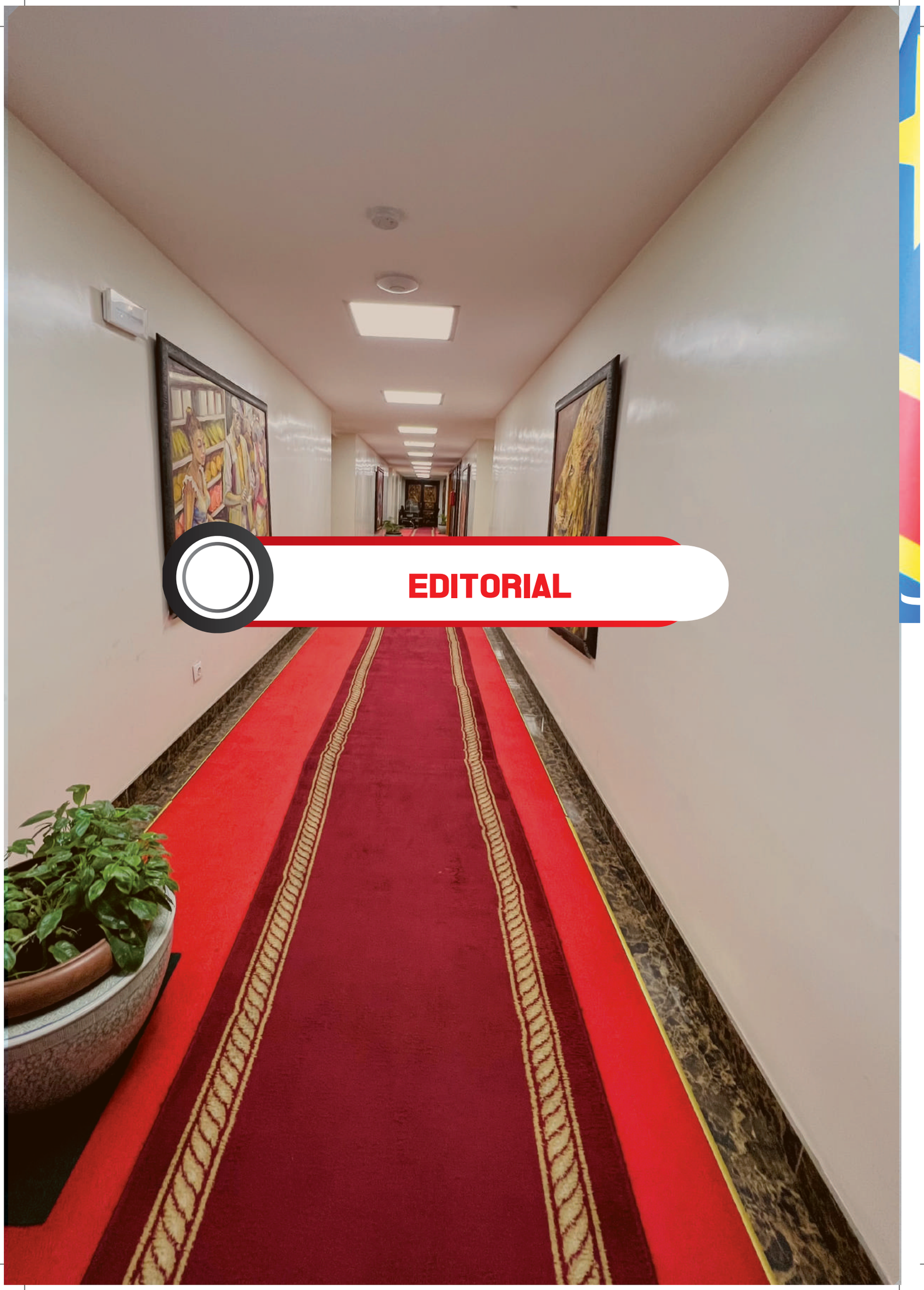
III Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts

IV Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts

V Informatisation des Services

VI Réformes mises en oeuvre et perspectives d'avenir

Annexes
Table des Matières



EDITORIAL

Dans sa quête effrénée de mobilisation accrue des recettes, la Direction Générale des Impôts (DGI) a, une fois de plus, gagné ce pari en 2022 par l'atteinte des prévisions des recettes lui assignées par l'Autorité budgétaire à travers la Loi de Finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022, par la réalisation des recettes de **FC 11.470.689.404.107,80** contre des assignations de **FC 7.254.997.750.280,24**, dégageant ainsi un écart positif de **FC 4.215.691.653.827,55**, soit un taux d'exécution de **158%**.

Cette performance, qui démontre à suffisance que l'Administration fiscale reste un maillon important de la chaine mobilisatrice des ressources financières de l'Etat, est l'aboutissement des efforts conjugués entre la Haute Direction et l'ensemble du personnel de la DGI pour le suivi efficace et efficient des obligations fiscales des contribuables.

Aussi, l'élan de dépassement des assignations budgétaires observé depuis l'avènement de l'équipe dirigeante actuelle de la DGI est la résultante de sa ferme volonté et de sa détermination à mener à bien toutes les missions conférées à la DGI par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, tel que modifié et complété à ce jour, lesquelles volonté et détermination sont exprimées par la définition des stratégies et actions à impact direct sur la mobilisation des recettes fiscales ci-après, notamment :

Sur le plan de la gestion de l'impôt :

- la signature du contrat de performance avec le Ministère des Finances pour la mobilisation des recettes de l'exercice 2022 ;
- la tenue et la mise à jour permanente des répertoires des contribuables actifs relevant des Services opérationnels, dans le but d'assainir la gestion desdits répertoires ;
- la réorganisation de l'activité de recherche et de recoupements ;
- le lancement du progiciel de gestion intégrée de l'impôt ;

Sur le plan de la gestion des ressources humaines :

- la constitution d'une caisse de solidarité des agents de la DGI « CASO/DGI » dont l'objectif est d'assurer une fin de carrière honorable aux cadres et agents ;
- l'avancement en grade de 59 cadres et agents ;
- la formation continue des agents à l'Ecole Nationale des Finances ;
- l'obtention de la signature du Décret n° 22/52 du 30 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret n° 17/2003 du 02 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts ;

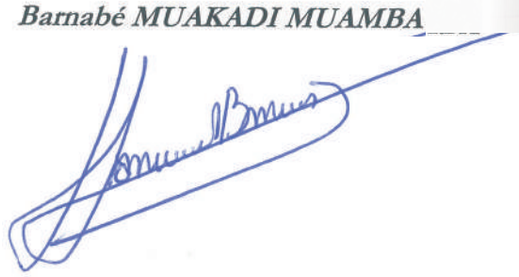
Sur le plan de l'informatisation des Services et des procédures :

- la dotation des matériels informatiques et antivirus client-serveur dans les Services Centraux et Opérationnels ;
- l'acquisition des matériels informatiques et des licences du logiciel GESIMPOT des Sièges Modélisés et Modernisés des Directions Provinciales des Impôts du Bandundu, Equateur et Maniema ;
- l'implémentation de l'application GESIMPOT dans les CIS Gombe, Limete et Ngaliema, pris comme CIS pilotes pour l'extension de la gestion de la TVA ;
- la formation et la fidélisation de l'ensemble des contribuables de la DGE à la télédéclaration.

Dans un contexte de progression continue de maximisation des recettes devant donner au Gouvernement de la République les moyens de sa politique afin de garantir le développement de notre pays, le présent rapport est élaboré dans le but de répondre à l'exigence de redevabilité au regard des résultats obtenus dans la gestion de l'impôt d'une part, et de mettre en exergue les difficultés rencontrées par la DGI dans cet effort de mobilisation des recettes, en présentant ses moyens tant en ressources humaines, financières que matérielles, ainsi que les perspectives d'avenir, d'autre part.

Fait à Kinshasa, le 24 juillet 2024

Barnabé MUAKADI MUAMBA

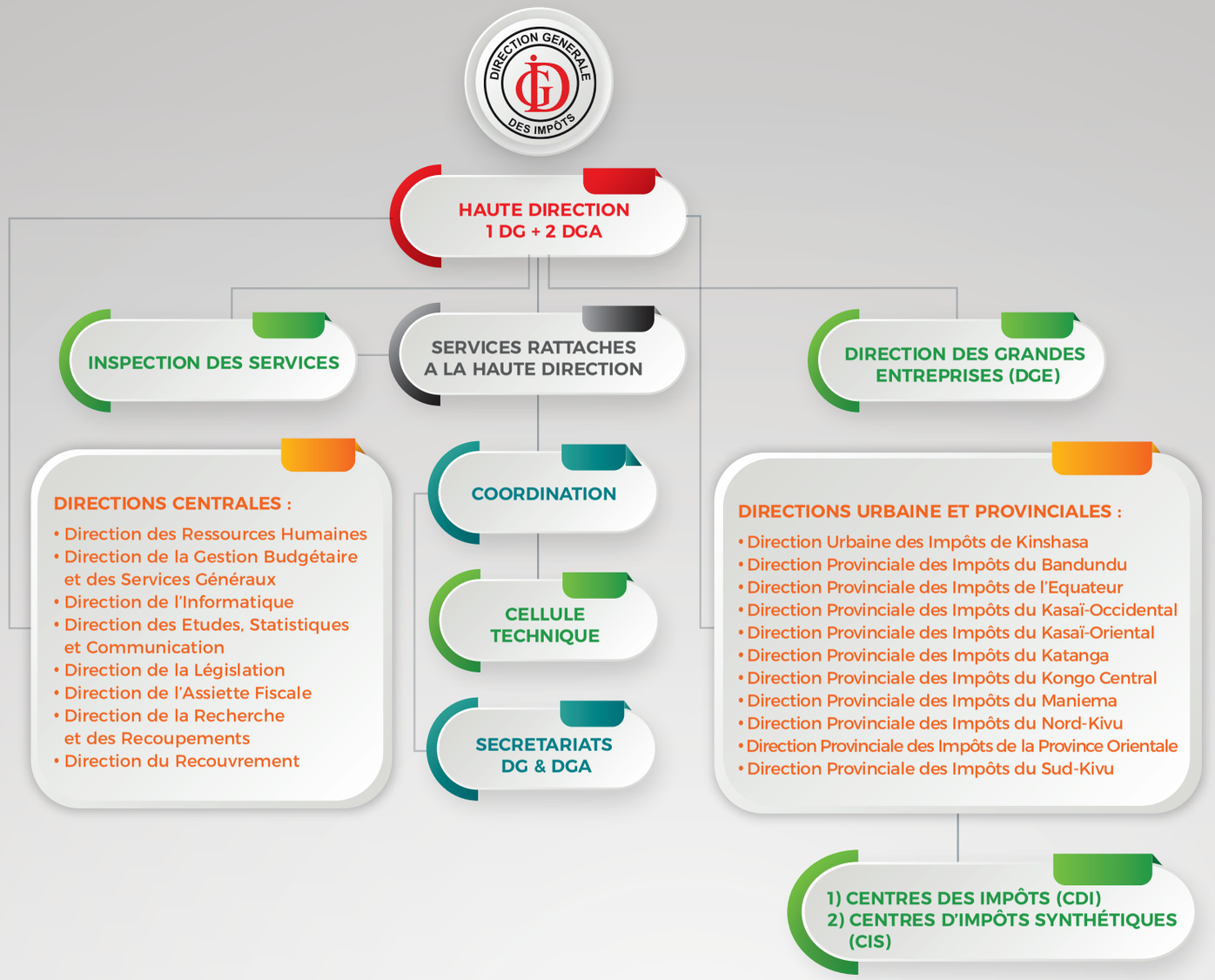


PRESENTATION

MINISTERE DES FINANCES
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

DE LA DGI

I ORGANIGRAMME DE LA DGI



2 HAUTE DIRECTION DE LA DGI

Barnabé MUAKADI MUAMBA

Directeur Général des Impôts

Henri-Maurice KABWA KALUME

Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes

Abdon ETINA BEKILE IPAN

Directeur Général Adjoint chargé des Questions Administratives et Financières

3 ADMINISTRATION CENTRALE

• Adresse :

Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo
B.P. 8613
KINSHASA I

• Numeros « vert » :

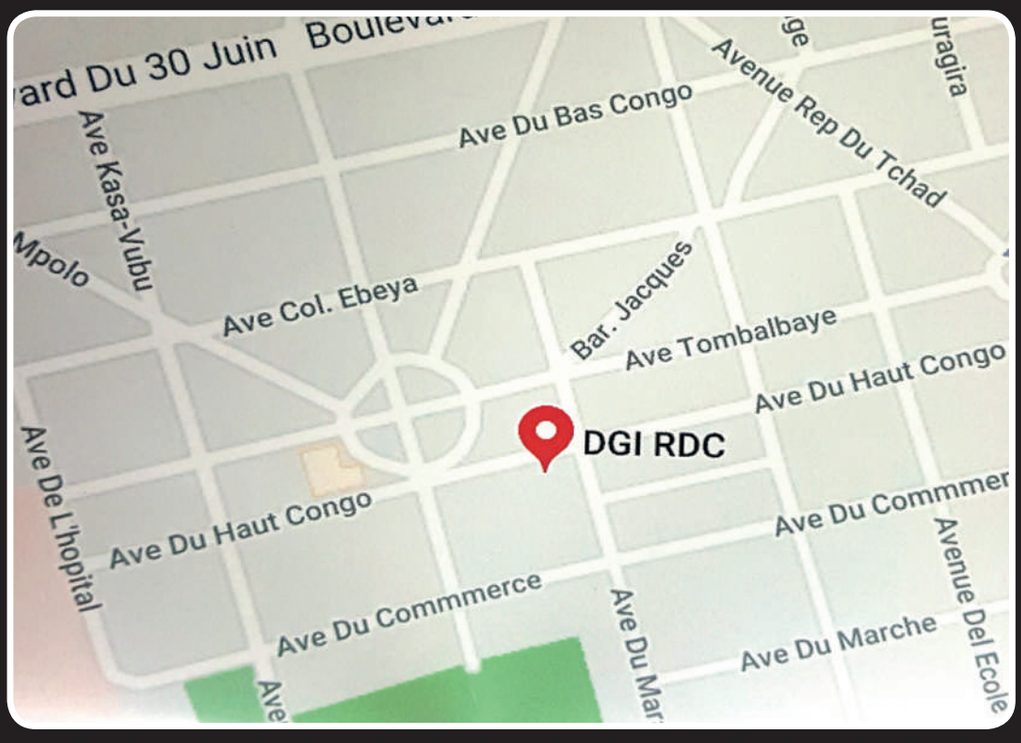
+ 243 82 81 15 555
+243 82 81 35 555

• E-mail :

dgikinshasa@dgi.gouv.cd
secretariatsuite@dgi.gouv.cd
dgikinshasa@gmail.com
secretariatsuite@gmail.com
dge@dgi.gouv.cd

• Site Web :

www.dgi.gouv.cd



Eddy MUDIANYI LUSAMBA
Inspecteur-Coordonnateur

ISSA SELEMANI
Directeur-Chef de Service des Ressources Humaines

Denise KASALU MUKADI
Directrice-Chef de Service de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux

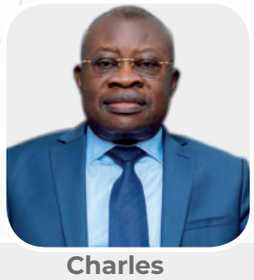
Claude NDJABU BHURA
Directeur-Chef de Service de l'Informatique

John MBOKO DJ'ANDIMA
Directeur-Chef de Service de la Législation

NGOMA MAVUNGU ISSA
Directeur-Chef de Service des Etudes, Statistiques et Communication

Emmanuel BAKANYIZE BIRHALI
Directeur-Chef de Service de l'Assiette Fiscale

Brigitte KUNDA MOTONGO
Directrice-Chef de Service du Recouvrement



Charles DIMOKE DUMBU TUNDA
Directeur-Chef de Service de la Recherche et des Recoupements

4 DIRECTIONS OPERATIONNELLES : 12

DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

- Adresse : Croisement des Avenues des Marais et Haut-Congo
- Numero vert : +243 82 81 45 555
- E-mail : dge@dgi.gouv.cd - dge reception1@gmail.com

DIRECTION URBAINE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse : Avenue de la Révolution n° 819 Place commerciale, 7ème rue C/Limete
- E-mail : dui@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU BANDUNDU

- Adresse : Avenue de la mission n° 37 Q/Salongo Commune de Basoko
- E-mail : dpibdd@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE L'EQUATEUR

- Adresse : Avenue Bolenge n°17 Centre-ville de Mbandaka
- E-mail : dpieq@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-OCCIDENTAL

- Adresse : Croisement des avenues Kasa-vubu et Lubaya n° 236 Commune de Kananga
- E-mail : dpikoc@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KASAI-ORIENTAL

- Adresse : Avenue Kasengulu n° 38 Q/Masanka Commune de Diulu
- E-mail : dpikor@dgi.gouv.cd

John
MUSENGIE MUNDIOKO L.
Directeur des Grandes Entreprises

Norbert
LEMVI MBUNZIMU
Directeur Urbain des Impôts de Kinshasa

UNAMAKA LOLINGO
Directeur Provincial
des Impôts de Bandundu

Emmanuel
PHUMU TOKO
Directeur Provincial des Impôts de l'Equateur

Roger
KALWAHALI VALAMBAYE
Directeur Provincial des Impôts
du Kasaï-Occidental

Jean - Pierre
MUTAMBA MUABILE
Directeur Provincial des Impôts
du Kasaï-Oriental

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KATANGA

- Adresse :
  Avenue Tabora n° 198 Commune de Lubumbashi
- E-mail :
  dpikat@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU KONGO CENTRAL

- Adresse :
  Avenue de la Poste n° 14 Quartier
  Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
  dpikocent@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU MANIEMA

- Adresse
  Avenue du Commerce n° 5 Q/Katuku
  Ville de Kindu
- E-mail :
  dpiman@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU NORD-KIVU

- Adresse
  Avenue Mont Goma n° 252 / place commerciale de Goma
- E-mail :
  dpink@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DE LA PROVINCE ORIENTALE

- Adresse
  Croisement des avenues Matabo et Tanganyika n° 08 Commune de Makiso
- E-mail :
  dpipor@dgi.gouv.cd

DIRECTION PROVINCIALE DES IMPOTS DU SUD-KIVU

- Adresse
  Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Ndendere
  Commune d'Ibanda
- E-mail :
  dpisk@dgi.gouv.cd

Bolide
NTUMBA KAPOLE
Directeur Provincial des Impôts du Katanga

Eric
BULUNDWE KASAMBA
Directeur Provincial des Impôts du Kongo Central

Robert
MBARUSHIMANA KAHIMANO
Directeur Provincial des Impôts du Maniema

Franck
MBUYU ILUNGA NKASSA
Directeur Provincial des Impôts du Nord-Kivu

LUMBU BARUANI
Directeur Provincial des Impôts de la Province Orientale

J.R. NKOY MUNSI
Directeur Provincial des Impôts du Sud-Kivu

5 CENTRES DES IMPOTS : 5

CENTRE DES IMPOTS DE KINSHASA

- Adresse :
  Croisement des avenues Kasaï et Commerce / Commune de Gombe
- E-mail :
  cdikin@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE LUBUMBASHI

- Adresse :
  Avenue Kapenda n° 12 / Commune de Lubumbashi
- E-mail :
  cdilub@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE GOMA

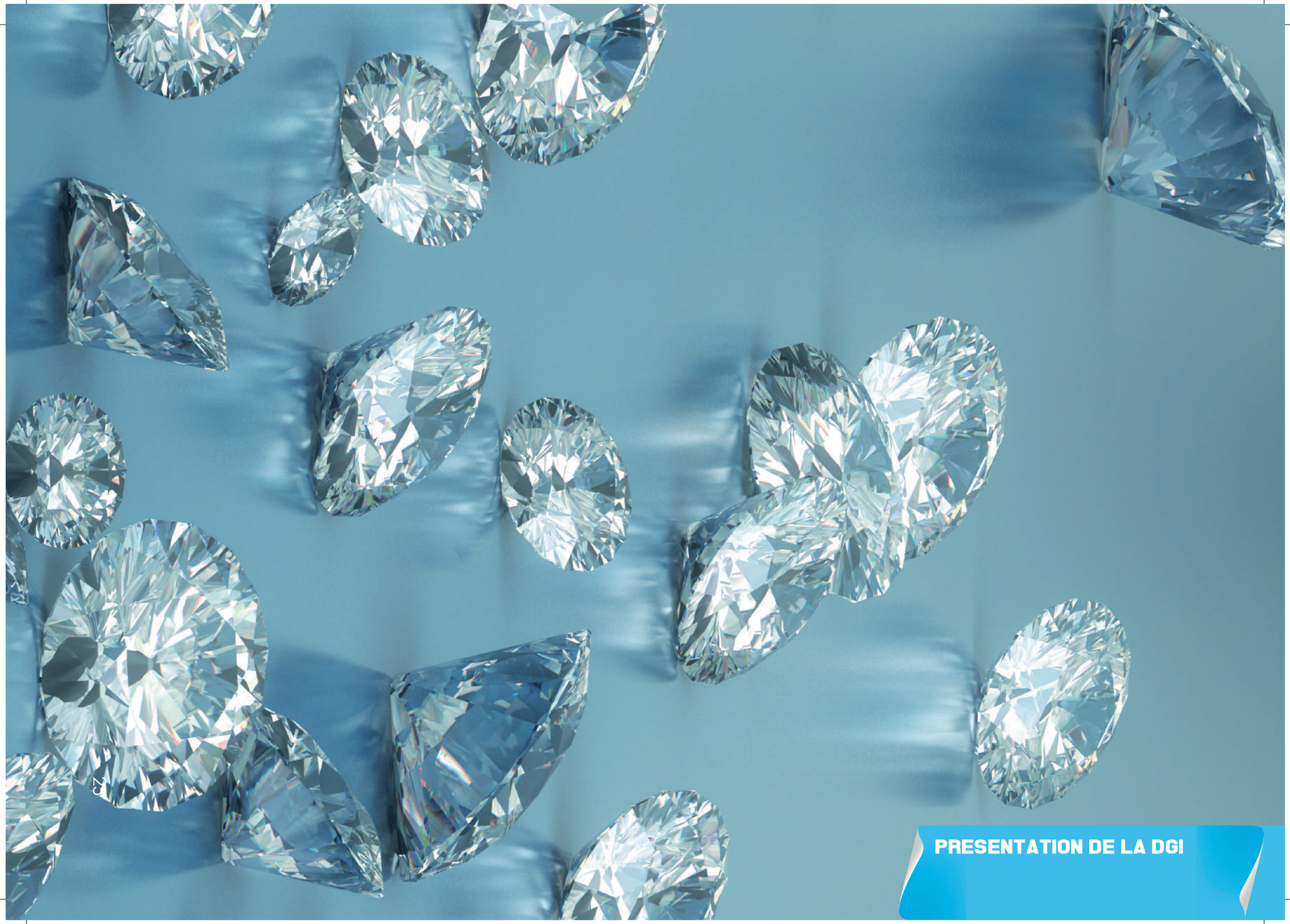
- Adresse :
  Avenue Mesangers n° 12 / Place commerciale de Goma
- E-mail :
  cdigoma@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE MATADI

- Adresse
  Avenue de la Poste n° 14 Quartier Ville-basse / Commune de Matadi
- E-mail :
  dpikoc@dgi.gouv.cd

CENTRE DES IMPOTS DE KISANGANI

- Adresse
  Avenue Matabo n° 10 Commune de Makiso
- E-mail :
  cdi.kisangani@gmail.com



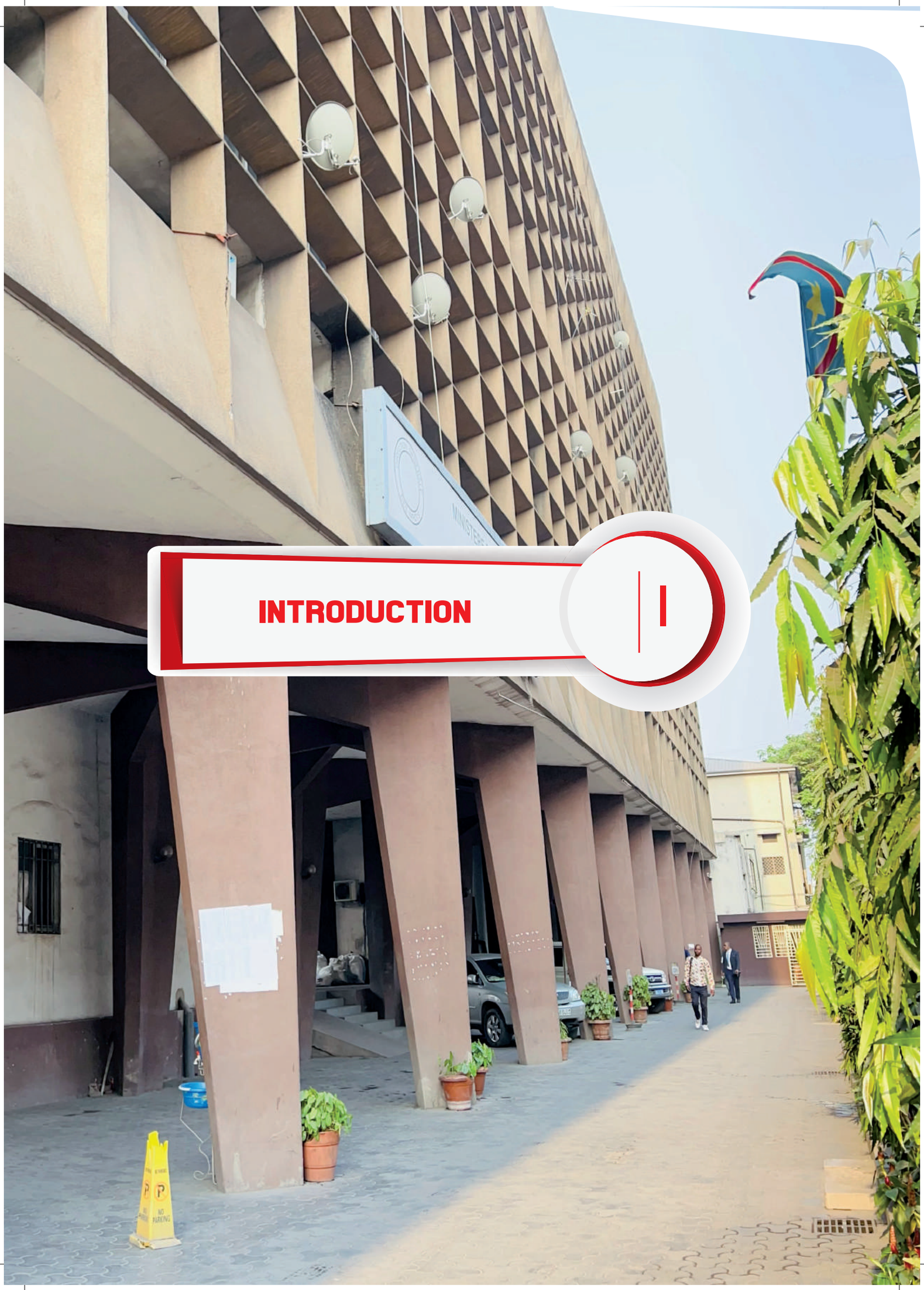
PRESENTATION DE LA DGI

6 CENTRES D'IMPOTS

DUI-K (24)		DPI/KATANGA (15)		DPI/PROVINCE ORIENTALE (14)		DPI/KASAI-OCCIDENTAL (12)		DPI/BANDUNDU (11)	
1	BANDALUNGWA	**HAUT-KATANGA**		**TSHOPO**		**KASAI**		**KWANGO**	
2	BARUMBU	1	ANNEXE	1	BAFWASENDE	1	ILEBO	1	KAHEMBA
3	BUMBU	2	KAMALONDO	2	ISANGI	2	KAMONIA	2	KASONGO-LUNDA
4	GOMBE	3	KAPEMBA-RUASHI	3	KISANGANI 1	3	LUEBO	3	KENGE
5	KALAMU	4	KATUBA	4	KISANGANI 2	4	MWEKA	**KWILU**	
6	KASA-VUBU	5	KENYA	**BAS-UELE**		5	TSHIKAPA	1	BANDUNDU
7	KIMBANSEKE	6	KIPUSHI	1	BONDO	**KASAI CENTRAL**		2	BULUNGU
8	KINSHASA	7	LIKASI	2	BUTA	1	DEMBA	3	IDIOFA
9	KINTAMBO	8	LUBUMBASHI	**HAUT-UELE**		2	DIBAYA	4	KIKWIT
10	KISENSO	9	SAKANIA	1	DUNGU	3	DIMBELENGE	5	MASI MANIMBA
11	LEMBA	**HAUT-LOMAMI**		2	ISIRO	4	KAZUMBA	**MAI-NDOMBE**	
12	LIMETE	1	KAMINA	3	WATSA	5	LUIZA	1	BOLOBO
13	LINGWALA	2	KANIAMA	**ITURI**		6	KANANGA 1	2	INONGO
14	MAKALA	**LUALABA**		1	ARU	7	KANANGA 2	3	NIOKI
15	MALUKU	1	KASAJI	2	BUNIA				
16	MASINA	2	KOLWEZI	3	DJUGU				
17	MATETE	**TANGANYIKA**		4	MAHAGI				
18	MONT-NGAFULA	1	KALEMIE	5	MAMBASA				
19	NDJILI	2	KONGOLO						
20	NGABA								
21	NGALIEMA								
22	NGIRI NGIRI								
23	NSELE								
24	SELEMBAO								

SYNTHETIQUES : 131

	DPI/KONGO CENTRAL (11)		DPI/SUD-KIVU (11)		DPI/KASAI-ORIENTAL (10)		DPI/NORD-KIVU (9)		DPI/EQUATEUR (8)		DPI/MANIEMA (6)	
	1	BOMA	1	BAGIRA	**KASAI-ORIENTAL**		1	BENI	**EQUATEUR**		1	KABAMBARE
	2	INKISI	2	FIZI	1	DIBINDI	2	BUTEMBO 1	1	BASANKUSU	2	KALIMA
	3	KASANGULU	3	IBANDA 1	2	DIULU	3	BUTEMBO 2	2	MBANDAKA	3	KASONGO
	4	KIMPESE	4	IBANDA 2	3	MIABI	4	GOMA I	**MONGALA**		4	KINDU
	5	KINZAU-MVUETE	5	KADUTU	4	MUYA	5	GOMA II	1	BUMBA	5	LUBUTU
	6	LUOZI	6	KALEHE	**LOMAMI**		6	LUBERO	2	LISALA	6	PUNIA
	7	MATADI	7	MWENGA	1	KABINDA	7	MASISI	**NORD-UBANGI**			
	8	MBANZA-NGUNGU	8	SHABUNDA	2	LUILU	8	RUTSHURU	1	GBADOLITE		
	9	MUANDA	9	UVIRA 1	3	MUENE DITU	9	WALIKALE	**SUD-UBANGI**			
	10	NZAMVU	10	UVIRA 2	4	NGANDAJIKA			1	GEMENA		
	11	TSHELA	11	WALUNGU	**SANKURU**				2	ZONGO		
					1	LODJA			**TSHUAPA**			
					2	LUSAMBO			1	BOENDE		



INTRODUCTION

I

Le présent rapport retrace de manière rétrospective, l'ensemble des activités menées par la Direction Générale des Impôts au cours de l'année 2022 et décline les perspectives en terme de réformes à venir. Dans l'optique de ses missions dont celle de la mobilisation des recettes des impôts, la DGI s'est vue assignée, à travers la Loi de Finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022, un objectif des recettes de **FC 7.254.997.750.280,24.**

De cet objectif fiscal, contributif aux ressources nationales, le Gouvernement entendait poursuivre avec succès son plan d'actions adopté en avril 2021 par l'Assemblée Nationale pour l'exercice 2022.

Ce plan d'actions s'articule essentiellement autour des axes stratégiques ci-après :

- la gratuité de l'enseignement ;
- la couverture de la santé universelle ;
- le recensement et l'identification de la population ;
- l'instauration de la gestion axée sur les résultats par les moyens du budget-programme ;
- le rajeunissement et la modernisation de l'Administration Publique ;
- la poursuite de la réforme sur la fiscalité par l'instauration d'un impôt global sur le revenu des personnes physiques et d'un impôt sur les sociétés ;
- la protection du pouvoir d'achat de la population par la réduction du taux de TVA sur les denrées de première nécessité ;
- l'allocation des crédits au projet du programme de développement de cent quarante-cinq (145) territoires.

Pour mener à bien les politiques publiques ci-haut citées et pour être en phase avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) 2019-2023, la mobilisation accrue des ressources devait passer par la promotion de la culture fiscale, la lutte contre la corruption et le coulage des recettes.

Cette Loi de Finances était sous-tendue par les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : 5,6%
- Déflateur du PIB : 7,4%
- Taux d'inflation moyen : 6,2%
- Taux d'inflation fin période : 6,3%
- Taux de change moyen : 2.085,83 FC/USD
- Taux de change fin période : 2.130,07 FC/USD
- Pression fiscale : 12,3%
- PIB réel : 12.842,95 milliards de FC
- PIB nominal : 119.540,82 milliards de FC

Au regard de ces agrégats macroéconomiques qui étaient projetés pour caractériser l'exercice fiscal 2022, les prévisions des recettes des impôts ont connu un accroissement de **25,63%** par rapport à l'année 2021 qui étaient de **FC 5.775.292.273.343,97**.

Pour atteindre les prévisions 2022, minima réalisables, l'action de mobilisation des recettes par la DGI, nécessitait, comme à chaque exercice, l'accompagnement des mesures à la fois législatives et administratives.

Chacune des mesures prises et exécutées a contribué de manière directe ou indirecte à la mobilisation des recettes des impôts au

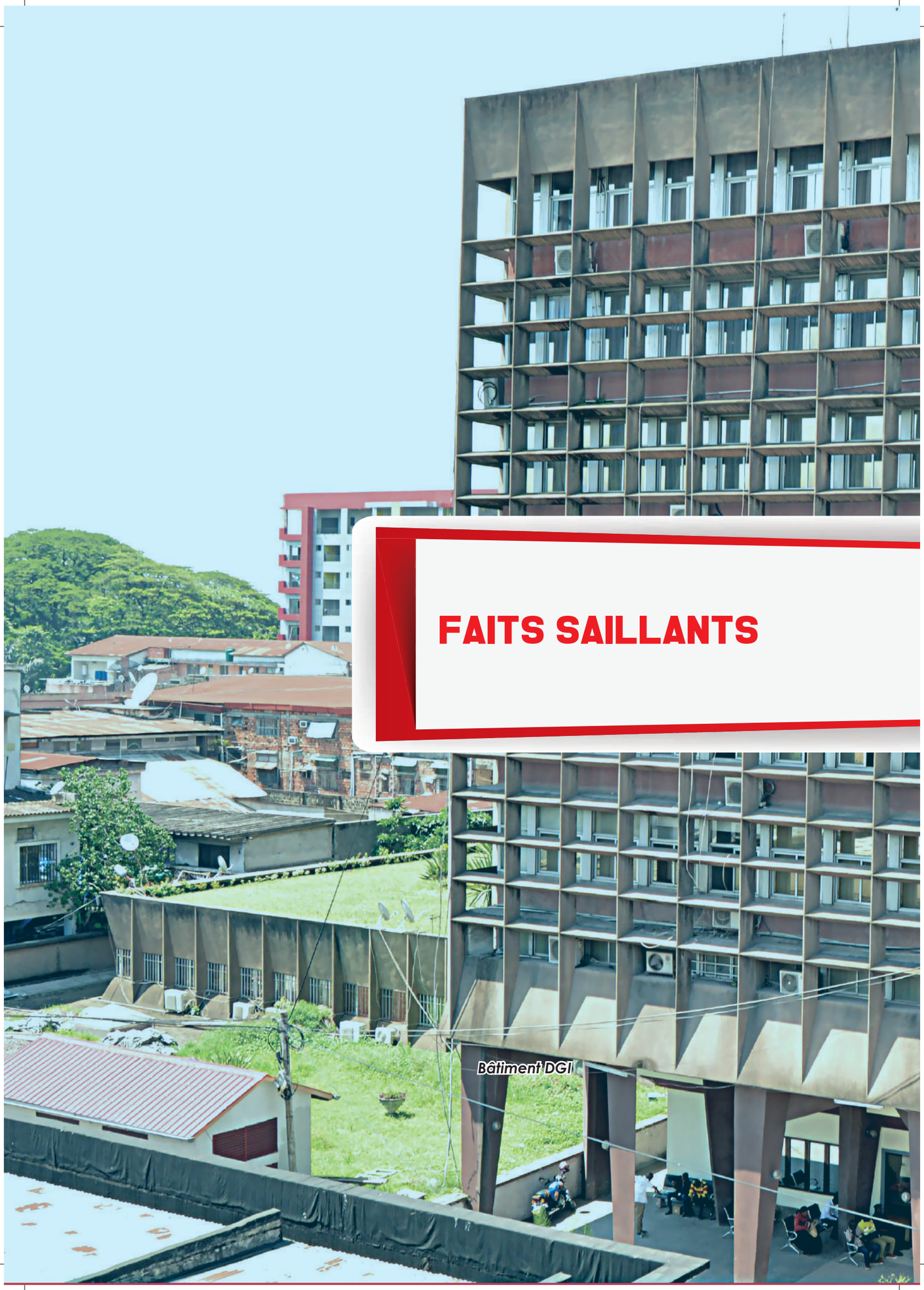
titre d'exercice 2022, bien qu'elles ne soient pas, pour autant, toutes, quantifiables. Dans la trame desdites mesures, celles considérées principales sont reprises au sous-titre « Missions de recouvrement ».

La mise en exécution de ces mesures a permis, au cours de l'année 2022, de mobiliser les recettes de **FC 11.470.689.404.107,80**, dégageant une différence positive de **FC 4.215.691.653.827,55** par rapport aux prévisions de **FC 7.254.997.750.280,24**, soit un taux d'exécution de **158,11%.**

Ce record de l'Administration des impôts est obtenu sous l'observation ou la réalisation des agrégats macroéconomiques ci-après :

- Taux de croissance du PIB : 8,9%
- Déflateur du PIB : 8,9%
- Taux d'inflation moyen : 9,3%
- Taux d'inflation fin période : 13,10%
- Taux de change moyen : 2.016,91 FC/USD
- Taux de change fin période : 2.008,46 FC/USD
- PIB nominal : 132.063,71 milliards de FC.

FAITS SAILLANTS



Bâtiment DGI

DE L'ANNEE II

Ce chapitre met en exergue certains faits ayant particulièrement marqué l'année 2022. Ils sont alignés chronologiquement de la manière ci-après :

- **Passation de service entre le Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes sortant et entrant**

A la suite de la nomination de Monsieur **KABWA KALUME Henri-Maurice** en qualité de Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes, par Ordonnance n° 21/091 du 03 décembre 2021, en remplacement de Monsieur **André NGOY YAV N'ZAM**, la passation de service entre les deux Autorités est intervenue le 05 janvier 2022.

- **Signature du Contrat de performance avec le Ministère des Finances pour la mobilisation des recettes de l'exercice 2022**

En marge de la retraite stratégique des Services du Ministère des Finances, tenue dans la ville côtière de Moanda, dans la Province du Kongo Central, la DGI a signé avec le Ministère des Finances, en date du 16 janvier 2022, un contrat de performance pour la maximisation des recettes de l'exercice 2022. Dans le cadre de ce contrat, la DGI s'est engagée à atteindre les prévisions budgétaires de **FC 7.254.997.750.280,24** fixées pour l'exercice 2022, représentant une augmentation de 12% par rapport aux recettes réalisées en 2021 qui s'élevaient à **FC 6.375.984.053.291,12**.

Pour la matérialisation de ce contrat, la DGI s'est également engagée à réaliser 17 activités de maximisation des recettes et **à atteindre** 17 indicateurs de performance clairement énumérés ainsi qu'à présenter un plan d'actions de mise en œuvre de tous ses engagements.

De son côté, le Ministère des Finances s'est engagé à accomplir 10 actions afin d'accompagner la DGI **à réaliser les objectifs fixés par ledit contrat.**

- **Tenue du séminaire des Directeurs des Impôts**

A la suite de la signature du contrat évoqué ci-dessus, la DGI a tenu, du 16 au 19 février 2022, le séminaire des Directeurs des Impôts sur le thème : **« Définition des Stratégies et Actions en vue de la mise en œuvre du Contrat de performance signé entre le Ministère des Finances et la Direction Générale des Impôts, pour la mobilisation des recettes en 2022 »**. Ce Séminaire a été honoré par la présence de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, qui a ouvert et clôturé les assises.

Au cours de ces assises, les participants ont, d'une part, procédé à l'évaluation des résolutions issues du séminaire des Directeurs de septembre 2021 et à la proposition de nouvelles stratégies pour l'exécution du contrat de performance de l'exercice 2022 et, d'autre part, adopté conséquemment quelques résolutions

et reconduit, ipso facto, celles issues du séminaire de 2021 non exécutées ou partiellement exécutées.

- **Prestation de serment de quelques Inspecteurs et Vérificateurs polyvalents des Impôts en qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte**

Au cours d'une cérémonie organisée à Kinshasa, le 05 mars 2022, vingt-trois (23) Inspecteurs des Impôts et trois cent deux (302) Vérificateurs Polyvalents des Impôts ont prêté serment en qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte devant le Procureur Général de la République près le Tribunal de Grande instance de Kinshasa Gombe.

Cette activité, présidée par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, fait suite à la formation organisée en faveur des cadres et agents concernés, avec le financement de la Banque Africaine de Développement.

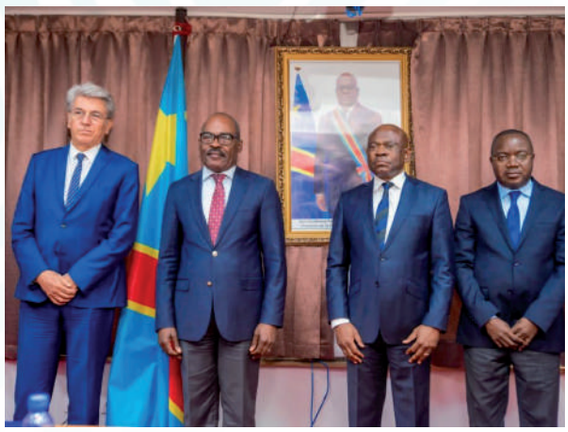
- **Tenue du séminaire préparatoire à la conférence annuelle du CREDAF**

Il s'est tenu, du 22 au 23 mars 2022, à l'Hôtel du Fleuve de Kinshasa, sous le thème : « **le développement des partenariats** », le séminaire préparatoire à la conférence annuelle du CREDAF organisé en juin 2022 à Nantes en République Française.

Ouvert par une cérémonie haute en couleur, présidée par Son Excellence Madame la Vice-Ministre des Finances, **O'Neige N'Sele**, ce séminaire s'est donné pour objectif de partager les meilleures pratiques en ce qui concerne le développement des partenaires. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la problématique de collecte/acquisition des données, notamment sur :

- Les partenaires effectifs et/ou potentiels (autres administrations dont la Douane, les organismes sociaux, les banques et établissements financiers, les collectivités locales, les sociétés de distribution d'eau, d'électricité et de gaz ainsi que celles de télécommunication, l'Autorité Judiciaire, …) ;
- Le cadre juridique (opposabilité du secret professionnel, droit de communication, protocoles d'accord, …) ;
- Les conditions ou modalités pratiques (communication systématique et obligatoire, spontanée, sur demande, etc.) d'échange de données ;
- Les supports (plateforme d'échange, fichier commun, support dématérialisé, papier, …).

- **Lancement du progiciel de gestion intégrée de l'impôt**



Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances a procédé, le samedi 11 juin 2022, à l'Hôtel des Impôts, en présence de Monsieur le DG des impôts, de l'Ambassadeur de la République Française en RDC, des Représentants du FMI, de la BAD et de l'UE, ainsi que du Coordonnateur du CTR, au lancement des travaux d'implémentation du progiciel de gestion intégrée des impôts.

Au cours de cette cérémonie, le groupement Hologramme-Burotop a, à travers son représentant, fait la démonstration du contenu dudit progiciel à exécuter endéans 18 mois.

- **Participation de la DGI à la conférence sur les investissements**

Le DG a participé à la deuxième édition de la conférence sur les investissements américains en République Démocratique du Congo organisée par le forum NORTH SOUTH INVESTMENTS (NSI), du 20 au 22 Septembre 2022, à Houston au Texas aux Etats-Unis.

Lors de cette conférence, le DG des Impôts a présenté, aux différents investisseurs américains, le système fiscal congolais et les avantages que celui-ci offre aux investissements en RDC.

A l'issue de ces assises, le DG des Impôts a été honoré avec le trophée de meilleur manager lui décerné par l'organisateur.

- **Participation de la DGI aux échanges avec le PNUD**

Dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement durable, le DG des Impôts a pris part à une réunion d'échange de vues avec le PNUD en son siège en date du 27 septembre 2022, à New York aux Etats-Unis. Cette réunion s'est inscrite dans le but de mettre en place un cadre de partenariat et de coopération pour le développement.

- **Signature du Décret modifiant et complétant celui portant création de la Direction Générale des Impôts.**

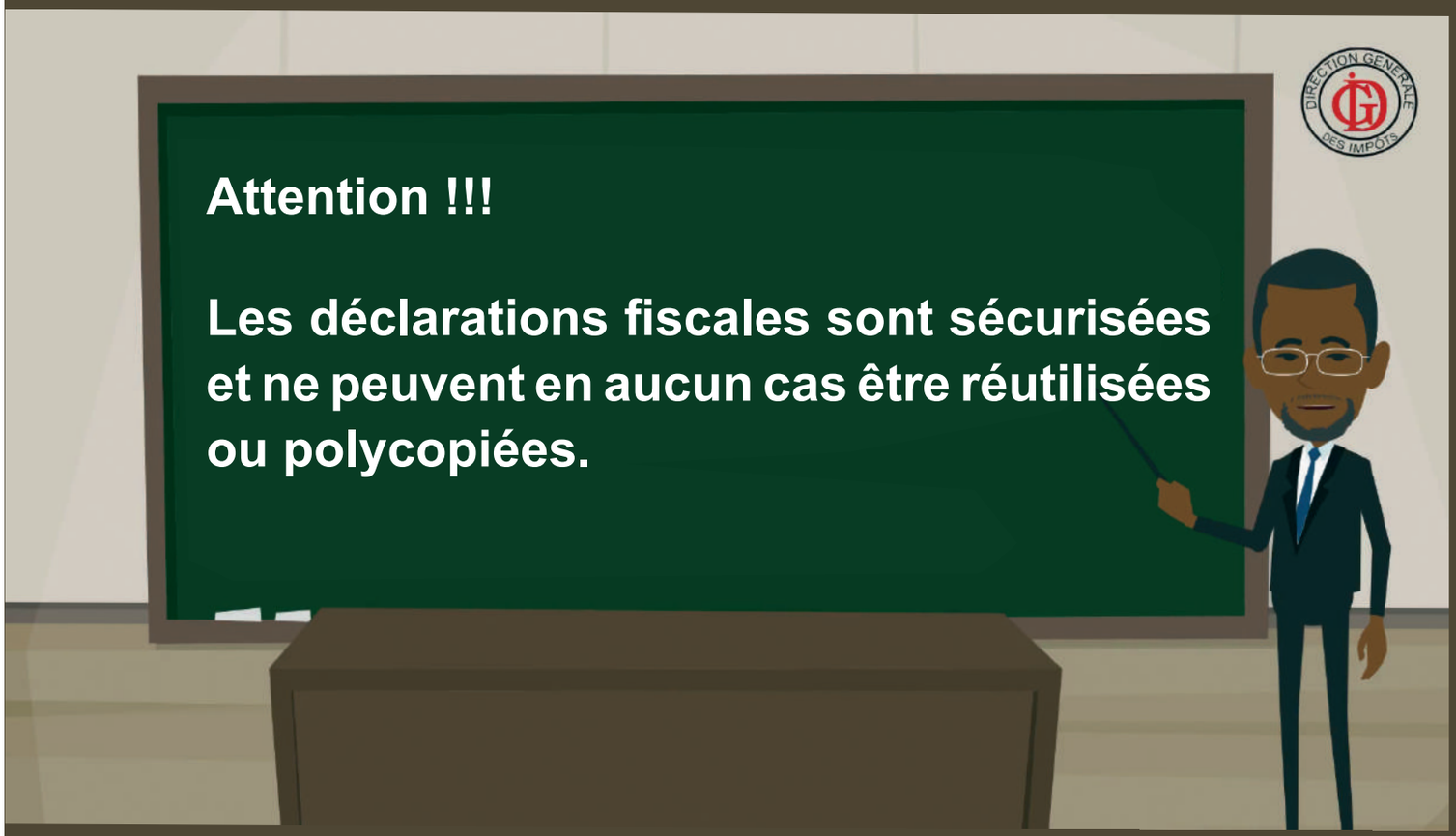
Considérant la nécessité de poursuivre le programme de modernisation de la DGI et d'adapter son organisation à l'évolution économique du pays et de la législation, en vue d'assurer un meilleur fonctionnement de ses Services et de permettre une mobilisation accrue des recettes, Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a signé le Décret n° 22/52 du 30 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts.

Des dispositions de ce Décret, il découle ce qui suit :

- maintien de trois (03) Directions de l'ancienne configuration, en l'occurrence, la Direction Etudes, Statistiques et Communication, la Direction Assiette Fiscale et la Direction Recherche et Recoupements ;
- scission de la Direction des Ressources Humaines en Direction Ressources

Humaines et Direction Formation ;

- scission de la Direction de la Gestion Budgétaire et des Services Généraux en Direction Ressources Financières et Direction Services Généraux ;
- scission de la Direction de la Législation en Direction Législation et Coopération Fiscale Internationale et Direction Affaires Juridiques ;
- création de la Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en remplacement de la Direction de l'Informatique ;
- création de la Direction Suivi des Recettes en remplacement de la Direction du Recouvrement ;
- création des Directions des Moyennes Entreprises et celles des Entreprises de petite Taille et des Particuliers, en remplacement de la DUI-K et des DPI ;
- création d'un service d'Audit Interne ;
- création d'un Service de la Coordination ;
- Possibilité de disposer de plus d'une DGE.



EXECUTION DES DIRECTION GENERALE

III

MISSIONS DE LA DES IMPOTS

Palais du Peuple

III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, tel que modifié et complété par le Décret n° 22/52 du 30 décembre 2022, la DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La DGI est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION

Les activités menées par la Haute Direction visent la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de la DGI, la participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres internationales, la participation à la conclusion des conventions fiscales internationales ainsi que la prise des mesures d'ordre interne.

III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI

Sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, **Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI**, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI au cours de l'année 2022.

La Haute Direction a en outre impulsé les Services par la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des recettes à travers les réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement (CAR) tenues au début et à mi-parcours de chaque mois, stratégies exécutées par les Services opérationnels en charge de la gestion quotidienne de l'impôt ainsi que ceux de l'Administration Centrale, chargés d'accompagner les Services opérationnels dans l'exécution de leurs missions.

Hormis ces réunions mensuelles de la CAR, la Haute Direction a mené, au cours de l'année 2022, les activités spécifiques suivantes :

- organisation de la cérémonie de passation de service entre le Directeur Général Adjoint chargé des Questions Fiscales et des Réformes sortant et celui entrant, tenue le mercredi 05 janvier 2022 ;
- participation à la retraite stratégique 2022 organisée par le Ministère des Finances, du 14 au 16 janvier 2022, à Moanda, dans la province du Kongo Central, consacrée à l'état des lieux des performances et des défis de l'année 2021, à la définition des priorités stratégiques de l'année 2022 et au développement de la cohésion du groupe et de l'esprit d'équipe (Team building) devant permettre la réalisation de la vision et des objectifs du Ministère ;
- organisation d'une réunion avec les contribuables du secteur de la téléphonie mobile, sur leurs préoccupations relatives aux redressements des droits mis à leur charge par la DGE, tenue le 26 janvier 2022 ;

- tenue en date du 15 mars 2022, d'une réunion avec le Directeur Général de Congo Airways S.A sur le dossier fiscal de cette Société ;
- organisation d'une réunion avec le Directeur Général du Guichet Unique de Création d'Entreprises et le Coordonnateur National du Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME) sur les modalités nécessaires pour l'octroi du Numéro Impôt aux jeunes entrepreneurs dans le cadre de ce projet, tenue le 05 mai 2022 ;
- participation à la réunion du 22 août 2022 de la Commission Suivi et Evaluation des Lois, des Politiques Publiques, des Recommandations et des Résolutions de l'Assemblée Nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre et des effets induits sur le plan socio-économique de la Loi n° 007/2022 du 11 juillet 2022 portant Code minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018 ;
- tenue, le 18 octobre 2022, d'une réunion avec le Directeur Général de HUAWEI TECHNOLOGIES (RDC) SARL sur la présentation des éléments détaillés du Projet de construction des Maisons des Finances ;
- organisation d'une séance de travail avec le Chef des Relations internationales des Hôpitaux Indraprastha Apollo, tenue le 22 novembre 2022 sur l'évaluation du partenariat existant avec la DGI ;
- organisation des réunions paritaires avec la Délégation syndicale de la DGI sur la situation socio-professionnelle des Agents ;
- tenue des réunions de la Commission chargée de l'encadrement, du suivi et de l'évaluation du fonctionnement de l'applicatif Isys-regies au sein de la DGI ;
- tenue des réunions avec les Directeurs Centraux, sur l'évaluation des indicateurs quantitatifs et qualitatifs des engagements de la DGI contenus dans le Contrat de performance signé avec le Ministère des Finances en 2022 ;
- tenue des réunions du Comité de suivi du reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR) retenu à la source à charge des fonctionnaires, agents publics et membres des Institutions politiques nationales, provinciales et assimilés.

III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres Internationales

Le Directeur Général des Impôts a pris part aux réunions de mobilisation des recettes, tenues régulièrement au Ministère des Finances, aux côtés des responsables de deux autres Régies financières, à savoir la DGDA et la DGRAD.

S'agissant des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, la Haute Direction a, au cours de l'année 2022 pris part aux activités ci-après :

- participation à la Conférence annuelle du CREDAF, tenue à Nantes, en France, du 07 au 10 juin 2022 ;
- participation au séminaire d'évaluation du programme d'assistance technique du Département des finances publiques du FMI (FAD) auprès des Administrations fiscales de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo et de la République du Tchad, tenu du 31 octobre au 4 novembre 2022, à Yaoundé au Cameroun ;

- participation de la DGI à la deuxième édition de la conférence sur les investissements américains en République Démocratique du Congo organisée par le forum NORTH SOUTH INVESTMENTS (NSI), du 20 au 22 Septembre 2022, à Houston au Texas aux Etats-Unis ;
- participation de la DGI aux échanges avec le PNUD dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement durable, en date du 27 septembre 2022, à New York aux Etats-Unis.

III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales et aux accords d'échanges de renseignements en matière fiscale

Au cours de l'année 2022, la DGI a participé aux discussions ayant abouti à la signature de deux conventions de non double imposition et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu avec respectivement les Emirats Arabes Unis et la République de Zimbabwe.

Il y a lieu de relever qu'au cours de l'année sous examen est intervenue la ratification de trois accords d'échanges de renseignements en matière fiscale conclus avec l'Etat du Qatar, la République de Turquie et les Emirats Arabes Unis.

En outre, trois accords d'échanges de renseignements en matière fiscale ont été signés en 2022 entre la République Démocratique du Congo et respectivement la SADC et les Républiques d'Argentine et de l'Inde.

Par ailleurs, quatre autres conventions sont en cours de négociation à fin 2022, à savoir celles avec le Royaume du Maroc, la République du Kenya, la République de Tunisie et la République du Portugal.

III.2.4. Prise de mesures d'ordre interne

Dans le but d'aménager et de faciliter le fonctionnement interne de la DGI, d'une part, et d'assurer la diffusion des textes fiscaux à caractère législatif et réglementaire, d'autre part, la Haute Direction a pris, au cours de l'année 2022, **242** Notes de service. Il s'agit de :

1. Note de service N° 01/001/DGI/DG/CT/GM/CK/2022 du 12 janvier 2022 portant Attributions des Directeurs Généraux Adjoints des Impôts ;
2. Note de service N° 01/002/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 janvier 2022 portant Publication du répertoire général actualisé des contribuables relevant de la gestion des Services Réformés, arrêté au 31 décembre 2021 ;
3. Note de service N° 01/003/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 19 janvier 2022 portant permutation de deux Chefs de bureau au CIS/Gombe ;
4. Note de service N° 01/004/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 19 janvier 2022 portant Permutation de quelques Inspecteurs ;
5. Note de service N° 01/005/DGI/DG/CR/GM/2022 du 20 janvier 2022 portant mise en service du bordereau de versement modifié de la deuxième quotité de 40% de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises ;
6. Note de service N° 01/006/DGI/DG/CR/GM/2022 du 20 janvier 2022 portant mise en service du formulaire modifié de la déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises ;

7. Note de service N° 01/007/DGI/DG/CO/CT/2022 du 21 janvier 2022 portant Affectation d'un Cadre Supérieur et de quelques Agents de la Coordination ;
8. Note de service N° 01/008/DGI/DG/CT/IN/CK/2022 du 25 janvier 2022 portant Organisation d'un Séminaire des Directeurs des Impôts sur le thème : « Stratégies et actions en vue de la mise en œuvre du Contrat de Performance entre le Ministère des Finances et la DGI pour la mobilisation des recettes en 2022 » ;
9. Note de service N° 01/009/DGI/DG/CR/GM/2022 du 25 janvier 2022 portant Diffusion de nouvelles mesures fiscales contenues dans la Loi de Finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 ;
10. Note de service N° 01/010/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 janvier 2022 portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Lubumbashi à dater du 1er décembre 2021;
11. Note de service N° 01/011/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actif du mois d'avril 2021 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
12. Note de service N° 01/012/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
13. Note de service N° 01/013/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
14. Note de service N° 01/014/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
15. Note de service N° 01/015/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication d'un contribuable additionnel actif du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
16. Note de service N° 01/016/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
17. Note de service N° 01/017/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 28 janvier 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de janvier 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
18. Note de service N° 01/018/DGI/DG/DR&R/NMM/CR/2022, du 02 février 2022 portant Organisation des activités de recherche et de recoupements au sein de la DGI ;

19. Note de service N° 01/019/DGI/DG/DRH/ALB/2022 du 04 février 2022 portant Création d'une Commission chargée de l'organisation de la Cérémonie de prestation de serment des Inspecteurs des Impôts et des Vérificateurs Polyvalents des Impôts de Kinshasa en qualité d'Officier de Police Judiciaire ;
20. Note de service N° 01/020/DGI/DG/CR/GM/2022 du 07 février 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2021/021 du 30 décembre 2021 portant mesures d'application du Décret n° 01 du 24 juillet 2021 portant suspension de paiement et mesures d'allègement des droits de douane ainsi que de la TVA en faveur du secteur de l'aviation civile ;
21. Note de service N° 01/021/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 10 février 2022 portant Publication de la 2ème liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
22. Note de service N° 01/022/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 11 février 2022 portant Diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société MANDIKO SARL ;
23. Note de service N° 01/023/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 11 février 2022 portant Diffusion de six Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à six (6) Associations Sans But Lucratif ;
24. Note de service N° 01/024/DGI/DG/CO/CT/2022 du 15 février 2022 portant Affectation de quelques Agents de la DGI ;
25. Note de service N° 01/025/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 23 février 2022 portant Diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) Sociétés ;
26. Note de service N° 01/026/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 23 février 2022 portant Diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) Sociétés ;
27. Note de service N° 01/027/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 23 février 2022 portant Diffusion de huit (8) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à huit (8) Sociétés ;
28. Note de service N° 01/028/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 23 février 2022 portant Diffusion de quatre (4) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quatre (4) Associations Sans But Lucratif ;
29. Note de service N° 01/029/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 23 février 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la Société KATANGA BEVERAGE COMPANY « KABECO » Sarl ;
30. Note de service N° 01/030/DGI/DG/DLEG/MN/MKE/2022 du 25 février 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 175/CAB/MIN/PLAN/2021 et n° 149/CAB/MIN/FIN/2021 du 07 décembre 2021 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n° 124/CAB/MIN/PLAN/2018 et n° 161/CAB/MI/FIN/2018 du 17 août 2018 portant agrément du projet d'investissement de la Société TALA MAI SARL ;
31. Note de service N° 01/031/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 03 mars 2022

portant Régularisation de la situation administrative des Agents Nouvelles Unités de la DPI/Kasaï-Oriental ;

32. Note de service N° 01/032/DGI/DG/DRH/KP/2022 du 03 mars 2022 portant Affectation collective et avancement en grade des diplômés de l'ENF, Section Impôts Directs et Indirects, Promotion 2020-2021 ;
33. Note de service N° 01/033/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
34. Note de service N° 01/034/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
35. Note de service N° 01/035/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
36. Note de service N° 01/036/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication d'un contribuable additionnel actif du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
37. Note de service N° 01/037/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
38. Note de service N° 01/038/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022, portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Kinshasa à dater du 1er février 2022 ;
39. Note de service N° 01/039/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022, portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Matadi à dater du 1er février 2022 ;
40. Note de service N° 01/040/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Maniema à dater du 1er février 2022 ;
41. Note de service N° 01/041/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du SMM de la DPI/Sud-Kivu à dater du 1er février 2022 ;
42. Note de service N° 01/042/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de février 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;
43. Note de service N° 01/043/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 17 mars 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société MONT GABAON « MG » SARLU ;

44. Note de service N° 01/044/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 17 mars 2022 portant Diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) sociétés ;
45. Note de service N° 01/045/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 17 mars 2022 portant Diffusion de deux (2) Arrêtés interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) Sociétés ;
46. Note de service N° 01/046/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 17 mars 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
47. Note de service N° 01/047/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 17 mars 2022 portant Publication de la 1ère et la 2ème listes additionnelles des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2021, revenus de 2020 ;
48. Note de service N° 01/048/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 28 mars 2022 portant Diffusion de quatre (4) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quatre (4) Associations Sans But Lucratif ;
49. Note de service N° 01/049/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 28 mars 2022 portant Diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) sociétés ;
50. Note de service N° 01/050/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
51. Note de service N° 01/051/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
52. Note de service N° 01/052/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;
53. Note de service N° 01/053/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
54. Note de service N° 01/054/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
55. Note de service N° 01/055/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;
56. Note de service N° 01/056/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;

57. Note de service N° 01/057/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 avril 2022 portant Publication d'un contribuable additionnel actif du mois de mars 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
58. Note de service N° 01/058/DGI/DG/CT/TK/2022 du 05 avril 2022 portant Mise en place d'une Equipe chargée du suivi de la validation et de la mise en œuvre des actes subséquents aux Résolutions issues de l'Atelier de réflexion sur la problématique de la maitrise et du recouvrement du solde débiteur ;
59. Note de service N° 01/059/DGI/DG/IS/BSE/ASD/2022 du 05 avril 2022 portant Formation obligatoire en bureautique et à l'utilisation du logiciel de Gestion de l'impôt (GESIMPOT) ;
60. Note de service N° 01/060/DGI/DG/DRH/MYD/2022 du 05 avril 2022 portant Prise en charge et affectation des temporaires informaticiens ;
61. Note de service N° 01/061/DGI/DG/DLEG/GT/2022 du 07 avril 2022 portant Instruction sur la transmission à la Haute Direction des données relatives au traitement du contentieux de recouvrement ;
62. Note de service N° 01/062/DGI/DG/CR/GM/2022 du 07 avril 2022 portant Mise en service d'un nouveau modèle de bordereau de versement d'acompte provisionnel de l'impôt sur les bénéfices et profits ;
63. Note de service N° 01/063/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 13 avril 2022 portant Diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à deux (2) Associations Sans But Lucratif ;
64. Note de service N° 01/064/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 26 avril 2022 portant Prise en charge des Agents Nouvelles Unités de la DPI/Kasaï-Occidental ;
65. Note de service N°01/065/DGI/DG/CO/CT/BL/2022 du 28 avril 2022 portant Affectation de quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Katanga ;
66. Note de service N° 01/066/DGI/DG/CR/GM/2022 du 02 mai 2022 portant Nouvelles instructions relatives à la gestion de l'impôt sur les bénéfices et profits (IBP) à charge des Petites Entreprises ;
67. Note de service N° 01/067/DGI/DG/CR/GM/2022 du 02 mai 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/014 du 15 avril 2022 portant suspension de la perception de la TVA sur les produits de première nécessité ;
68. Note de service N° 01/068/DGI/DG/CR/GM/2022 du 02 mai 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/013 du 15 avril 2022 portant suspension de la TVA à l'importation et à la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier ;
69. Note de service N° 01/069/DGI/DG/CR/GM/2022 du 02 mai 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/015 du 15 avril 2022 portant modalité de mise en œuvre du mécanisme de constatation et de liquidation de la TVA à l'importation due par les entreprises minières en phase d'exploitation ;

70. Note de service N° 01/070/DGI/DG/D.I/LUA/2022 du 02 mai 2022 portant Constitution d'une Equipe DGI chargée du suivi des activités du projet de déploiement du Progiciel de gestion intégrée de l'impôt, dénommée « Equipe DGI-Projet ERP » ;
71. Note de service N° 01/071/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;
72. Note de service N° 01/072/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;
73. Note de service N° 01/073/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;
74. Note de service N° 01/074/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
75. Note de service N° 01/075/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur ;
76. Note de service N° 01/076/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication d'un contribuable actif du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
77. Note de service N° 01/077/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 02 mai 2022 portant Publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï- occidental ;
78. Note de service N° 01/078/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 05 mai 2022 portant Diffusion de la nouvelle instruction relative à la Prorogation ultime des avantages fiscaux accordés à la Cimenterie de LUKALA SA par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/FIS/CNB/2017/012 du 1er juillet 2017 portant agrément de la société Cimenterie de LUKALA SA au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur et à la Société NYUMBA YA AKIBA par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/CSPS/2020/004 du 21 février 2021 portant agrément de la société NYUMBA YA AKIBA Sarl, au régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur ;
79. Note de service N° 01/079/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 05 mai 2022 portant Diffusion de l'Arrêté Interministériel n° 029/CAB/MIN/PLAN/2022 et n° 010/CAB/MIN/FIN/2022 du 29 mars 2022 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n° 186/CAB/MIN/PLAN/2021 et n° 172/CAB/MIN/FIN/2021 du 30

décembre 2021 portant agrément du projet d'investissement de la société EKOLOSYS SARL ;

80. Note de service N° 01/080/DGI/DG/DI/DLEG/MN/AL/2022 du 05 mai 2022 portant Diffusion d'un l'Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société GREAT LAKERS CEMENT « GLC » SAS ;
81. Note de service N° 01/081/DGI/DG/CR/GM/2022 du 10 mai 2022 portant Mise en service d'un modèle de formulaire de déclaration des stocks du ciment gris produit localement ;
82. Note de service N° 01/082/DGI/DG/CR/GM/2022 du 10 mai 2022 portant Mise en service d'un modèle de formulaire de déclaration des stocks des produits de première nécessité ;
83. Note de service N° 01/083/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 11 mai 2022 portant Diffusion des deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) sociétés ;
84. Note de service N° 01/084/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 11 mai 2022 portant Diffusion des six (6) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à six (6) Associations Sans But Lucratif ;
85. Note de service N° 01/085/DGI/DG/IS/BSE/ALB/2022 du 12 mai 2022 portant Révocation de la Note de Service n° 01/060/DGI/DG/DRH/MYD/2022 du 05 Avril 2022 en ce qui concerne la prise en charge et affectation des temporaires informaticiens de la DPI/Province Orientale ;
86. Note de service N° 01/086/DGI/DG/DR&R/DRCP/FOR/2022 du 12 mai 2022 portant Modalités pratiques de demande et de communication des données de recoupements ;
87. Note de service N° 01/087/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 mai 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'avril 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de CDI/Kisangani ;
88. Note de service N° 01/088/DGI/DG/DLEG/GT/2022 du 13 mai 2022 portant définition des critères de sélection des entreprises soumises à l'obligation de souscrire les déclarations fiscales par voie électronique (télédéclaration) ;
89. Note de service N° 01/089/DGI/DG/DRH/RTB/2022 du 19 mai 2022 portant prise en charge et affectation à la DPI/Nord-Kivu ;
90. Note de service N° 01/090/DGI/DG/IS/NK/2022 du 20 mai 2022 portant prise en charge et affectation des agents nouvelles unités de la DPI/Nord-Kivu ;
91. Note de service N° 01/091/DGI/DG /DIRAF/OS/MW/2022 du 23 mai 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
92. Note de service N° 01/092/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 26 mai 2022 portant affectation de quelques agents à la DGE ;
93. Note de service N° 01/093/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 26 mai 2022 portant prise en charge et affectation des agents nouvelles unités de la DPI/Katanga ;

94. Note de service N° 01/094/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 27 mai 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;
95. Note de service N° 01/095/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 27 mai 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de CDI/Kinshasa ;
96. Note de service N° 01/096/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 27 mai 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de CDI/Lubumbashi ;
97. Note de service N° 01/097/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 27 mai 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;
98. Note de service N° 01/098/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 30 mai 2022 portant publication de la 1ere liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion de la DGE retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
99. Note de service N° 01/099/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 30 mai 2022 portant publication de la liste des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenus au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
100. Note de service N° 01/0100/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 01 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
101. Note de service N° 01/0101/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 01 juin 2022 portant Publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Goma retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
102. Note de service N° 01/0102/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 01 juin 2022 portant Publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
103. Note de service N° 01/0103/DGI/DG0IRAF/OS/MW/2022 du 04 juin 2022 portant Publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Equateur retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
104. Note de service N° 01/0104/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 04 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;
105. Note de service N° 01/0105/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 04 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kisangani retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

106. Note de service N° 01/0106/DGI/DG/DRH/MBJ/CK/2022 du 04 juin 2022 portant Affectation de quelques agents au CDI/Kinshasa ;

107. Note de service N° 01/0107/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 juin 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;

108. Note de service N° 01/0108/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 04 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de mai 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

109. Note de service N° 01/0109/DGI/DG/DLEG/MN/2022 du 14 juin 2022 portant diffusion des trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à trois (3) Associations Sans But Lucratif ;

110. Note de service N° 01/110/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2022 du 15 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du CDI/Matadi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

111. Note de service N° 01/111/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2022 du 23 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMMO de la DPI/Maniema retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

112. Note de service N° 01/112/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 23 juin 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

113. Note de service N° 01/113/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

114. Note de service N° 01/114/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;

115. Note de service N° 01/115/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

116. Note de service N° 01/116/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

117. Note de service N° 01/117/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;

118. Note de service N° 01/118/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;

119. Note de service N° 01/119/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 25 juin 2022 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;

120. Note de service N° 01/120/DGI/DG/CT/JMK/CK/2022 du 27 juin 2022 portant Rappel des Instructions relatives aux audiences auprès du DG ;

121. Note de service N° 01/121/DGI/DG/DRH/MBJ/CK/2022 du 28 juin 2022 portant Affectation de quelques Cadres Supérieurs et Agents à la Coordination (Service rattaché à la Direction Générale), à l'Inspection des Services, à la Direction des Ressources Humaines, à la DGE et à la DUI-K ;

122. Note de service N° 01/122/DGI/DG/DLEG/MN/AL/2022 du 29 juin 2022 portant Diffusion de la lettre n° CAB/MIN/FINANCES/FIS/CNB/2022/0805 du 15 avril 2022 accordant des exonérations fiscales à la société HUAWEI TECHNOLOGIES RDC SARL et ses sous-traitants ;

123. Note de service N° 01/123/DGI/DG/DGA/QAF/DRH/DKL/2022 du 05 juillet 2022 portant Constitution d'une Commission chargée d'examiner la problématique du Centre Médical de la DGI ;

124. Note de service N° 01/124/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 05 juillet 2022 portant diffusion des onze (11) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à onze (11) Associations Sans But Lucratif ;

125. Note de service N° 01/125/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 06 juillet 2022 portant diffusion de sept (07) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à sept (07) sociétés ;

126. Note de service N° 01/126/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 06 juillet 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société FERME AGRO-PASTORALE JAMBO SARL ;

127. Note de service N° 01/127/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 06 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juin 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

128. Note de service N° 01/128/DGI/DG/DRH/RMM/2022 du 18 juillet 2022 portant prise en charge des Agents et Affectation des Nouvelles Unités de la DPI/Maniema ;

129. Note de service N° 01/129/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 19 juillet 2022 portant prise en charge et affectation des Agents Nouvelles unités de la DPI/Sud-Kivu ;

130. Note de service N° 01/130/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 22 juillet 2022 portant publication de la liste des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

131. Note de service N° 01/131/DGI/DG/IS/BSE/MM/CK/2022 du 22 juillet 2022 portant perception des impôts et autres droits par le Receveur des Impôts dans les localités ou chefferies où des institutions financières agréées ne sont pas représentées ;

132. Note de service N° 01/132/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 25 juillet 2022 portant Publication de la 1ère liste additionnelle des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi retenus au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

133. Note de service N° 01/133/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

134. Note de service N° 01/134/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

135. Note de service N° 01/135/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

136. Note de service N° 01/136/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;

137. Note de service N° 01/137/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;

138. Note de service N° 01/138/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;

139. Note de service N° 01/139/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 juillet 2022 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois de juillet 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;

140. Note de service N° 01/140/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022du 26 juillet 2022 portant diffusion de onze (11) Arrêté Interministériel accordant des exemptions fiscales à onze (11) Associations Sans But Lucratif ;

141. Note de service N° 01/141/DGI/DG/IS/BSE/MM/CK/2022 du 29 juillet 2022 portant perception des impôts et autres droits par le Receveur des Impôts dans les localités ou chefferies où des institutions financières agréées ne sont pas représentées ;

142. Note de service N° 01/142/DGI/DG/DLEG/MA/PMO/2022 du 02 août 2022 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 026/CAB/MIN/ECO-NAT/NKK/ABT/MMK/2022 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la Zone Est ;

143. Note de service N° 01/143/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 02 août 2022 portant diffusion de treize (13) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à treize (13) sociétés ;

144. Note de service N° 01/144/DGI/DG/DLEG/MA/PMO/2022 du 03 août 2022 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 025/CAB/MIN/ECONAT/NKK/ABT/MMK/2022 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la Zone Ouest ;

145. Note de service N° 01/145/DGI/DG/DLEG/MA/PMO/2022 du 03 août 2022 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 029/CAB/MIN/ECONAT/NKK/ABT/MMK/2022 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix du carburant d'aviation pour les vols internationaux dans les Zones Ouest, Est et Sud ;

146. Note de service N° 01/146/DGI/DG/DLEG/MA/PMO/2022 du 03 août 2022 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 027/CAB/MIN/ECONAT/NKK/ABT/MMK/2022 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la Zone Sud ;

147. Note de service N° 01/147/DGI/DG/DIREC/MM/CK/2022 du 08 août 2022 portant Spécimen d'Attestation de paiement à délivrer par les Receveurs des Impôts dans les localités ou chefferies où des institutions financières agréées ne sont pas représentées ;

148. Note de service N° 01/148/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 08 août 2022 portant liste des contribuables retirés du répertoire général du CDI/Matadi à dater du 1er août 2022 ;

149. Note de service N° 01/149/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 08 août 2022 portant Contribuable retiré du répertoire général du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental à dater du 1er août 2022 ;

150. Note de service N° 01/150/DGI/DG/DESCOM/TMI/2022 du 10 août 2022 portant Création d'une Commission chargée des travaux de rédaction de la Revue Flash Impôt ;

151. Note de service N° 01/151/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 18 août 2022 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

152. Note de service N° 01/152/DGI/DG/DLEG/MA/2022 du 18 août 2022 portant Diffusion du Décret n° 22/26 du 17 juin 2022 portant modalités et mesures d'application de l'Accord-Cadre entre le Saint-Siège et la République Démocratique du Congo sur des matières d'intérêt commun, du 20 mai 2016 ;

153. Note de service N° 01/152/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 18 août 2022 portant publication de la 1ere liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Kinshasa retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

154. Note de service N° 01/153/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 18 août 2022 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) sociétés ;

155. Note de service N° 01/154/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 18 août 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exemptions fiscales à une (1) Association Sans But Lucratif ;

156. Note de service N° 01/155/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 19 août 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

157. Note de service N° 01/156/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 19 août 2022 portant diffusion de quatre (4) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quatre (4) Associations Sans But Lucratif (MSF/HOLLANDE, ETEC, Fondation Joseph DIANGENDA, Fondation SUISSE pour la Coopération Technique/SWISS CONTACT) ;

158. Note de service N° 01/157/DGI/DG/DLEG/MA/PMO/2022 du 22 août 2022 portant diffusion de l'Arrêté Ministériel n° 028/CAB/MIN/ECONAT/NKK/ABT/MMK/2022 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix du carburant d'aviation pour les vols nationaux dans les zones Ouest, Est et Sud ;

159. Note de service N° 01/158/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 aout 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

160. Note de service N° 01/159/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 aout 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

161. Note de service N° 01/160/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 aout 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;

162. Note de service N° 01/161/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 aout 2022 portant publication d'un contribuable additionnel actif du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;

163. Note de service N° 01/162/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 août 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'aout 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;

164. Note de service N° 01/163/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 août 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Maniema ;

165. Note de service N° 01/164/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 26 août 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'août 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

166. Note de service N° 01/165/DGI/DG/CSIPR/NB/2022du 29 août 2022 portant Nouvelles instructions relatives à la retenue et au reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations payées aux Cadres et Agents de la DGI ;

167. Note de service N° 01/166/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 30 août 2022 portant prise en charge des Agents Nouvelles Unités de la DPI/Katanga ;

168. Note de service N° 01/167/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 01 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'aout 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;

169. Note de service N° 01/168/DGI/DG/DRH/KIS/CK/2022 du 02 septembre 2022 portant prise en charge et affectation des Agents Nouvelles Unités de la DPI/Kongo Central ;

170. Note de service N° 01/169/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 02 septembre 2022 portant Autorisation pour la programmation de l'entreprise ELECTRICITE DU CONGO « EDC » relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022 revenus de 2021 ;

171. Note de service N° 01/170/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 06 septembre 2022 portant prise en charge des Agents Nouvelles Unités de la DPI/Equateur ;

172. Note de service N° 01/171/DGI/DG/DRH/MBJ/2022 du 09 septembre 2022 portant prise en charge des Agents Nouvelles unités de la DPI/Nord-Kivu ;

173. Note de service N° 01/172/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion de la DGE ;

174. Note de service N° 01/173/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

175. Note de service N° 01/174/DGI/DG/DGBSG/D.INT/KK/2022 du 13 septembre 2022 portant Création d'une Commission chargée de la liquidation du dossier UTSCH-CONGO S.A. ;

176. Note de service N° 01/175/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 13 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

177. Note de service N° 01/176/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 15 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;

178. Note de service N° 01/177/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 15 septembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de septembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

179. Note de service N° 01/178/DGI/DG/CT/GM/2022 du 16 septembre 2022 portant mise en place d'une Equipe technique mixte d'Experts Direction Générale des Impôts-Sénat chargée du suivi de la mise en œuvre

des recommandations de la plénière du Sénat du 15 juin 2022 ;

180. Note de service N° 01/179/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 septembre 2022 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) Sociétés (JOYRED SARL, Sté JENGA CIMENT SARL, Sté MAJESTIC RIVER SARL) ;

181. Note de service N° 01/180/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 septembre 2022 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) Sociétés (Sté RAGA NET SARLU, Sté MODERN CONSTRUCTION SARL, Sté SUPREME AUTOMOBILE SARL) ;

182. Note de service N° 01/181/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 03 octobre 2022 portant diffusion de cinq (5) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à cinq (5) Sociétés (Sté MONI-SHOP SARL, Sté BRASIMBA S.A, Sté KIN PLUS SARL/Centrale à béton, Sté CONGO AIRWAYS SA, Sté FORMULE CONSTRUCTION CONGO « FCC » SARL) ;

183. Note de service N°01/182/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 03 octobre 2022 portant diffusion de quatorze Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quatorze (14) Associations Sans But Lucratif ;

184. Note de service N° 01/183/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 04 octobre 2022 portant diffusion de cinq (5) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à cinq (5) sociétés ;

185. Note de service N° 01/184/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 07 octobre 2022 portant Liste des contribuables retirés du répertoire général du CIS/Matadi à dater du 1er octobre 2022 ;

186. Note de service N° 01/185/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 07 octobre 2022 portant liste des contribuables retirés du répertoire général de la DGE à dater du 1er octobre 2022 ;

187. Note de service N° 01/186/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 07 octobre 2022 portant Création d'une Commission permanente chargée de la constitution du Fichier de Référence de l'Administration Publique, en sigle « FRAP », pour les Agents de la DGI ;

188. Note de service N° 01/187/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 octobre 2022 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'octobre2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

189. Note de service N° 01/188/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 octobre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

190. Note de service N° 01/189/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 octobre 2022 portant publication d'un contribuable additionnel du mois d'octobre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

191. Note de service N° 01/190/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 octobre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

192. Note de service N° 01/191/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 octobre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois d'octobre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;

193. Note de service N° 01/192 /DGI/DG/DRH/AKJ/2022 du 18 octobre 2022 portant Constitution de la Commission de régularisation de la situation administrative de quelques Agents de collaboration et d'exécution de la DGI ;

194. Note de service N° 01/193/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 18 octobre 2022 portant diffusion de deux (2) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (2) sociétés ;

195. Note de service N° 01/194/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 10 novembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exemptions fiscales à une (1) Association Sans But Lucratif ;

196. Note de service N° 01/195/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 10 novembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société CARRIERE DU LUALABA « CARRILU» SAS ;

197. Note de service N° 01/196/DGI/DG/DRH/PPP/2022du 14 novembre 2022 portant participation aux formations longue durée niveau Cadre proposées par la Direction Générale des Finances Publiques 2023-2024 ;

198. Note de service N° 01/197/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 16 novembre 2022 portant diffusion de cinq (5) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à cinq (5) sociétés ;

199. Note de service N° 01/198/DGI/DG/CR/GM/2022 du 16 novembre 2022 portant Diffusion du Décret n° 22/30 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la TVA sur les produits de première nécessité ;

200. Note de service N° 01/199/DGI/DG/CR/GM/2022 du 16 novembre 2022 portant diffusion du Décret n° 22/31 du 15 octobre 2022 portant suspension de la TVA à l'importation et à la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier ;

201. Note de service N° 01/200/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 16 novembre 2022 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à (3) sociétés ;

202. Note de service N° 01/201/DGI/DG/DGA/QAF/DRH/BW/2022 du 17 novembre 2022 portant Elargissement de la Commission chargée d'examiner la problématique du Centre Médical de la DGI ;

203. Note de service N° 01/202/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

204. Note de service N° 01/203/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

205. Note de service N° 01/204/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kisangani ;

206. Note de service N° 01/205/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

207. Note de service N° 01/206/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

208. Note de service N° 01/207/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;

209. Note de service N° 01/208/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 18 novembre 2022 portant Publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de novembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu ;

210. Note de service N° 01/209/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 18 novembre 2022 portant diffusion de trois (3) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à trois (3) sociétés (Ets la Gonaive, Sté Mont Gabaon Sarlu, Sté Grands Hôtels du Congo « GHC » SA) ;

211. Note de service N° 01/210/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 21 novembre 2022 portant Mise en place d'une Commission chargée d'examiner les listes des Agents de la DGI éligibles à la retraite/vague 2 ;

212. Note de service N° 01/211/DGI/DG/DRH/BNR/2022 du 25 novembre 2022 portant publication de la liste des candidats retenus pour participer aux épreuves d'admission à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française pour l'année 2023-2024 ;

213. Note de service N° 01/212/DGI/DG/DRH/ANG/2022 du 28 novembre 2022 portant Constitution d'une Commission chargée d'examiner les modalités de la distribution des colis de vivres de fin d'année 2022 au personnel de la DGI ;

214. Note de service N° 01/213/DGI/DG/CT/JKM/2022 du 28 novembre 2022 portant Création d'une Commission chargée d'examiner les contentieux opposant les sociétés du Groupe Glencore à la DGE ;

215. Note de service N° 01/214/DGI/DG/DIRAF/BM/MW/2022 du 29 novembre 2022 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Matadi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

216. Note de service N° 01/215/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 05 décembre 2022 portant diffusion de quatre (4) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à deux (2) Associations Sans But Lucratif (Fondation SHALINA et AFRICAN PARKS CONGO (APC) ;

217. Note de service N° 01/216/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 05 décembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales des Etablissements NKUBONAGE ;

218. Note de service N° 01/217/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 05 décembre 2022 portant diffusion de quatre (4) Arrêtés Interministériels accordant des exemptions fiscales à quatre (4) Associations Sans But Lucratif (International ALERT, Centre Humanitaire Médico-pharmaceutique/CHMP, Save the Children et International RESCUE COMMITTEE/IRC) ;

219. Note de service N° 01/218/DGI/DG/DRH/ANG/2022 du 09 décembre 2022 portant distribution des colis de vivre de fin d'année 2022 ;

220. Note de service N° 01/219/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 12 décembre 2022 portant poursuite de l'opération de délivrance des cartes de service sécurisées aux Hauts Fonctionnaires, Cadres Supérieurs et Agents de la DGI ;

221. Note de service N° 01/220/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Goma ;

222. Note de service N° 01/221/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Kinshasa ;

223. Note de service N° 01/222/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Lubumbashi ;

224. Note de service N° 01/223/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du CDI/Matadi ;

225. Note de service N° 01/224/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Oriental ;

226. Note de service N° 01/225/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 12 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au

répertoire général des contribuables relevant de la gestion du SMM de la DPI/Bandundu ;

227. Note de service N° 01/226/DGI/DG/CO/IB/GR/CK/2022 du 14 décembre 2022 portant Affectation des quelques Cadres Supérieurs de la DPI/Kongo Central ;

228. Note de service N° 01/227/DGI/DG/DIRAF/DIGR/GR/KMD/2022 du 14 décembre 2022 portant publication de la liste additionnelle des contribuables actifs du mois de décembre 2022 au répertoire général des contribuables relevant de la DGE ;

229. Note de service N° 01/228/DGI/DG/DRR/DRCP/SEC/CK/2022 du 14 décembre 2022 portant Création d'une commission chargée de la rédaction du Protocole d'accord de collaboration entre le Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo « CPCC » et la Direction Générale des Impôts « DGI » ;

230. Note de service N° 01/229/DGI/DG/CASO/ANG/2022 du 22 décembre 2022 portant Création d'une caisse de solidarité des Agents de la Direction Générale des Impôts ;

231. Note de service N° 01/230/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 26 décembre 2022 portant publication de la 1ère liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du SMM de la DPI/Sud-Kivu retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

232. Note de service N° 01/231/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 26 décembre 2022 portant publication de la 2ème liste additionnelle des entreprises relevant de la gestion du CDI/Matadi retenues au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 ;

233. Note de service N° 01/232/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 30 décembre 2022 portant Affectation des Agents replacés en activité par l'Ordonnance n° 22/084 du 05 juillet 2022 ;

234. Note de service N° 01/233/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 décembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la Société IHUSI FOOD « IFOOD » SARLU ;

235. Note de service N° 01/234/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 décembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la Société TK TIMBER CONGO « TKTC » SASU ;

236. Note de service N° 01/235/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 décembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales aux Etablissements GOPHER ;

237. Note de service N° 01/236/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 décembre 2022 portant diffusion de deux (02) Arrêtés Interministériels accordant des exonérations fiscales à deux (02) sociétés (Société BENTEKE International RDC Sarl /Scierie et la Société ASHA Sarl ;

238. Note de service N° 01/237/DGI/DG/DIRAF/OS/MW/2022 du 30 décembre 2022 portant Autorisation de programmation au contrôle sur place pour l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021 d'une entreprise relevant de la gestion du SMM de la DPI/Kasaï-Occidental ;

239. Note de service N° 01/238/DGI/DG/DLEG/MN/BBM/2022 du 30 décembre 2022 portant diffusion d'un Arrêté Interministériel accordant des exonérations fiscales à la société REVIN SARL/EAU MINERALE ET BOISSONS SUCREES ;

240. Note de service N° 01/239/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 30 décembre 2022 portant Affectation d'un Haut Fonctionnaire et des Cadres Supérieurs replacés en activité par l'Ordonnance n° 22/084 du 05 juillet 2022 ;

241. Note de service N° 01/240/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 30 décembre 2022 portant Affectation des Agents replacés en activité par l'Ordonnance n° 22/084 du 05 juillet 2022 ;

242. Note de service N° 01/241/DGI/DG/DRH/NK/2022 du 30 décembre 2022 portant replacement en activité de Service des Hauts Fonctionnaires, Cadres Supérieurs et Agents de collaboration et d'exécution retraités en 2010, réintégrés par l'Ordonnance n° 22/084 du 05 juillet 2022.

IV.3. MISSIONS D'ASSIETTE

Les missions d'assiette s'articulent autour des points ci-après :

- attribution du numéro impôt ;
- tenue et la mise à jour des répertoires ;
- suivi des déclarations souscrites par les contribuables ;
- suivi des opérations de contrôle fiscal ;
- activités de recherche et de recoupements.

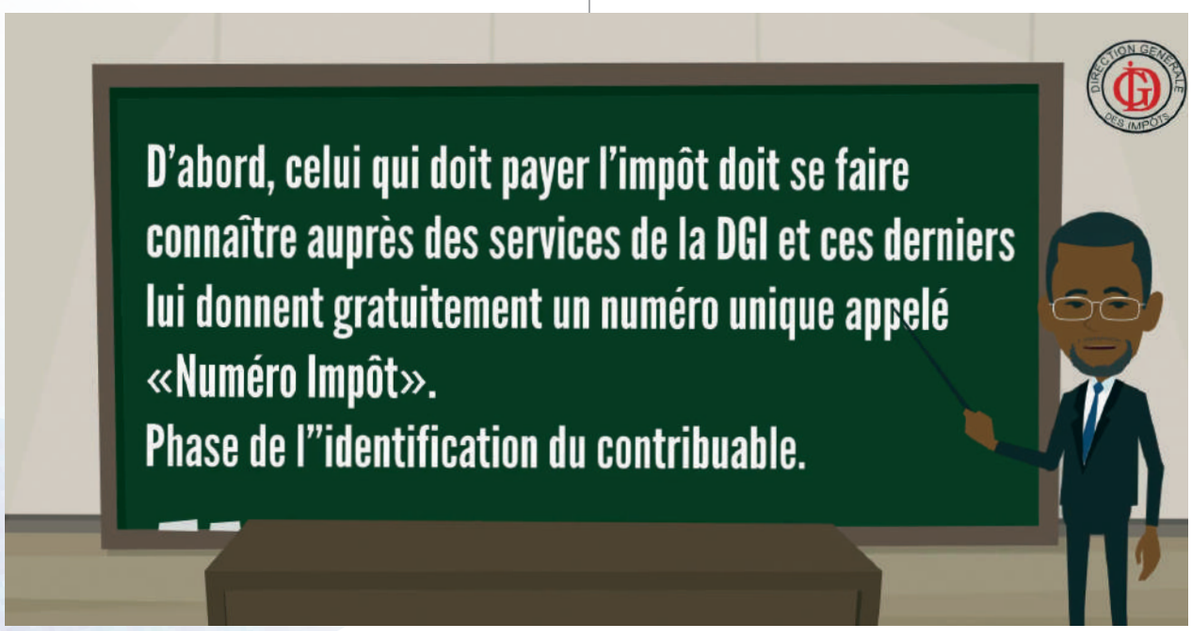
IV.3.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôt et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maitriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

En matière d'attribution du NIF, l'option levée par la DGI consiste en la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables dans les chefs-lieux de toutes les provinces.

Toutefois, à fin 2022, cet objectif a été partiellement concrétisé dans la mesure où les postes déconcentrés de saisie ont été installés et connectés au réseau central dans les provinces à l'exception de l'Equateur et du Maniema.



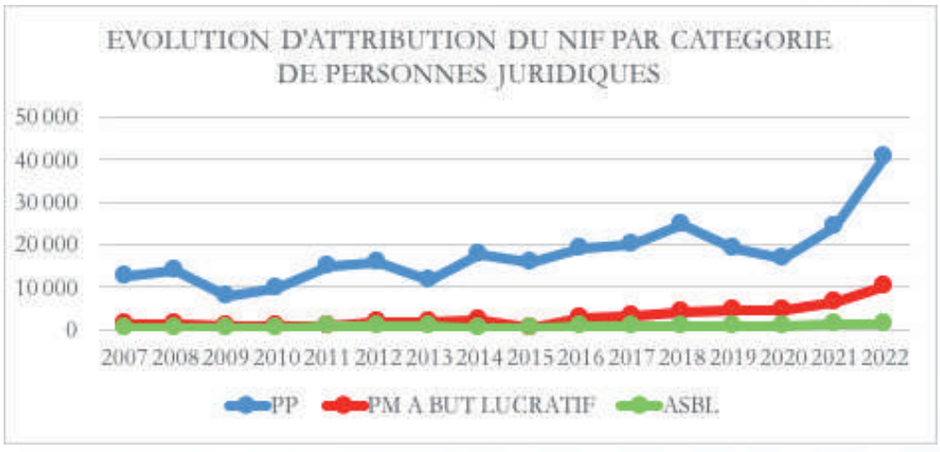
Au cours de l'année 2022, **52.258** NIF ont été attribués, tels que détaillés, par catégorie de personnes juridiques, dans le tableau ci-après :

PP	PM		TOTAL
	PM A BUT LUCRATIF	ASBL	
40.401	**10.366**	**1.491**	**52.258**

Depuis 2007, l'opération d'attribution du Numéro Impôt a évolué de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUTION	PP	PM		TOTAL DE L'ANNEE	CUMUL PROGRESSIF
		PM A BUT LUCRATIF	ASBL		
2007	12 336	1 415	506	14 257	**14 257**
2008	13 905	1 103	507	15 515	**29 772**
2009	8 050	929	336	9 315	**39 087**
2010	9596	750	333	10 679	**49 766**
2011	15 100	1 072	899	17 071	**66 837**
2012	15 738	1 771	1 018	18 527	**85 364**
2013	11 716	1 617	680	14 013	**99 377**
2014	17 519	2 052	577	20 148	**119 525**
2015	15 607	357	581	16 545	**136 070**
2016	19 245	2 923	717	22 885	**158 955**
2017	20 028	2 952	741	23 721	**182 676**
2018	24 505	3 931	909	29 345	**212 021**
2019	19 156	4 553	752	24 461	**236 482**
2020	16 688	4 672	905	22 265	**258 747**
2021	24 313	6 401	1 079	31 793	**290 540**
2022	40 401	10 366	1 491	52 258	**342 798**

Graphiquement, cette évolution se présente par catégorie de requérant de la manière ci-après :



Les immatriculés de la base des données DGIREP, cumulés à **342.798** au 31 décembre 2024, sont catégorisés de la manière ci-après :

- Répertoires des Services : 104.862
- Désactivés de la base des données : 2.270
- Non redevables d'Impôts : 77.194
- Redevables d'impôts inactifs : 158.472

III.3.2. Tenue et mise à jour des répertoires

La DGI tient, par Service gestionnaire, un répertoire général des contribuables, constitué sur base des immatriculations et actualisé à la suite des transferts desdits contribuables d'un Service à un autre.

En outre, au regard des assujettissements opérés, partant de leurs répertoires généraux, les Services gestionnaires confectionnent des répertoires sectoriels par nature d'impôt, en vue d'assurer le suivi et le respect des obligations déclaratives qui se matérialisent notamment par la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer et la taxation d'office.

Ainsi, les répertoires général et sectoriel des contribuables arrêtés au 31 décembre 2022, sont présentés, par Service gestionnaire, dans les lignes qui suivent.

III.3.2.1. Répertoire général des contribuables

Le répertoire général des contribuables arrêté au 31 décembre 2022 est présenté, par Service gestionnaire, dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	DGE, CDI et SMM	CIS	TOTAL
DGE	813		813
DUI-K	4 346	30 911	35 257
DPI/BANDUNDU	227	1 984	2 211
DPI/EQUATEUR	133	2 354	2 487
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	267	2 739	3 006
DPI/KASAI-ORIENTAL	229	3 138	3 367
DPI/KATANGA	3 047	10 392	13 439
DPI/KONGO CENTRAL	760	8 796	9 556
DPI/MANIEMA	122	1 024	1 146
DPI/NORD-KIVU	779	15 993	16 772
DPI/PROVINCE ORIENTALE	929	8 547	9 476
DPI/SUD-KIVU	783	6 549	7 332
TOTAL	**12 435**	**92 427**	**104 862**

Aussi, chaque Service tient-il un répertoire général des contribuables actifs et un répertoire des contribuables mis en archivage, conformément aux instructions contenues dans la Note de service n° 01/0168/DGI/DG/DIRAF/DLEG/2017 du 03 octobre 2017 portant instructions relatives à la gestion des répertoires des contribuables des Services.

Par ailleurs, le répertoire des contribuables mis en archivage n'étant constitué que de ceux qui cessent d'apparaître dans le répertoire des contribuables actifs des Services à la suite de la désactivation de leurs NIF après radiation au RCCM, le présent rapport ne reprend que le répertoire général des contribuables actifs qui regroupe les contribuables répartis suivant les trois états d'activités ci-après : en activités, en cessation d'activités et en liquidation.

Ainsi, le répertoire des contribuables actifs est présenté dans les lignes qui suivent, par état d'activités et par catégorie des personnes juridiques.

III.3.2.1.1. Répertoire des contribuables actifs par état d'activités

A fin 2022, le répertoire des contribuables actifs se présente, par état d'activités et par Service, de la manière ci-après :

SERVICE	EN ACTIVITE	EN CESSATION D'ACTIVITES	EN LIQUIDATION	TOTAL
DGE	791	18	4	813
CDI/KINSHASA	2899	1143	304	4 346
CDI/LUBUMBASHI	3047	0	0	3 047
CDI/MATADI	519	224	17	760
CDI/GOMA	767	8	4	779
CDI/KISANGANI	416	509	4	929
SMM BANDUNDU	196	31	0	227
SMM EQUATEUR	133	0	0	133
SMM KASAI-OCCIDENTAL	230	37	0	267
SMM KASAI-ORIENTAL	204	24	1	229
SMM MANIEMA	120	2	0	122
SMM SUD-KIVU	725	58	0	783
TOTAL	**10 047**	**2 054**	**334**	**12 435**

NB : Dans l'état actuel de la gestion du répertoire, il n'est pas tenu un répertoire par état d'activité des contribuables au niveau des CIS.

III.3.2.1.2. Répertoire des contribuables actifs par catégorie des personnes juridiques

A la clôture de l'année 2022, le répertoire des contribuables actifs est présenté, par catégorie des personnes juridiques et par Service, dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	CATEGORIE DE PERSONNES JURIDIQUES			TOTAL
	PM A BUT LUCRATIF	PERSONNE PHYSIQUE	ASBL	
DGE	675	22	116	**813**
CDI/KINSHASA	2 829	1 245	272	**4 346**
CDI/LUBUMBASHI	2 309	621	117	**3 047**
CDI/GOMA	281	289	209	**779**
CDI/MATADI	519	224	17	**760**
CDI/KISANGANI	372	369	188	**929**
SMM BANDUNDU	76	64	87	**227**
SMM EQUATEUR	35	43	55	**133**
SMM KASAI-OCCIDENTAL	50	119	98	**267**
SMM KASAI-ORIENTAL	65	87	77	**229**
SMM MANIEMA	43	45	34	**122**
SMM SUD-KIVU	161	350	272	**783**
TOTAL	**7 415**	**3 478**	1 542	12 435

III.3.2.2. Répertoire sectoriel des contribuables par nature d'impôt

A fin 2022, le répertoire sectoriel des contribuables est présenté, par Service et par nature d'impôt, dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	DGE, CDI et SMM							CIS		
	IBP/GRANDES ENTREPRISES	IBP/MOYENNES ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX	IPR/EXPATRIES	IERE	IM	TVA	IBP/PETITES ENTREPRISES	IBP/MICRO-ENTREPRISES	IPR/NATIONAUX
DGE	557		813	150	150	310	559			
DUI-K		2 326	4 346	350	350	750	2 426	10 649	11 471	30 911
DPI/BANDUNDU		29	227	15	15	33	42	662	1 204	1 984
DPI/EQUATEUR		42	133	9	9	0	31	941	854	2 354
DPI/KASAI-OCCIDENTAL		93	267	23	23	1	93	1 129	2 037	2 739
DPI/KASAI-ORIENTAL		71	229	15	15	3	64	1 092	1 723	3 138
DPI/KATANGA		1 734	3 047	375	375	11	2 673	3 272	1 626	10 392
DPI/KONGO CENTRAL		264	760	23	23	56	264	3 386	4 836	8 796
DPI/MANIEMA		47	122	11	11	1	51	876	2 225	1 024
DPI/NORD-KIVU		466	779	52	52	120	489	5 287	9 095	15 993
DPI/PROVINCE ORIENTALE		207	929	53	53	4	266	5 863	2 684	8 547
DPI/SUD-KIVU		363	783	30	30	7	455	2 529	5 074	6 549
TOTAL	**557**	**5 642**	**12 435**	**1 106**	**1 106**	**1 296**	**7 413**	**35 686**	**42 829**	**92 427**

III.3.3. Suivi des déclarations souscrites en 2022

Cette section reprend la situation des déclarations souscrites en 2022 au titre d'IBP, d'IPR, d'IERE et de TVA, telle que décrite dans les lignes ci-après :

III.3.3.1. Situation des déclarations IBP

Il sied de préciser que l'échéance de déclaration au titre d'IBP est fixée au 30 avril de chaque année pour les grandes et moyennes entreprises ainsi pour les micro-entreprises, tandis qu'elle est fixée au 31 janvier pour ce qui est des petites entreprises.

Convient-il également d'indiquer que les petites et les micro-entreprises composent la catégorie des entreprises de petite taille.

Les lignes qui suivent présentent la situation des déclarations annuelles souscrites par catégorie des contribuables.

III.3.3.1.1. Situation des déclarations IBP des grandes et moyennes entreprises

La situation des déclarations IBP 2022/2021 souscrites à l'échéance du 30 avril 2022 par les grandes et moyennes entreprises gérées par la DGE, les CDI et les SMM se présente de la manière suivante :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARATIONS RENTREES	NBRE DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	NBRE DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	CHIFFRE D'AFFAIRES DECLARE	BENEFICE DECLARE	PERTE DECLAREE	IBP DECLARE	ACOMPTES VERSES	SOLDE PAYE	T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
															Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
DGE	557	484	73	13%	55	19	54	10%	66 131 798 830 168,00	14 018 053 359 040,00	1 748 508 243 016,00	3 538 282 035 014,00	1 167 372 108 695,00	2 403 882 931 544,00	5	17 565 348 236,00	1	5 506 147 597,00	6	23 071 495 833,00
CDI/KINSHASA	2 326	1 725	601	26%	601	340	261	11%	1 244 773 966 284,00	58 662 454 035,00	147 004 062 631,00	19 969 136 487,00	9 026 157 414,00	11 069 681 869,00	171	116 238 705 955,00	22	866 610 928,00	193	117 105 316 883,00
CDI/LUBUMBASHI	1 734	1 373	361	21%	354	211	150	9%	14 329 844 599 394,00	478 996 342 495,00	1 774 059 309 995,00	292 942 512 521,00	71 254 930 887,00	102 520 084 504,00	487	17 557 097 992,00	0	0,00	487	17 557 097 992,00
CDI/GOMA	466	302	164	35%	164	63	101	22%	299 114 399 130,55	2 301 254 354,87	874 023 513,36	3 219 694 003,03	1 319 464 178,54	1 997 204 762,45	22	434 390 475,48	0	0,00	22	434 390 475,48
CDI/MATADI	264	136	128	48%	76	16	112	42%	95 850 821 134,00	6 979 066 575,00	446 201 445,00	3 107 524 949,36	1 296 774 906,33	1 810 750 043,03	60	675 573 009,78	1	24 182 024,00	56	448 672 279,00
CDI/KISANGANI	207	163	44	21%	22	16	28	14%	75 831 573 172,90	3 647 401 325,11	2 310 869 747,60	1 453 360 196,21	954 787 838,01	492 830 736,70	11	339 743 459,07	0	0,00	8	226 229 275,07
SMM BANDUNDU	29	26	3	10%	3	0	3	10%	4 908 168 278,00	162 239 955,00	997 034 319,00	72 756 203,00	62 794 564,00	9 961 639,00	3	7 588 639,00	0	0,00	3	7 588 639,00
SMM EQUATEUR	42	33	9	21%	9	9	0	0%	27 836 366 515,00	99 369 283,46	694 212 860,60	99 669 233,00	62 061 970,00	39 307 264,00	0	0,00	1	70 773 917,14	1	70 773 917,14
SMM KASAI-OCCIDENTAL	93	53	40	43%	40	4	36	39%	37 044 466 886,00	436 328 635,00	3 691 957 819,00	449 114 550,00	371 582 022,00	78 271 221,00	26	82 965 786,05	0	0,00	26	82 965 786,05
SMM KASAI-ORIENTAL	71	65	6	8%	5	3	3	4%	7 782 854 174,40	543 882 868,64	105 735 826,00	777 854 124,00	98 293 302,99	963 266 359,00	3	4 920 600,00	0	0,00	3	4 920 600,00
SMM MANIEMA	47	41	6	13%	6	1	5	11%	17 872 471 079,00	150 495 319,00	10 820 670 400,00	198 395 862,00	109 905 779,00	93 973 424,00	4	62 890 243,00	1	250 000,00	4	62 890 243,00
SMM SUD-KIVU	363	276	87	24%	87	54	33	9%	52 487 718 491,00	2 127 073 017,90	64 491 723 177,60	4 692 230 592,00	630 788 375,00	469 530 594,00	28	546 150 866,00	0	0,00	12	89 522 420,00
TOTAL	**6 199**	**4 677**	**1 522**	**25%**	**1 422**	**736**	**786**	**13%**	**82 325 146 234 706,90**	**14 572 159 266 904,00**	**3 754 004 044 750,16**	**3 865 264 283 734,60**	**1 252 559 649 931,87**	**2 523 427 793 960,18**	**820**	**153 515 375 261,38**	**26**	**6 467 964 466,14**	**821**	**159 161 864 342,74**

III.3.3.1.2. Situation des déclarations IBP des entreprises de petite taille

Ce point renseigne la situation des déclarations IBP souscrites par les petites entreprises et les micro-entreprises.

Il sied de préciser que les petites entreprises et les micro-entreprises ne sont gérées que par les CIS conformément au seuil de compétence des Services opérationnels.

IV.3.3.1.2.1. Situation des déclarations IBP des petites entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 31 janvier 2022, par les petites entreprises, est renseignée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS	NBRE DECLARAT° RENTREES	NBRE DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AU MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	CA DECLARE	IBP DECLARE	PREMIERE QUOTITE	DEUXIEME QUOTITE	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
													T.O		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
													NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUIK	10 649	2 541	8 108	76%	2 469	796	7 312	68,66%	110 905 712 965,00	1 484 219 110,00	817 008 196,00	675 863 135,00	1 346	995 102 496,29	8	861 896,00	566	474 093 726,00
DPI/BANDUNDU	662	560	102	15%	102	21	81	12,24%	10 619 663 334,00	114 491 800,00	68 659 380,00	41 456 800,00	41	5 482 500,00	0	0,00	27	4 197 280,00
DPI/EQUATEUR	941	564	377	40%	321	33	344	36,56%	11 522 417 243,00	111 236 172,00	48 590 552,00	18 147 216,00	122	44 199 999,00	0	0,00	122	44 199 999,00
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1 129	539	590	52%	489	316	274	24,27%	19 435 745 963,00	199 762 163,00	118 928 853,00	71 417 193,00	274	42 681 442,00	0	0,00	274	42 681 442,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 092	578	514	47%	542	77	437	40,02%	15 295 174 864,00	129 719 970,90	77 492 736,68	41 685 224,75	15	1 000 000,00	0	0,00	15	1 000 000,00
DPI/KATANGA	3 272	2 065	1 207	37%	959	302	905	27,66%	69 926 287 346,94	659 419 246,85	374 455 407,81	266 988 216,76	593	1 279 204 592,03	47	35 167 742,00	435	663 297 616,03
DPI/KONGO CENTRAL	3 386	1 172	2 214	65%	886	276	1 938	57,24%	23 136 298 425,00	298 094 544,00	178 822 841,00	118 062 112,00	538	520 754 411,00	0	0,00	148	295 225 556,00
DPI/MANIEMA	876	651	225	26%	15	12	213	24,32%	111 093 075 330,00	1 148 078 740,43	50 720 625,66	73 892 521,11	3	218 880,00	12	1 083 892,72	3	218 880,00
DPI/NORD-KIVU	5 287	5 190	97	2%	164	85	12	0,23%	65 997 722 661,00	466 781 522,00	289 952 033,00	176 829 489,00	22	360 100 526,00	0	0,00	22	360 100 526,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	5 863	3 106	2 757	47%	901	190	2 567	43,78%	58 213 801 380,00	1 280 680 975,00	472 654 888,00	267 990 244,00	449	129 316 107,00	1	400 000,00	136	25 957 386,00
DPI/SUD-KIVU	2 529	1 445	1 084	43%	738	325	759	30,01%	53 504 131 219,00	577 275 366,00	307 332 542,00	167 443 433,00	487	831 200 024,00	16	5 566 355,00	431	799 700 162,00
TOTAL	**35 686**	**18 411**	**17 275**	**48%**	**7 586**	**2 433**	**14 842**	**41,59%**	**549 650 030 730,94**	**6 469 759 610,18**	**2 804 618 055,15**	**1 919 775 584,62**	**3 890**	**4 209 260 977,32**	**84**	**43 079 885,72**	**2 179**	**2 710 672 573,03**

III.3.3.1.2.2. Situation des déclarations IBP des micro-entreprises

La situation des déclarations IBP souscrites à l'échéance du 30 avril 2022, par les micro-entreprises, se présente comme suit :

SERVICE	NBRE D'ASSUJETTIS ACTIFS	NBRE DECLARATIONS RENTREES	NBRE DES DEFAILLANTS	TAUX DE DEFAILLANCE	NBRE MED DEPOSEES	DECLARATIONS SUITE AUX MED	NBRE DEFAILLANTS CORRIGE	TAUX DEFAILLANCE CORRIGE	IMPOT GLOBAL ATTENDU	FORFAIT PAYE	TRAITEMENT DES DEFAILLANTS					
											TAXATIONS D'OFFICE		REGULARISATIONS		PRISES EN CHARGE	
											NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
DUI-K	11 471	3 702	7 769	68%	1 502	252	7 517	66%	344 130 000,00	107 320 000,00	1 048	45 663 500,00	4	180 000,00	352	19 483 321,00
DPI/BANDUNDU	1 204	911	293	24%	293	0	293	24%	36 120 000,00	25 603 850,00	169	7 258 600,00	0	0,00	6	247 000,00
DPI/EQUATEUR	854	523	331	39%	249	35	296	35%	25 620 000,00	15 690 000,00	192	6 929 315,00	0	0,00	192	6 929 315,00
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	2 037	1 092	945	46%	608	409	536	26%	61 110 000,00	32 760 000,00	536	24 120 000,00	0	0,00	536	24 120 000,00
DPI/KASAI-ORIENTAL	1 723	969	754	44%	754	0	754	44%	51 690 000,00	29 070 000,00	50	1 500 000,00	0	0,00	50	1 500 000,00
DPI/KATANGA	1 626	672	954	59%	355	93	861	53%	48 780 000,00	14 030 250,00	593	1 279 204 593,03	0	0,00	435	663 297 616,00
DPI/KONGO CENTRAL	4 836	3 496	1 340	28%	1 037	755	585	12%	145 080 000,00	34 279 000,00	728	33 557 200,00	0	0,00	232	10 631 300,00
DPI/MANIEMA	2 225	1 205	1 020	46%	319	36	984	44%	66 750 000,00	37 161 700,00	283	13 049 400,00	36	1 140 000,00	283	13 588 300,00
DPI/NORD-KIVU	9095	2 970	6 125	67%	1 806	494	5 631	62%	272 850 000,00	97 564 000,00	206	10 743 600,00	0	0,00	206	10 743 600,00
DPI/PROVINCE ORIENTALE	2684	1 470	1 214	45%	134	67	1 147	43%	80 520 000,00	52 336 019,00	19	1 425 000,00	5	375 000,00	14	1 050 000,00
DPI/SUD-KIVU	5 074	3 936	1 138	22%	895	394	744	15%	152 220 000,00	139 090 000,00	594	27 034 200,00	0	0,00	419	18 915 000,00
TOTAL	**42 829**	**20 946**	**21 883**	**51%**	**7 952**	**2 535**	**19 348**	**45%**	**1 284 870 000,00**	**584 904 819,00**	**4 418**	**1 450 485 408,03**	**45**	**1 695 000,00**	**2 725**	**770 505 452,00**

III.3.3.2. Situation des déclarations IPR

La situation des déclarations IPR souscrites au cours de l'année 2022 auprès des Services réformés se présente de la manière ci-après :

SERVICE	Nbre d'assujettis actifs	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations reçues					Masse salariale déclarée	Impôt déclaré	Nbre des MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre défaillants corrigé	Taux défaillance corrigé	Nbre de travailleurs au 31 décembre	Impositions établies						Prises en charge	
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonerées	Nbre Défaillants	Taux de défaillance								T.O		Régularisations		Total			
																Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
DGE	813	9 756	6 414	5 408	1 006	0	3 342	34%	4 035 235 231 585	912 254 277 301	3 342	2 366	976	10%	185 439	15	11 167 786 862	95	52 580 691 659	110	63 748 478 521	16	8 581 989 032
CDI/KINSHASA	4 346	52 152	28 922	19 735	9 187	0	23 230	45%	140 289 613 685	37 272 125 791	2 341	1 482	21 748	42%	24 843	635	17 626 045 319	361	14 920 770 259	996	32 546 815 578	902	2 344 402 135
CDI/LUBUMBASHI	3 047	36 564	26 159	13 100	13 059	0	10 405	28%	169 752 847 208	26 725 776 196	849	438	9 967	27%	44 693	102	793 669 591	18	579 364 242	120	1 373 033 833	120	1 373 033 833
CDI/GOMA	779	9 348	7 099	5 996	1 091	12	2 249	24%	120 087 819 111	12 264 731 097	2 249	669	1 580	17%	14 445	162	1 361 172 241	205	747 150 251	367	2 108 322 492	270	1 917 575 913
CDI/MATADI	760	9 120	4 859	3 718	1 141	0	4 261	47%	33 496 361 694	3 886 709 527	390	235	4 026	44%	9 411	134	124 736 559	26	671 512 542	160	796 249 101	144	204 418 451
CDI/KISANGANI	929	11 148	4 352	3 347	1 005	0	6 796	61%	57 684 133 909	5 818 588 600	507	360	6 436	58%	7 391	227	1 232 435 632	93	740 420 315	320	1 972 855 947	248	1 676 312 282
SMM BANDUNDU	227	2 724	2 236	1 777	459	0	488	18%	4 454 790 488	609 698 351	445	59	429	16%	1 328	98	7 083 793	0	0	98	7 083 793	98	7 083 793
SMM EQUATEUR	133	1 596	1 234	959	263	12	362	23%	3 991 446 144	952 063 888	130	114	248	16%	1 495	0	0	41	23 992 751	41	23 992 751	41	23 992 751
SMM KASAI-OCCIDENTAL	267	3 204	2 216	1 760	456	0	988	31%	19 366 109 686	2 125 654 928	735	303	685	21%	6 017	414	253 296 520	2	12 126 347	416	265 422 867	414	80 076 512
SMM KASAI-ORIENTAL	229	2 748	2 142	1 844	298	0	606	22%	14 034 074 676	1 557 889 249	150	109	497	18%	1 773	30	19 852 505	0	0	30	19 852 505	26	19 241 492
SMM MANIEMA	122	1 464	1 076	753	323	0	388	27%	3 823 993 669	468 533 895	118	15	373	25%	929	105	64 030 439	9	109 360 340	114	173 390 779	114	173 390 779
SMM SUD-KIVU	783	9 396	8 100	7 304	796	0	1 296	14%	88 373 745 120	10 374 848 662	965	742	554	6%	10 477	110	4 002 511 553	408	3 535 922 083	518	7 538 433 636	314	2 473 613 098
TOTAL	**12 435**	**149 220**	**94 809**	**65 701**	**29 084**	**24**	**54 411**	**36%**	**4 690 590 166 975**	**1 014 310 897 485**	**12 221**	**6 892**	**47 519**	**32%**	**308 241**	**2 032**	**36 652 621 014**	**1 258**	**73 921 310 789**	**3 290**	**110 573 931 803**	**2 707**	**18 875 130 071**

III.3.3.3. Situation des déclarations IERE

La situation des déclarations IERE souscrites auprès des Services réformés en 2022 est reprise dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	Nbre d'assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement des déclarations					Masse salariale	Impôt déclaré	Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	Nbre corrigé des défaillants	Taux corrigé de défaillance	Nbre travailleurs	Impositions établies						Dossiers pris en charge	
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonérées	Nbre défaillants	Taux de défaillance								T.O		Régularisations		Total			
																Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
DGE	150																						
CDI/KINSHASA	350																						
CDI/LUBUMBASHI	375																						
CDI/GOMA	52	624	623	623	0	0	1	0%	3 055 848 791,00	593 820 101,00	1	1	0	0%	1 271	0	0,00	30	58 405 959,00	30	58 405 959,00	25	56 392 631,00
CDI/MATADI	23	276	276	276	0	0	0	0%	1 491 832 688,00	381 958 172,00	0	0	0	0%	1 242	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
CDI/KISANGANI	53	636	561	469	92	0	75	12%	2 700 471 453,65	537 012 575,14	16	0	75	12%	1 263	5	12 650 000,00	9	15 256 258,90	14	27 906 258,90	12	14 375 627,52
SMM BANDUNDU	15	180	178	172	6	0	2	1%	251 767 507,00	59 035 665,00	2	2	0	0%	242	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM EQUATEUR	9	108	93	93	0	0	15	14%	465 022 731,00	132 294 345,00	0	0	15	14%	564	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM KASAI-OCCIDENTAL	23	276	245	243	0	2	31	11%	1 141 218 247,00	295 473 491,00	23	11	20	7%	522	12	19 435 904,00	0	0,00	12	19 435 904,00	12	19 435 904,00
SMM KASAI-ORIENTAL	15	180	179	179	0	0	1	1%	328 445 898,00	78 898 249,00	0	0	1	1%	472	1	689 302,00	0	0,00	1	689 302,00	0	0,00
SMM MANIEMA	11	132	112	85	27	0	20	15%	281 971 875,00	69 483 010,00	22	1	19	14%	282	22	18 309 000,00	9	49 747 068,00	31	68 056 068,00	30	66 306 068,00
SMM SUD-KIVU	30	360	358	358	0	0	2	1%	2 537 400 827,00	634 350 207,00	2	2	0	0%	732	0	0,00	4	186 810 800,00	4	186 810 800,00	4	186 810 800,00
TOTAL	**1 106**	**2 772**	**2 625**	**2 498**	**125**	**2**	**147**	**5%**	**12 253 980 017,65**	**2 782 325 815,14**	**66**	**17**	**130**	**5%**	**6 590**	**40**	**51 084 206,00**	**52**	**310 220 085,90**	**92**	**361 304 291,90**	**83**	**343 321 030,52**

N.B. Les statistiques en matière d'IERE de la DGE, du CDI/Kinshasa et du CDI/Lubumbashi sont contenues dans celles de l'IPR.

III.3.3.4. Situation des déclarations TVA

La situation des déclarations TVA souscrites au cours de l'année 2022 se présente comme suit :

SERVICE	Nbre assujettis	Nbre déclarations attendues	Nbre déclarations reçues	Dépouillement déclarations reçues				Chiffre d'Affaires global déclaré global	Dépouillement du Chiffre d'Affaires				TVA collectée
				Nbre déclarations payantes	Nbre déclarations néant	Nbre déclarations exonerées	Déclarations créditrices		C.A. exonéré	C.A. hors champs	C.A. à 0%	C.A. imposable à 16%	collectée
DGE	559	6 708	5 862	3 556	694	0	1 612	62 785 157 184 803	4 176 210 507 090	1 812 976 948 808	30 030 265 715 847	25 772 407 497 993	4 453 330 422 529
CDI/KINSHASA	2 426	29 112	24 390	23 238	860	292	0	3 058 154 248 560	157 053 316 518	162 696 140 998	926 763 276 984	1 383 394 719 093	242 536 874 224
CDI/LUBUMBASHI	2 673	32 076	24 083	7 317	16 268	498	0	6 105 613 470 456	18 863 637 013	3 793 839 481 832	1 766 330 552 669	526 579 778 942	84 252 764 631
CDI/GOMA	489	5 868	4 198	3 861	172	165	0	445 654 113 979	45 895 426 145	20 174 500 856	7 389 482	372 462 797 496	59 593 948 599
CDI/MATADI	264	3 168	2 458	1 285	1 159	14	0	197 625 159 010	604 445 740	127 603 496 702	898 390 763	65 508 427 126	44 066 949 420
CDI/KISANGANI	266	3 192	1 700	934	625	34	107	48 370 794 880	2 557 042 457	9 261 595 377	26 000 000	35 892 061 999	5 736 111 257
SMM BANDUNDU	42	504	404	399	5	0	0	2 715 411 097	910 394 928	0	0	1 805 016 669	262 974 056
SMM EQUATEUR	31	372	246	181	65	0	0	1 523 458 613	155 486 500	0	13 494 270	13 679 772 072	218 875 532
SMM KASAI-OCCIDENTAL	93	1 116	606	540	59	2	5	5 440 742 861	2 803 141 299	465 476 593	0	2 172 124 969	347 539 995
SMM KASAI-ORIENTAL	64	768	711	403	258	50	0	150 233 348 739	45 794 977 574	0	0	8 913 948 119	1 426 131 698
SMM MANIEMA	51	612	562	251	228	58	25	1 578 105 603	314 596 610	0	0	1 263 508 993	202 161 439
SMM SUD-KIVU	455	5 460	3 090	2 856	211	23	0	54 530 832 043	4 563 209 114	4 564 492 783	21 084 644 635	128 206 454 181	6 130 073 937
TOTAL	**7 413**	**88 956**	**68 310**	**44 821**	**20 604**	**1 136**	**1 749**	**72 856 596 870 644**	**4 455 726 180 987**	**5 931 582 133 948**	**32 745 389 464 650**	**28 312 286 107 653**	**4 898 104 827 316**

Suite des informations sur la situation des déclarations TVA :

SERVICE	Total des déductions	TVA nette	Crédit TVA réportable	Nbre des defaillants	Taux de défaillance	Nbre MED déposées	Nbre MED suivies des déclarations	CA imposable à 16% pour les déclarations suite aux MED pour les décl suite MED	Nbre des défaillants corrigé	Taux corrigé de défaillance	Impositions établies						Prises en charge	
											T.O		Régularisations		Total			
											Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
DGE	12 426 252 797 617	1 526 342 484 056	664 757 347 050	846	13%	168	61	9 426 550 852	785	12%	21	20 371 304 087	518	727 539 957 329	539	747 911 261 416	363	283 379 249 112
CDI/KINSHASA	921 873 108 005	68 116 474 348	36 728 917 449	4 722	16%	182	23	2 356 453 212	4 699	16%	533	5 824 428 405	585	106 114 935 545	1 118	111 939 363 950	1 042	77 721 327 326
CDI/ LUBUMBASHI	539 662 546 211	303 476 643 435	267 907 153 298	7 993	25%	956	2 388	4 492 600 638	5 605	17%	457	5 258 769 851	579	112 317 984 014	1 036	117 576 753 865	989	62 534 088 994
CDI/GOMA	36 666 195 812	10 998 065 007	4 802 273 171	1 670	28%	1 577	535	95 889 934	1 135	19%	150	1 680 840 110	213	1 899 674 835	363	3 580 514 945	258	2 455 180 441
CDI/MATADI	2 883 028 772	3 439 099 535	535 893 123	710	22%	240	131	316 143 895	579	18%	87	346 410 962	24	355 313 809	111	701 724 771	98	732 898 921
CDI/ KISANGANI	18 272 240 767	3 468 423 432	17 302 661 863	1 492	47%	410	410	1 040 464 197	1 082	34%	133	992 510 959	145	4 300 759 295	278	5 293 270 254	152	1 800 998 106
SMM BANDUNDU	234 650 310	51 334 763	1 335 964	100	20%	31	2	437 500	98	19%	14	1 258 456	0	0	14	1 258 456	10	1 022 720
SMM EQUATEUR	13 554 444	205 628 211	19 679 194	126	34%	24	5	55 798 674	121	33%	17	30 408 874	0	0	17	30 408 874	17	30 408 874
SMM KASAI-OCCIDENTAL	1 550 932 462	64 697 581	1 556 323 927	510	46%	355	97	351 680 479	413	37%	224	346 772 391	0	0	224	346 772 391	196	104 517 720
SMM KASAI-ORIENTAL	768 624 567	657 607 132	0	57	7%	57	47	1 192 396 991	10	1%	10	15 962 039	1	430 000	11	16 392 039	8	13 043 200
SMM MANIEMA	170 948 403	60 969 915	30 783 833	50	8%	18	2	1 706 250	48	8%	14	7 730 800	23	9 150 489	37	16 881 289	19	16 608 289
SMM SUD-KIVU	11 525 932 026	2 152 629 869	437 376 823	2 370	43%	1 007	423	2 173 201 272	1 947	36%	60	620 284 398	60	3 076 669 801	120	3 696 954 199	108	1 490 432 820
TOTAL	**13 959 874 559 395**	**1 919 034 057 285**	**994 079 745 696**	**20 646**	**23%**	**5 025**	**4 124**	**21 503 323 894**	**16 522**	**19%**	**1 720**	**35 496 681 332**	**2 148**	**955 614 875 117**	**3 868**	**991 111 556 449**	**3 260**	**430 279 776 523**

III.3.4. Suivi des activités de recherche et de recoupements au sein de la Direction Générale des Impôts

La recherche est l'activité de l'Administration des Impôts qui consiste à mener, soit par l'exploitation documentaire soit par l'exécution d'une mission de recherche sur terrain, toutes opérations de fouille et d'investigations en vue de collecter des renseignements à incidence fiscale et à mettre en évidence les systèmes de fraude fiscale.

Le recoupement quant à lui est l'opération qui consiste à collecter, soit par voie de partage informatique (support électronique, courriel et autres) ou par voie d'interconnexion (interfaçage applicatifs d'exploitation ou réseau sans fil), de données et des renseignements à incidence fiscale auprès de diverses sources, aussi bien internes qu'externes, afin de les rapprocher, au moyen des applications informatiques appropriées, aux données déclarées par les contribuables ou obtenues d'office en exécution d'une disposition légale.

Après collecte, les données sont traitées par la Direction de la Recherche et de Recoupements pour les rendre exploitables par la Direction de l'Assiette Fiscale et par les Services opérationnels.

Les activités de recherche et de recoupements jouent un rôle incontournable tant dans l'enrichissement ou l'assainissement du répertoire que dans l'efficacité du contrôle sur pièces et/ou sur place.

Au cours de l'exercice 2022, la Direction Générale des Impôts a pris plusieurs dispositions significatives dans l'objectif d'organiser les activités de recherche et de recoupements. Bien que le défi de l'informatisation complète soit encore à relever, les activités de recherche et de recoupements ont connu une réorganisation bénéfique à travers la Note de service n° 01/018/DGI/DG/DR&R/NMM/CR/2022 du 02 février 2022 portant organisation de l'activité de recherche et de recoupements au sein de la DGI.

En outre, les matériels informatiques et autres outils essentiels ont été mis à la disposition des activités de la Recherche et de Recoupements au même moment qu'un renforcement des capacités au module de collecte des données et de leur exploitation a été organisé.

Des activités de recherche et de recoupements menées, les données fiscales suivantes sont mises en exergue sous les aspects ci-après :

III.3.4.1. Enrichissement du répertoire

Deux actions relatives à l'exploitation des données sont retenues. Il s'agit de :

- L'exploitation des données du Fonds Social de la République ;
- L'exploitation des données du BCECO

L'exploitation des données du Fonds Social de la République et du BCECO a permis d'atteindre les résultats repris dans le tableau ci-dessous :

Année	Nbre Input	Nbre Répertoriés	Opérateurs présumés non immatriculés				
			Nbre en Provinces	Nbre à Kinshasa			TOTAL
				Non immatriculés	Faux NIF	NRI	
2022	46	3	37	2	4	0	43

L'exploitation des données a permis d'identifier la fausseté des adresses avancées, des coordonnées liées au cas des opérateurs présumés non immatriculés.

La situation de trois contribuables répertoriés indiqués dans le tableau ci-haut est traitée dans le point suivant.

III.3.4.2. Reclassement des contribuables

Année	Nbre répertoriés	Nbre Cas de reclassement	Observations
2022	3	3	

Il a été procédé au reclassement de ces trois contribuables sous gestion des Centres d'Impôts Synthétiques puis à la soumission de leurs dossiers à la Direction de l'Assiette Fiscale pour transfert au Centre des Impôts de Kinshasa.

III.3.4.3. Nouveaux contribuables

Les activités de recherche menées au courant de l'année 2022 ont abouti à la découverte d'un opérateur économique et de trois cabinets d'avocats évoluant sans numéro impôt.

A cet effet, la DRR a transmis à la DIRAF les fiches de recensement, les procès-verbaux et croquis de localisation ainsi que les formulaires pour leur immatriculation au NIF.

La situation se présente dans le tableau ci-après :

Année	Nbre Input	Nbre Répertoriés	Nbre Doublons	Nbre Identité imprécise	Soumis à l'immatri-culation	Observations
2022	4	0	0	0	4	

III.3.4.4. Lutte contre la fraude fiscale

En 2022, la lutte contre la fraude fiscale a été marquée notamment par la mission mixte DGI-DGDA d'enquête sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (exécutée suivant l'ordre de mission n° 01/DGDA/145/DGI/095/DG/DRR/MNM/2022 du 16 mai 2022) ainsi que par la mission d'exercice des droits d'enquêtes, de visite et de saisie auprès d'Access Bank.

• *De la mission mixte d'enquête*

A cet effet, il a été identifié quelques cas de collecte indue de la TVA, ayant conduit aux demandes de renseignements adressées aux titulaires des EDD auprès desquels la TVA a été collectée et auprès d'autres sources ciblées en vue de recueillir les coordonnées exactes des contribuables sous enquête ainsi que les copies des factures des transactions passibles de TVA réalisées par eux.

L'autre aspect de la mission mixte qui consistait à exercer le Droit d'enquête sur les opérations effectuées pendant la période allant de janvier 2019 à décembre 2021, par les assujettis ayant déclaré un crédit TVA supérieur ou égal à Deux cent millions de francs congolais et ceux ayant souscrit avec récurrence des déclarations avec mention NEANT, a permis que 14 assujettis ayant déclaré un crédit TVA global de **FC 39.832.804.976,20** voient leur crédit TVA être apuré à hauteur de **FC 15.721.740.107,01** avec un supplément TVA à reverser de l'ordre de **FC 4.746.037.208,53**.

• *De la mission mixte d'exercice de droits d'enquêtes*

A la suite de la mission d'exercice des droits d'enquête, de visite et de saisie auprès d'Access Bank, l'analyse des licences modèles « Rapatriement des Capitaux » a eu à révéler un important rapatriement de capitaux de l'étranger de 3 clients de la banque précitée, alors que ces derniers s'avéraient inactifs auprès de leurs Services gestionnaires respectifs. Les investigations effectuées ont démontré que les personnes renseignées comme propriétaires de ces établissements sont en réalité des prête-noms congolais utilisés uniquement pour le besoin d'ouverture des comptes bancaires et introuvables aux adresses reprises dans leurs dossiers et n'ont aucun lien avec les importantes transactions effectuées aux travers desdits comptes. Toutefois, la mission a permis de mettre en lumière le vrai propriétaire et donneur d'ordre.

III.3.4.5. Suivi des actes de procédure en 2022

Le suivi des actes de procédure en 2022 est illustré par le tableau ci-après :

Ordre de mission	Avis de passage	Désignation	Invitation	Demande de renseignement	Suivi demande de renseignement	Mise en demeure	Amendes	Notification d'Astreintes	
								Nbre	Montant (FC)
04	39	01	01	182	03	27	0	4	40.900.000

III.3.5. Suivi des travaux de contrôle fiscal

Conformément au Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, l'Administration des Impôts exerce toutes les missions et prérogatives en matière fiscale de manière exclusive, sur toute l'étendue du territoire national.

Ainsi, les Services ayant la mission de contrôle fiscal dans leurs attributions ont le pouvoir de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables.

Le contrôle sur pièces est un contrôle qui consiste, à partir du bureau, à la vérification de la cohérence des déclarations souscrites par les contribuables tandis que le contrôle sur place fait recours à un examen minutieux de la comptabilité afin de vérifier l'exactitude desdites déclarations. Ce contrôle se fait tant au premier qu'au second degré.

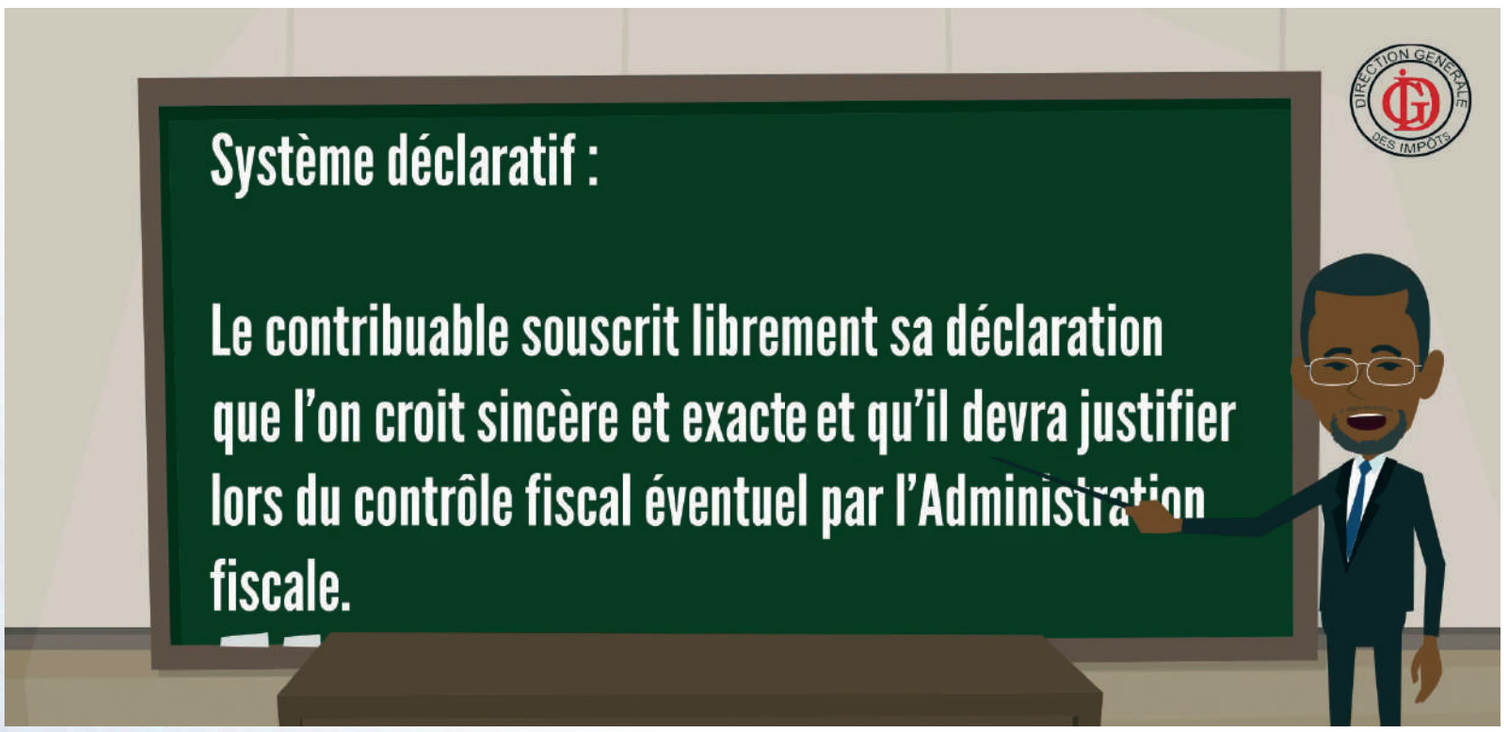
III.3.5.1. Contrôle fiscal au premier degré

Au terme de l'article 28 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, le contrôle fiscal peut être général ou ponctuel.

Le contrôle est général lorsqu'il porte sur tous les impôts et taxes sur toute la période non prescrite, alors qu'il est ponctuel lorsqu'il porte sur la vérification d'un seul impôt sur une période inférieure à un exercice fiscal.

III.3.5.1.1. Contrôle fiscal général

Le contrôle fiscal général est réalisé suivant une programmation des dossiers par vagues, sur base des Notes de Service alignant les entreprises autorisées à être contrôlées sur place.



III.3.5.1.1.1. Programmation du contrôle fiscal général

A la clôture de l'exercice 2022, la situation de programmation des dossiers sélectionnés pour le contrôle fiscal général, revenus de 2021, et autorisés par la Haute Direction, est communiquée, par Service réformé, dans le tableau ci-après :

SERVICE	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DECLARATIONS IBP SOUSCRITES APRES MED	TOTAL DES DECLARATIONS IBP SOUSCRITES	DOSSIERS PROPOSES AU CONTRÔLE	DOSSIERS AUTORISES A ETRE PROGRAMMES	DOSSIERS PROGRAMMES	TAUX DE PROGRAMMATION
DGE	484	19	503	350	350	325	92,86%
CDI/KINSHASA	1 725	340	2 065	761	985	752	76,35%
CDI/LUBUMBASHI	1 373	211	1 584	934	932	913	97,96%
CDI/GOMA	302	63	365	213	149	149	100,00%
CDI/MATADI	136	16	152	169	165	141	85,45%
CDI/KISANGANI	163	16	179	177	155	140	90,32%
SMM BANDUNDU	26	0	26	19	19	19	100,00%
SMM EQUATEUR	33	9	42	22	22	20	90,91%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	53	4	57	48	50	48	96,00%
SMM KASAI-ORIENTAL	65	3	68	49	49	49	100,00%
SMM MANIEMA	41	1	42	33	33	33	100,00%
SMM SUD-KIVU	276	54	330	178	218	176	80,73%
TOTAL	**4 677**	**736**	**5 413**	**2 953**	**3 127**	**2 765**	**88,42%**

IV.3.5.1.1.2. Résultats du contrôle fiscal général

Les résultats des travaux de contrôle fiscal général par les Services réformés sont présentés, selon qu'il s'agit de l'exercice fiscal 2022/revenus de 2021 et de l'exercice fiscal 2022/revenus antérieurs à l'année 2021.

III.3.5.1.1.2.1. Résultats du contrôle fiscal général afférent à l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021

Au 31 décembre 2022, les travaux de contrôle fiscal général afférent à l'exercice fiscal 2022, revenus de 2021, effectués par les Services réformés, ont abouti aux résultats ci-après :

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES								DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES		
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL									
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	TAUX DE CLOTURE	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	TAUX DE RECOUV.
DGE	203	220 806 306 691	0	0	1	204	220 806 306 691	62,77%	3	13 168 901 852	170	283 411 225 871	149	99 290 032 463	35,03%
CDI/KINSHASA	845	82 933 426 260	75	12 708 318 051	0	920	95 641 744 311	122,34%	14	57 060 044 760	471	14 892 500 966	335	6 197 907 499	41,62%
CDI/LUBUMBASHI	385	60 752 588 541	0	0	12	397	60 752 588 541	43,48%	143	34 677 736 526	242	26 074 852 015	185	18 871 528 895	72,37%
CDI/GOMA	115	4 669 408 729	3	94 574 124	7	125	4 763 982 853	83,89%	1	12 683 389	127	4 763 982 853	105	2 888 353 359	60,63%
CDI/MATADI	114	5 270 883 372	0	0	0	114	5 270 883 372	80,85%	6	1 698 182 969	99	4 199 664 251	78	1 605 402 196	38,23%
CDI/KISANGANI	115	7 661 373 882	3	148 702 503	5	123	7 810 076 385	87,86%	0	0	88	3 223 196 960	67	1 029 720 754	31,95%
SMM BANDUNDU	14	73 219 647	1	54 452 233	0	15	127 671 880	78,95%	0	0	14	118 181 722	10	27 877 793	23,59%
SMM EQUATEUR	1	1 559 705	18	92 676 162	1	20	94 235 867	100,00%	0	0	19	94 235 867	19	94 235 867	100,00%
SMM KASAI-OCCIDENTAL	34	196 573 861	10	15 140 943	0	44	211 714 804	91,67%	0	0	44	211 714 804	40	18 141 645	8,57%
SMM KASAI-ORIENTAL	44	281 597 762	0	0	4	48	281 597 762	97,96%	0	0	44	281 597 762	44	281 597 762	100,00%
SMM MANIEMA	28	250 387 776	0	0	3	31	250 387 776	93,94%	2	6 664 626	31	244 486 007	26	183 587 125	75,09%
SMM SUD-KIVU	129	846 819 297	10	42 466 002	1	140	889 285 299	79,55%	4	65 637 854	136	823 647 445	120	431 315 672	52,37%
TOTAL	**2 027**	**383 744 145 522**	**120**	**13 156 330 018**	**34**	**2 181**	**396 900 475 540**	**78,88%**	**173**	**106 689 851 976**	**1 485**	**338 339 286 522**	**1 178**	**130 919 701 030**	**38,69%**

De la lecture du tableau ci-avant, il est noté que **2.181** dossiers soumis au contrôle général afférent aux revenus de l'année 2021 ont été clôturés pour un montant total de **FC 396.900.475.540** dont :

- **2.027** dossiers clôturés par redressement pour un montant de **FC 383.744.145.522** ;
- **120** dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **FC 13.156.330.018** ;
- **34** dossiers clôturés par un non-lieu.

III.3.5.1.1.2.2. Résultat du contrôle fiscal afférent à l'exercice fiscal 2022, revenus antérieurs à l'année 2021

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL							
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	284	128 858 005 093 686	0	0	0	284	128 858 005 093 686	10	376 036 214 749	351	6 045 206 557 877	342	437 892 574 224
CDI/KINSHASA	297	22 908 267 259	1	926 196 854	0	298	23 834 464 113	11	55 455 146 613	491	31 657 262 945	880	8 569 296 577
CDI/LUBUMBASHI	0	0	0	0	0	0	0	57	51 336 023 666	229	81 534 878 483	174	16 406 044 875
CDI/GOMA	0	0	0	0	0	0	0	6	1 070 292 053	168	6 572 249 498	93	1 569 286 929
CDI/MATADI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CDI/KISANGANI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SMM BANDUNDU	20	110 398 348	0	0	0	20	110 398 348	0	0	20	110 398 348	13	50 384 622
SMM EQUATEUR	2	4 979 428	16	84 401 461	0	18	89 380 889	0	0	18	89 380 889	18	89 380 889
SMM KASAI-OCCIDENTAL	4	40 494 802	0	0	0	4	40 494 802	0	0	4	40 494 802	1	6 182 304
SMM KASAI-ORIENTAL	40	258 560 406	0	0	5	45	258 560 406	0	0	40	258 560 406	40	258 560 406
SMM MANIEMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SMM SUD-KIVU	0	0	0	0	0	0	0	5	730 720 730	176	3 088 022 211	168	387 379 303
TOTAL	**647**	**128 881 327 793 930**	**17**	**1 010 598 315**	**5**	**669**	**128 882 338 392 245**	**89**	**484 628 397 811**	**1 497**	**6 168 557 805 460**	**1 729**	**465 229 090 130**

De la lecture du tableau ci-avant, il est noté que **669** dossiers soumis au contrôle général afférent aux revenus antérieurs à l'année 2021 ont été clôturés pour un montant total de **FC 128.882.338.392.245** dont :

- **647** dossiers clôturés par redressement pour un montant de **FC 128.881.327.793.930** ;
- **17** dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **FC 1.010.598.315** ;
- **5** dossiers clôturés par un non-lieu.

III.3.5.1.1.2.3. Cumul de résultats de contrôle fiscal des exercices 2021 et 2022, réalisé en 2022

SERVICE	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES	
	REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL							
	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	487	129 078 811 400 377	0	0	1	488	129 078 811 400 377	13	389 205 116 601	521	6 328 617 783 748	491	537 182 606 687
CDI/KINSHASA	1 142	105 841 693 519	76	13 634 514 905	0	1 218	119 476 208 424	25	112 515 191 373	962	46 549 763 911	1 215	14 767 204 076
CDI/LUBUMBASHI	385	60 752 588 541	0	0	12	397	60 752 588 541	200	86 013 760 192	471	107 609 730 498	359	35 277 573 770
CDI/GOMA	115	4 669 408 729	3	94 574 124	7	125	4 763 982 853	7	1 082 975 442	295	11 336 232 351	198	4 457 640 288
CDI/MATADI	114	5 270 883 372	0	0	0	114	5 270 883 372	6	1 698 182 969	99	4 199 664 251	78	1 605 402 196
CDI/KISANGANI	115	7 661 373 882	3	148 702 503	5	123	7 810 076 385	0	0	88	3 223 196 960	67	1 029 720 754
SMM BANDUNDU	34	183 617 995	1	54 452 233	0	35	238 070 228	0	0	34	228 580 070	23	78 262 415
SMM EQUATEUR	3	6 539 134	34	177 077 623	1	38	183 616 757	0	0	37	183 616 757	37	183 616 757
SMM KASAI-OCCIDENTAL	38	237 068 663	10	15 140 943	0	48	252 209 606	0	0	48	252 209 606	41	24 323 949
SMM KASAI-ORIENTAL	84	540 158 168	0	0	9	93	540 158 168	0	0	84	540 158 168	84	540 158 168
SMM MANIEMA	28	250 387 776	0	0	3	31	250 387 776	2	6 664 626	31	244 486 007	26	183 587 125
SMM SUD-KIVU	129	846 819 297	10	42 466 002	1	140	889 285 299	9	796 358 584	312	3 911 669 656	288	818 694 975
TOTAL	**2 674**	**129 265 071 939 451**	**137**	**14 166 928 333**	**39**	**2 850**	**129 279 238 867 785**	**262**	**591 318 249 787**	**2 982**	**6 506 897 091 982**	**2 907**	**596 148 791 160**

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2022, **2.850** dossiers soumis au contrôle polyvalent réalisé en 2022 et afférent aux revenus des années 2021 et antérieures ont été clôturés pour un montant total de **FC 129.279.238.867.785** dont :

- 2.674 dossiers clôturés par redressement pour un montant de **FC 129.265.071.939.451** ;
- 137 dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **FC 14.166.928.333** ;
- 39 dossiers clôturés par un non-lieu.

III.3.5.2. Contrôle ponctuel

Le tableau ci-dessous présente les résultats du contrôle ponctuel à fin 2022 :

SERVICE	NBRE DOSSIERS PROGRAMMES	DOSSIERS CLOTURES							DOSSIERS EN PROCEDURE CONTRADICTOIRE		DOSSIERS PRIS EN CHARGE		DOSSIERS RECOUVRES	
		REDRESSEMENT		TAXATION D'OFFICE		NON-LIEU	CUMUL							
		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR		NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR	NBRE	VALEUR
DGE	27	27	124 991 270 353,00	0	0,00	0	27	124 991 270 353,00	0	0,00	35	148 181 866 825,00	36	10 494 883 019,00
CDI/KINSHASA	60	57	8 997 024 152,00	1	330 436 601,00	0	58	9 327 460 753,00	3	6 970 692 069,00	45	1 244 250 239,00	90	441 040 699,00
CDI/LUBUMBASHI	3	2	2 693 221 324,00	0	0,00	1	3	2 693 221 324,00	0	0,00	2	2 693 221 324,00	0	0,00
CDI/GOMA	79	22	4 975 207 699,00	1	124 794 540,00	0	23	5 100 002 239,00	2	1 935 970 212,00	19	1 333 098 633,00	10	103 123 716,00
CDI/MATADI	108	92	1 448 718 735,00	0	0,00	0	92	1 448 718 735,00	6	346 050 660,00	93	1 279 030 710,00	86	471 377 087,00
CDI/KISANGANI	80	1	4 036 990,00	1	6 029 889,00	0	2	10 066 879,00	11	619 015 190,00	3	15 372 687,00	1	1 000 000,00
SMM BANDUNDU	6	6	9 753 934,00	0	0,00	0	6	9 753 934,00	0	0,00	6	9 753 934,00	4	6 122 672,00
SMM EQUATEUR	7	0	0,00	7	10 295 149,60	0	7	10 295 149,60	0	0,00	7	10 295 149,60	7	10 295 149,60
SMM KASAI-OCCIDENTAL	51	27	61 341 404,48	1	106 087 110,80	11	39	167 428 515,28	0	0,00	28	167 428 515,28	23	35 719 230,10
SMM KASAI-ORIENTAL	0	0		0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
SMM MANIEMA	6	6	23 104 581,00	0	0,00	0	6	23 104 581,00	0	0,00	6	23 104 581,00	3	1 968 425,00
SMM SUD-KIVU	0	122	1 368 996 069,00	11	836 891 075,00	2	135	2 205 887 144,00	0	0,00	103	1 044 448 945,00	97	627 403 479,00
TOTAL	**427**	**362**	**144 572 675 241,48**	**22**	**1 414 534 365,40**	**14**	**398**	**145 987 209 606,88**	**22**	**9 871 728 131,00**	**347**	**156 001 871 542,88**	**357**	**12 192 933 476,70**

Le tableau ci-avant révèle qu'au 31 décembre 2022, **398** dossiers soumis au contrôle ponctuel ont été clôturés pour un montant total de **FC 145.987.209.606,88** dont :

- **362** dossiers clôturés par redressement pour un montant de **FC 144.572.675.241,48** ;
- **22** dossiers clôturés par taxation d'office pour un montant de **FC 1.414.534.365,40** ;
- **14** dossiers clôturés par un non-lieu.

III.3.5.1.3. Participation des travaux de contrôles général et ponctuel dans les recettes de l'année 2022

La participation des travaux de contrôles général et ponctuel, effectués au premier degré par les Services réformés, dans les recettes de l'année 2022, se présente comme suit :

SERVICE	RECETTES COMPTABILISEES (1)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE POLYVALENT (2)	SUPPLEMENTS RECOUVRES ISSUS DU CONTRÔLE PONCTUEL (3)	TOTAL DES SUPPLEMENTS RECOUVRES (4)=(2)+(3)	TAUX DE PARTICIP. (5)=(4)/(1)
DGE	9 884 996 606 484,61	537 182 606 686,84	10 494 883 019,00	547 677 489 705,84	5,54%
DUI-K	220 138 645 629,36	14 767 204 076,00	441 040 699,00	15 208 244 775,00	6,91%
DPI/BANDUNDU	2 147 677 330,32	78 262 415,47	6 122 672,00	84 385 087,47	3,93%
DPI/EQUATEUR	1 774 135 331,47	183 616 756,97	10 295 149,60	193 911 906,57	10,93%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	4 482 960 325,81	24 323 948,74	35 719 230,10	60 043 178,84	1,34%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 523 852 874,08	540 158 167,51	0,00	540 158 167,51	8,28%
DPI/KATANGA	1 235 384 306 043,67	35 277 573 769,90	0,00	35 277 573 769,90	2,86%
DPI/KONGO CENTRAL	22 504 994 623,05	1 605 402 196,00	471 377 087,00	2 076 779 283,00	9,23%
DPI/MANIEMA	2 271 640 040,92	183 587 125,00	1 968 425,00	185 555 550,00	8,17%
DPI/NORD-KIVU	45 562 142 036,15	4 457 640 288,12	103 123 716,00	4 560 764 004,12	10,01%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	23 546 654 292,26	1 029 720 754,00	1 000 000,00	1 030 720 754,00	4,38%
DPI/SUD-KIVU	21 355 789 096,09	818 694 975,00	627 403 479,00	1 446 098 454,00	6,77%
TOTAL	**11 470 689 404 107,80**	**596 148 791 159,55**	**12 192 933 476,70**	**608 341 724 636,25**	**5,30%**

De la lecture du tableau ci-dessus, il s'observe qu'à fin 2022, le montant de **FC 608.341.724.636,25**, recouvré au titre de suppléments d'impôts établis à l'issue des travaux de contrôle fiscal au premier degré, a contribué à hauteur de **5,30%** dans les recettes globales de la DGI comptabilisées à la BCC**.**

III.3.5.2. Le contrôle fiscal au second degré

Au terme de l'article 17 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, l'Inspection des Services de la DGI procède au contrôle fiscal au second degré, dans les conditions fixées par l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Toutefois, conformément à l'article 2 bis de l'Ordonnance n° 87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Inspection Générale des Finances, telle que modifiée et complétée

à ce jour, cet organe peut, en tant que service d'audit supérieur du Gouvernement, procéder à toute mission de contre-vérification fiscale, au second degré, des contribuables ou redevables d'impôts, droits, taxes ou redevances, soit en cas de découverte d'une fraude lors de l'exécution normale d'une mission de contrôle ou de vérification, soit sur réquisition des autorités politiques et administratives, soit sur réquisition des autorités judiciaires, soit, enfin, sur dénonciation des tiers.

A fin 2022, l'Inspection des Services a enregistré **83 dénonciations dont 78** ont fait l'objet des missions d'enquêtes fiscales. Ces missions d'enquêtes ont donné lieu à la contrevérification dont les travaux clôturés au cours de l'année sous revue ont abouti aux résultats présentés dans le tableau ci-après :

EN FC			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
942 706 126,06	277 114 966,11	1 219 821 092,17	178 238 268,08	45 651 831,69	223 890 099,77

Par ailleurs, à la clôture de l'année 2022, la situation de prise en charge des redressements établis au second degré est présentée dans le tableau ci-dessous :

EN FC			EN USD		
TRESOR	DGI	TOTAL	TRESOR	DGI	TOTAL
213 429 577,18	59 409 309,45	272 838 886,63	103 532 381,56	71 873 344,50	175 405 726,06

III.4. MISSIONS DE RECOUVREMENT

Les missions de recouvrement menées par la DGI au cours de l'année sous revue comprennent (i) le Budget des recettes de la DGI, (ii) le suivi des paiements issus des ressources naturelles, (iii) le suivi de remboursements des crédits de TVA et (iv) le suivi du solde débiteur.

III.4.1. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2022

La Loi de finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 a assigné à la DGI des prévisions de recettes globales de **FC 7.254.997.750.280,24**, éclatées comme suit :

- Prévisions des recettes hors TV: **FC 4.970.847.158.022,87**
- Prévisions des recettes TVA : **FC 2.160.140.715.444,25**
- Prévisions IBP des pétroliers producteurs : **FC 124.009.876.833,12**

III.4.1.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts

Pour la réalisation des prévisions des recettes des impôts en 2022, les principales mesures ci-après ont été préconisées :

a) Mesures législatives

- l'introduction d'un taux réduit de 8% applicable à certains produits de première nécessité qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue à l'article 15 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- l'harmonisation de l'échéance de souscription de la déclaration de paiement de l'impôt mobilier pour les sociétés étrangères avec celle de l'impôt sur les bénéfices et profits, soit le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus, au lieu du 31 mars précédemment ;
- l'institution de la déclaration récapitulative annuelle de l'impôt professionnel sur les rémunérations à souscrire par les employés eux-mêmes, aussi bien du secteur privé que du secteur public, au plus tard le 30 mars de l'année qui suit celle de versement des rémunérations ou de leur mise à disposition ;
- l'habilitation du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour apporter des précisions sur les modalités pratiques de conclusion des accords préalables en matière de prix de transfert ;
- l'institution d'un quitus fiscal délivré par le Receveur des Impôts au redevable attestant que le requérant est en règle de paiement de ses impôts ;
- le réajustement des montants en rapport avec la modulation du pouvoir de prise de décisions de dégrèvement en matière de contentieux fiscal ;
- la précision apportée sur la computation des délais légaux exprimés en termes de jours ou de mois dans lesquels doit être établi ou transmis un acte de l'Administration des Impôts ou une réaction, une communication ou une réclamation du contribuable ;
- l'exigence de versement des acomptes provisionnels de l'impôt sur les bénéfices et profits, même en cas d'absence de déclaration, sur base de l'impôt reconstitué d'office ;
- le renforcement du dispositif d'imposition du chiffre d'affaires éludé à l'impôt mobilier en ce qui concerne les revenus réputés distribués et autres réintégrations se rapportant à des omissions ou dissimulations de

recettes ou à toutes les déductions de charge pouvant se traduire par un enrichissement des associés ou actionnaires ;

- le renforcement des conditions de déductibilité des dépenses professionnelles du bénéfice imposable à l'impôt sur les bénéfices et profits, en vue de lutter contre les pratiques de fraude et d'évasion fiscales qui peuvent être utilisées par les contribuables dans le but de réduire, voire échapper à l'impôt.

b) Mesures administratives

- le plaidoyer auprès du Gouvernement pour obtenir l'implémentation des dispositifs électroniques fiscaux de la remontée des informations sur la TVA (caisses enregistreuses) ;
- le suivi, auprès du Ministre des Finances, du processus d'acquisition d'un logiciel approprié de gestion intégrée de l'impôt ;
- la migration, avec l'appui financier du Gouvernement, vers la biométrisation des données des contribuables au moment de leur immatriculation au NIF afin de fiabiliser le répertoire des moyennes entreprises et celui des entreprises de petite taille ;
- le suivi de la retenue et du reversement de l'IPR des engagés locaux des ambassades, missions diplomatiques et des Représentations des Organismes Internationaux en République Démocratique du Congo en commençant par la relance des travaux tripartites Ministère des Affaires Etrangères-Ministère des Finances-DGI en vue de lever les options primordiales ;
- la perception de l'IPR auprès des Agences d'exécution bénéficiant des financements extérieurs en passant par l'adoption, en collaboration avec le Ministère des Finances, des référentiels pour la déclaration et le paiement de l'IPR des employés desdites Agences ;
- le plaidoyer pour l'obtention d'une instruction gouvernementale à l'attention de la ville de Kinshasa afin de favoriser la signature du protocole d'accord-pilote HVK-DGI censé conduire à la maîtrise efficace du répertoire des Micro-entreprises ;
- le suivi auprès du Gouvernement, à travers le Ministre des Finances, pour obtenir la facturation et la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et provinciaux ;
- l'implication du Gouvernement pour l'application intégrale des dispositions de la Circulaire Interministérielle n° 001/CAB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et n° CAB/MIN/FINANCES/2014/05 du 07 mai 2014 relative aux modalités de la retenue et de reversement de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations, sur les primes, collations et autres avantages payés aux membres des Institutions politiques (nationales et provinciales) et Assimilés.

III.4.1.2. Exécution du Budget des recettes des impôts

A la clôture de l'année 2022, les recettes globales comptabilisées de la DGI se chiffrent à **FC 11.470.689.404.107,80**. Elles sont réparties de la manière ci-après :

- Recettes hors TVA : **FC 9.075.138.853.680,84**
- Recettes TVA : **FC 2.206.445.761.241,97**
- Recettes IBP des pétroliers producteurs : **FC 189.104.789.184,97**

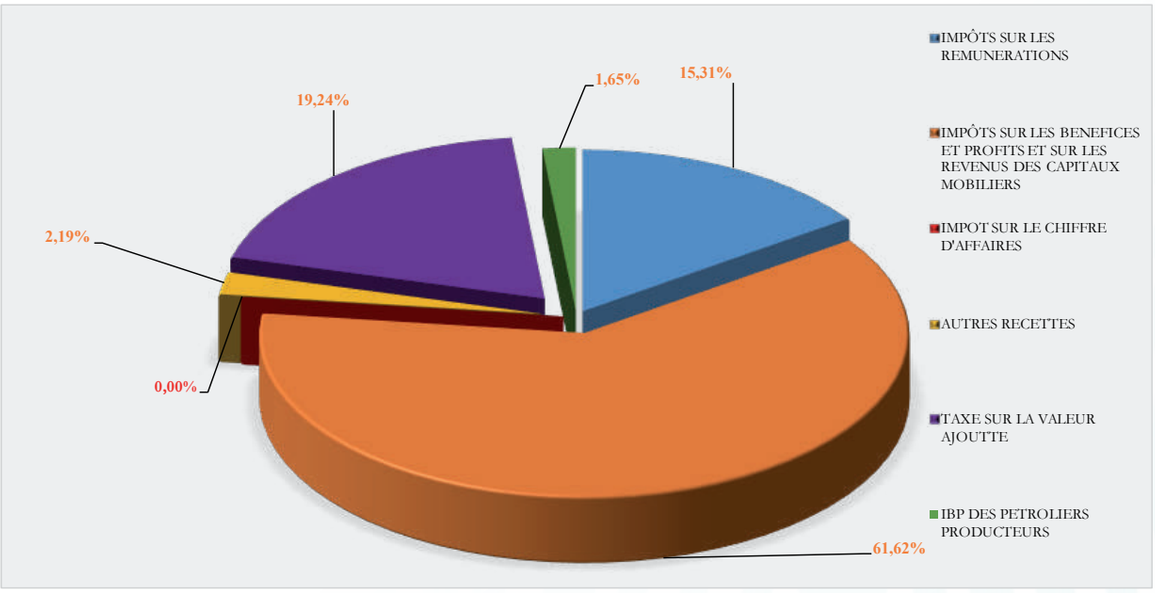
Par rapport aux prévisions budgétaires de **FC 7.254.997.750.280,24**, il se dégage une plus-value de **FC 4.215.691.653.827,55**, soit un taux d'exécution de **158,11%**.

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	**RECETTES HORS TVA**					
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**1 921 309 294 848,55**	**1 756 330 609 836,46**	**-164 978 685 012,09**	**91,41%**	**15,31%**
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	874 968 763 169,00	930 985 624 385,61	56 016 861 216,61	106,40%	8,12%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	113 210 188 663,71	102 292 187 971,15	-10 918 000 692,56	90,36%	0,89%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	288 602 580 248,00	110 020 829 721,70	-178 581 750 526,30	38,12%	0,96%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	53 576 926 418,05	33 648 694 475,50	-19 928 231 942,55	62,80%	0,29%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	312 581 731 486,63	272 155 637 629,32	-40 426 093 857,31	87,07%	2,37%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés	278 369 104 863,16	307 227 635 653,18	28 858 530 790,02	110,37%	2,68%
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**2 982 361 008 514,95**	**7 067 768 048 198,13**	**4 085 407 039 683,18**	**236,99%**	**61,62%**
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 442 238 208 356,03	5 319 154 514 134,38	2 876 916 305 778,35	217,80%	46,37%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	100 000 000 000,00	867 684 456 824,78	767 684 456 824,78	867,68 %	7,56 %
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	13 310 252 260,57	11 415 677 826,37	-1 894 574 434,20	85,77%	0,10%
	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	*10 310 252 260,57*	*10 452 862 068,80*	*142 609 808,23*	*101,38%*	*0,09%*
	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	*3 000 000 000,00*	*962 815 757,57*	*-2 037 184 242,43*	*32,09%*	*0,01%*
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	156 472 271 874,40	212 012 560 528,49	55 540 288 654,09	135,50%	1,85%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	270 340 276 023,95	657 500 838 884,11	387 160 562 860,16	243,21%	5,73%
III.	**IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**0,00**	**18 511 771,48**	**18 511 771,48**	**100,00%**	**0,00%**
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	18 511 771,48	18 511 771,48	100,00%	0,00%
IV.	**AUTRES RECETTES**	**67 176 854 639,37**	**251 021 683 874,77**	**183 844 829 235,40**	**373,67%**	**2,19%**
71 451 1	Immatriculation des véhicules	4 381 160 360,00	4 175 611 809,77	-205 548 550,23	95,31%	0,04%
74 233 9	Vente des imprimés	688 149 000,00	778 731 715,63	90 582 715,63	113,16%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	62 107 545 279,37	246 067 340 349,37	183 959 795 070,00	396,20%	2,15%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**4 970 847 158 002,87**	**9 075 138 853 680,84**	**4 104 291 695 677,97**	**182,57%**	**79,12%**
B.	**RECETTES TVA**					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	2 110 504 525 373,48	2 128 365 643 969,92	17 861 118 596,44	100,85%	18,55%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	49 636 190 070,77	78 080 117 272,05	28 443 927 201,28	157,30%	0,68%
	SOUS-TOTAL TVA	**2 160 140 715 444,25**	**2 206 445 761 241,97**	**46 305 045 797,72**	**102,14%**	**19,24%**
	TOTAL RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**7 130 987 873 447,12**	**11 281 584 614 922,80**	**4 150 596 741 475,70**	**158,21%**	**98,35%**
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**124 009 876 833,12**	**189 104 789 184,97**	**65 094 912 351,85**	**152,49%**	**1,65%**
	TOTAL GENERAL	**7 254 997 750 280,24**	**11 470 689 404 107,80**	**4 215 691 653 827,55**	**158,11%**	**100,00%**

N.B : Il sied d'indiquer que les recettes au titre d'impôt sur le chiffre d'affaires résultent des paiements résiduels issus des contrats signés (cas de la SNEL) avant le remplacement de cet impôt par la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Par grandes masses d'impôts, cette situation est présentée dans le tableau et graphique ci-dessous :

GRANDES MASSES	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXEC.	TAUX DE PARTIC.
IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	1 921 309 294 848,55	1 756 330 609 836,46	-164 978 685 012,09	91,41%	15,31%
IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 982 361 008 514,95	7 067 768 048 198,13	4 085 407 039 683,18	236,99%	61,62%
IMPOT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES	0,00	18 511 771,48	18 511 771,48	100,00%	0,00%
AUTRES RECETTES	67 176 854 639,37	251 021 683 874,77	183 844 829 235,40	373,67%	2,19%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	2 160 140 715 444,25	2 206 445 761 241,97	46 305 045 797,72	102,14%	19,24%
IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	124 009 876 833,12	189 104 789 184,97	65 094 912 351,85	152,49%	1,65%
RECETTES GLOBALES	**7 254 997 750 280,24**	**11 470 689 404 107,80**	**4 215 691 653 827,54**	**158,11%**	**100,00%**



De la lecture du tableau et du graphique ci-dessus, il s'observe que les recettes des impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers ont largement contribué, à raison de **61,62%** des réalisations enregistrées en 2022, représentant plus du double des prévisions assignées au titre desdits impôts, soit **236,99%** du niveau d'exécution.

Anticipativement au sous-point sur la justification du niveau d'exécution des recettes, la hauteur élevée des réalisations des impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux mobiliers est en grande partie portée par l'impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production et par l'impôt spécial sur les profits excédentaires qui ont enregistré des paiements significatifs à la suite de l'envolée des cours des matières premières survenue en 2021. L'économie congolaise étant dominée par l'apport du secteur minier, plusieurs entreprises minières œuvrant en RDC ont réalisé des bénéfices imposables captivants et des profits excédentaires pour certaines.

Par effet boule de neige, les recettes au titre d'impôt mobilier qui est une composante de la ligne budgétaire susvisée ont également affiché une hausse considérable.

III.4.1.2.2. Exécution du Budget des recettes de la DGI par Centre de perception

L'exécution des assignations budgétaires par Centre de perception est présentée dans le tableau ci-après :

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUT°	TAUX DE PARTICIPAT°
DGE	6 270 963 891 470,20	9 884 996 606 484,61	3 614 032 715 014,41	157,63%	86,18%
DPI/KATANGA	633 037 519 606,22	1 235 384 306 043,67	602 346 786 437,45	195,15%	10,77%
DUI-K	219 818 481 359,21	220 138 645 629,36	320 164 270,15	100,15%	1,92%
DPI/NORD-KIVU	40 040 311 314,50	45 562 142 036,15	5 521 830 721,65	113,79%	0,40%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	28 523 409 523,32	23 546 654 292,26	-4 976 755 231,06	82,55%	0,21%
DPI/KONGO CENTRAL	20 040 463 830,46	22 504 994 623,05	2 464 530 792,59	112,30%	0,20%
DPI/SUD-KIVU	24 107 857 019,72	21 355 789 096,09	-2 752 067 923,63	88,58%	0,19%
DPI/KASAI-ORIENTAL	8 497 423 982,84	6 523 852 874,08	-1 973 571 108,76	76,77%	0,06%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	3 875 157 380,53	4 482 960 325,81	607 802 945,28	115,68%	0,04%
DPI/EQUATEUR	2 120 165 845,47	2 271 640 040,92	151 474 195,45	107,14%	0,02%
DPI/MANIEMA	2 106 957 695,99	2 147 677 330,32	40 719 634,33	101,93%	0,02%
DPI/BANDUNDU	1 866 111 251,79	1 774 135 331,47	-91 975 920,32	95,07%	0,02%
TOTAL	**7 254 997 750 280,25**	**11 470 689 404 107,80**	**4 215 691 653 827,54**	**158,11%**	**100,00%**

NB : les prévisions et les recettes au titre d'IBP des pétroliers producteurs sont intégrées dans les statistiques de la DGE, structure en charge de la gestion des assujettis à cet impôt.

Il ressort de l'examen du tableau ci-dessus que **96,95%** des recettes globales des impôts sont mobilisés par la DGE et la DPI Katanga alors que les Services restants participent dans l'ensemble, à **3,05%**.

L'apport prépondérant de ces deux Services s'explique par la composition de leurs contribuables qui regorge des entreprises minières majeures. Lesquelles entreprises, logiquement à la situation économique congolaise portée par l'activité extractive, représentent une capacité contributive importante.

III.4.1.2.3 Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des impôts

Du niveau d'exécution constaté dans le tableau des prévisions et réalisations par nature d'impôt à fin décembre 2022, il convient de relever les principaux faits sous-tendant le bon comportement de certaines lignes budgétaires ci-dessous :

1) **l'impôt sur les revenus salariaux des nationaux/hors membres des institutions politiques et fonctionnaires et agents publics** renseigne les recettes de **FC 930.985.624.385,61** contre les prévisions de **FC 874.968.763.169,00**, soit un taux d'exécution de **106,40%** dont le facteur explicatif est essentiellement les efforts du recouvrement du solde débiteur ;

2) **l'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés** renseigne les recettes de **FC 307.227.635.653,18** contre les prévisions de **FC 278.369.104.863,16**, soit un taux d'exécution de **110,37%**. Cette plus-value est principalement expliquée, d'un côté, par le basculement de plusieurs contribuables du secteur des mines ayant dépassé les dix ans d'exploitation, au taux du droit commun (25%) entrainant un effet positif sur les recettes et, de l'autre côté, par les efforts de recouvrement du solde débiteur ;

3) **l'impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production** renseigne les recettes de **FC 5.319.154.514.134,38** contre les prévisions de **FC 2.442.238.208.356,03**, dégageant un taux d'exécution de **217,80%**,dont la performance est essentiellement justifiée par les paiements significatifs captés à l'échéance du 30 avril 2022 induits par l'embellie des cours des matières premières qui a caractérisée l'année 2021et par les actions en recouvrement menées au niveau des Services sur le solde débiteur ;

4) **l'impôt spécial sur les profits excédentaires** renseigne les recettes de **FC 867.684.456.824,78** contre les prévisions de **FC 100.000.000.000,00**, soit un taux d'exécution de **867,68%**. Ce dépassement s'explique en grande partie par l'embellie des cours de matières premières qui a conduit les entreprises minières aux excédents bruts d'exploitation significatifs par rapport à ceux de leurs études de faisabilité bancables et aux efforts de service intensifiés ;

5) **l'impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises** affiche les recettes à hauteur de **FC 10.452.862.068,80** contre les prévisions de **FC 10.310.252.260,57**, soit un taux d'exécution de **101,38%** s'expliquant essentiellement par la croissance de l'activité économique enregistrée dans l'année des revenus ayant conduit lesdites entreprises à réaliser d'importants revenus imposables à l'IBP ;

6) **l'impôt professionnel sur les prestations de services des non-résidents** affiche les recettes à hauteur de **FC 212.012.560.528,49** contre les prévisions de **FC 156.472.271.874,40**, soit un taux d'exécution de **135,50%**. Ce niveau de réalisation est essentiellement justifié par l'augmentation de la demande, par les entreprises, des prestations de service auprès des personnes non-résidentes en RDC ;

7) **l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** affiche les recettes à hauteur de **FC 657.500.838.884,11** contre les prévisions de **FC 270.340.276.023,95**, soit un taux d'exécution de **243,21%**. Ce meilleur score est notamment attribué à un bon comportement de l'IBP des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production qui a une incidence sur l'IM et au recouvrement efficace du solde débiteur ;

8) **la vente des imprimés** renseigne les recettes d'ordre **de FC 778.731.715,63** contre les prévisions de **FC 688.149.000,00**, dégageant un taux d'exécution de **113,16%** dont la performance est essentiellement expliquée par l'accroissement de la demande du code des impôts « édition 2021 » ;

9) **les amendes et pénalités** affichent les recettes à hauteur de **FC 246.067.340.349,37** contre les prévisions de **FC 62.107.545.279,37**, soit un taux d'exécution de **396,20%**, s'expliquant essentiellement par les efforts intenses de recouvrement du solde débiteur ;

10) **la taxe sur la valeur ajoutée** affiche les recettes de **FC 2.206.445.761.241,97** contre les prévisions de **FC 2.160.140.715.444,25**, soit un taux d'exécution de **102,14%**, dont l'essentiel facteur explicatif de la performance est les efforts d'encadrement des services et de suivi efficace des assujettis ;

11) **l'impôt sur les bénéfices et profits des pétroliers producteurs** renseigne les recettes de **FC 189.104.789.184,97** contre les prévisions de **FC 124.009.876.833,12** soit un taux d'exécution de **152,49%** dont le principal facteur explicatif est la hausse du prix de baril du pétrole brut.

Toutefois, il sied de signaler que la DGI aurait atteint un niveau de réalisation encore plus élevé n'eut été la contreperformance observée sur quelques lignes budgétaires qui s'explique en ces termes :

1) **l'impôt sur les** rémunérations des membres des i**nstitutions politiques** renseigne les recettes à hauteur de **FC 102.292.187.971,15** contre les prévisions de **FC 113.210.188.663,71** affichant un taux d'exécution de **90,36%**, dont les principaux facteurs explicatifs de moins-value sont le retard des opérations de liquidation et de l'ordonnancement au niveau des Ministères du Budget et des Finances ainsi que le non-paiement de l'IPR par plusieurs institutions politiques provinciales et de l'IPR sur les primes non permanentes par les institutions politiques nationales ;

2) **l'impôt sur les revenus salariaux des nationaux/autres fonctionnaires et agents publics** renseigne les recettes d'ordre de **FC 110.020.829.721,70** contre les prévisions de **FC 288.602.580.248,00** dégageant un taux d'exécution de **38,12%**, pour lequel la contreperformance est également due au retard des opérations de liquidation et de l'ordonnancement au niveau des Ministères du Budget et des Finances et à la réduction du taux d'imposition

des primes des fonctionnaires et agents publics de l'Etat passant de **15%** à **3%** en cours d'exercice ;

3) **l'impôt sur les revenus salariaux des nationaux/agents des régies** financières affiche les recettes à hauteur de **FC 33.648.694.475,50** contre les prévisions de **FC 53.576.926.418,05**, **soit** un taux d'exécution de **62,80%**, dont les principaux facteurs explicatifs de contreperformance sont le retard des opérations de liquidation et de l'ordonnancement au niveau des Ministères du Budget et des Finances, la réduction du taux d'imposition des primes des fonctionnaires et agents publics de l'Etat passant de 15% à 3% en cours d'exercice, la non atteinte des prévisions budgétaires par la DGDA entrainant un impact négatif sur la rétrocession lui accordée, base imposable à l'IPR ainsi que le non-paiement de l'IPR par la plupart des régies financières provinciales ;

4) **l'impôt sur les revenus salariaux des expatriés** affiche les recettes à hauteur de **FC 272.155.637.629,32** contre les prévisions de **FC 312.581.731.486,63,** soit un taux d'exécution de **87,07%**, tributaire des difficultés de maitrise des effectifs des expatriés consécutives à l'absence du répondant, aux sollicitudes de la DGI, des Services détenant les informations plus fournies sur les expatriés ;

5) **l'impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises** renseigne les recettes à hauteur de **FC 962.815.757,57** contre les prévisions de **FC 3.000.000.000,00** et affiche un taux d'exécution de **32,09%**. Cette moins-value est essentiellement justifiée par le niveau peu élevé du civisme fiscal de cette catégorie d'assujettis, leur mobilité non signalée et l'absence de la signature d'un Protocole d'accord entre la DGI et l'Hôtel de Ville de Kinshasa devant mettre en place le Guichet unique de paiement de la patente et de l'impôt forfaitaire au titre d'IBP des Micro-entreprises susceptible d'améliorer le répertoire de ces assujettis ;

6) **l'immatriculation des véhicules** renseigne les recettes à hauteur de **FC 4.175.611.809,77** contre les prévisions de **FC 4.381.160.360,00**,soit un taux d'exécution de **95,31%** dont la contreperformance est essentiellement expliquée par la rupture momentanée de stock de plaques d'immatriculation constatée en cours d'exercice.

III.4.2. SUIVI DES PAIEMENTS ISSUS DES RESSOURCES NATURELLES

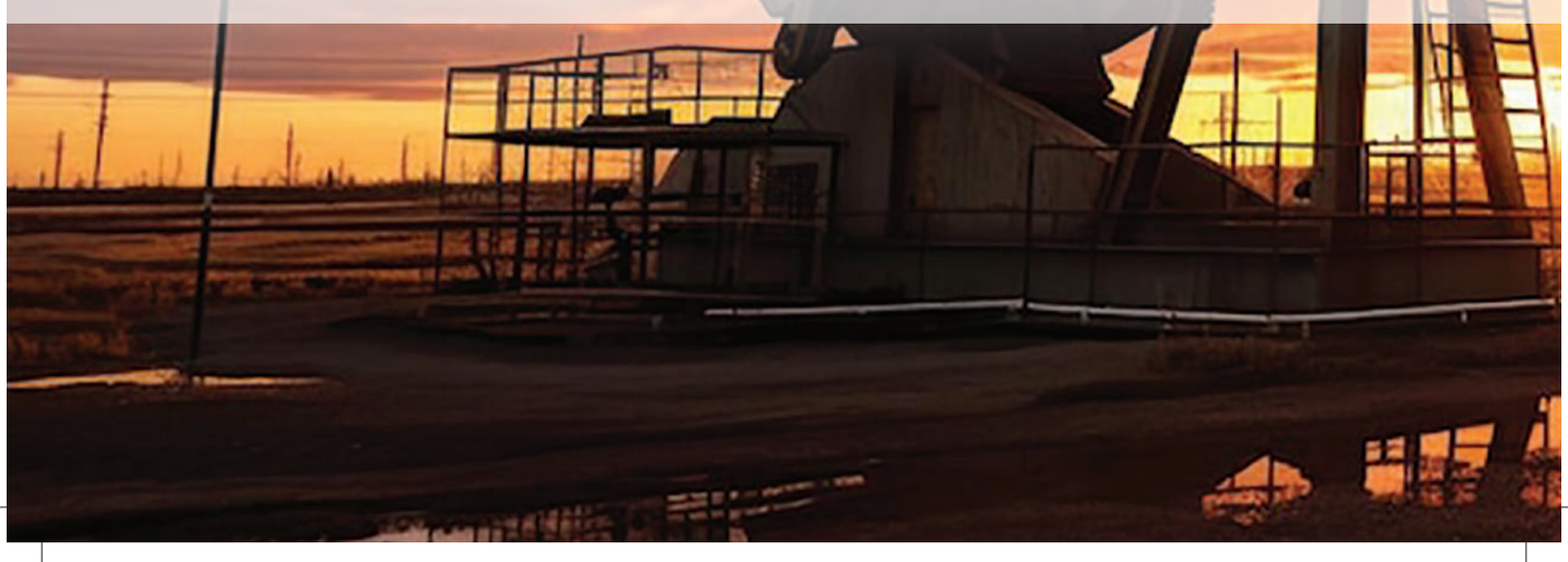
Le paiement des impôts provenant des ressources naturelles concerne trois secteurs, à savoir, les mines, les hydrocarbures et les forêts, dont la contribution s'est élevée à **FC 6.680.087.825.011,26** représentant **58,24 %** des recettes globales.

Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent de la manière suivante :

NATURE D'IMPOT	SECTEURS			CUMUL
	MINES	HYDROCARBURES	FORÊTS	
Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	4 181 468 891 812,70	189 104 789 184,97	746 505 697,01	4 371 320 186 694,68
Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	867 684 456 824,78	0,00	0,00	867 684 456 824,78
Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	93 791 353 295,40	0,00	41 592 651,84	93 832 945 947,24
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	370 966 537 867,30	0,00	34 357 956,35	371 000 895 823,65
Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	272 365 930 677,48	3 764 822 111,48	1 013 257 367,22	277 144 010 156,18
Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	162 206 360 671,56	541 299 180,90	95 560 214,93	162 843 220 067,39
Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés	137 841 026 174,57	0,00	135 353 693,26	137 976 379 867,83
Taxe sur la Valeur Ajoutée	347 235 003 826,35	0,00	29 680 720,73	347 264 684 547,08
Vente des imprimés	206 000,00	0,00	100 092,00	306 092,00
Amendes et pénalités	42 431 157 839,34	8 366 291 068,09	223 290 083,00	51 020 738 990,43
TOTAL	**6 475 990 924 989,48**	**201 777 201 545,44**	**2 319 698 476,34**	**6 680 087 825 011,26**
RECETTES COMPTABILISEES				**11 470 689 404 107,80**
TAUX DE PARTICIPATION SUR LES RECETTES GLOBALES	**56,46%**	**1,76%**	**0,02%**	**58,24%**

N.B. : il sied de préciser que le secteur des hydrocarbures ici présenté ne prend en charge que les pétroliers producteurs qui sont dans l'activité de l'extraction.

Concernant particulièrement le secteur des hydrocarbures, hormis les statistiques des recettes reprises dans le tableau ci-dessus, les informations supplémentaires méritent d'être présentées par entreprises productrices suivant le tableau ci-après :



REPERTOIRE		PRODUCTION EN BARIL	EXPORTATION EN BARIL	VENTES EN USD	PAIEMENTS EFFECTUES EN FC	PRIX MOYEN DU BARIL
ON SHORE	1. LIREX	1 347 616,38	1 365 000,00	142 058 510,00	34 866 430 094,89	95,35
	2. PERENCO-REP	1 617 142,61	1 650 000,00	170 543 730,00	41 800 254 317,96	95,35
TOTAL ON SHORE		**2 964 758,99**	**3 015 000,00**	**312 602 240,00**	**76 666 684 412,85**	
OFF SHORE	1. MIOC	2 321 556,50	2 262 090,00	236 032 061,80	49 433 426 999,94	104,46
	2. TEIKOKU	1 498 796,89	1 455 000,00	152 187 245,00	43 104 433 643,30	104,46
	3. PERENCO-ODS	822 759,61	795 000,00	83 158 120,00	19 900 244 128,88	104,46
TOTAL OFF SHORE		**4 643 113,00**	**4 512 090,00**	**471 377 426,80**	**112 438 104 772,12**	
TOTAL GENERAL		**7 607 871,99**	**7 527 090,00**	**783 979 666,80**	**189 104 789 184,97**	

Au cours de l'année 2022, le prix moyen du baril s'est situé à **USD 95,35** pour la production du pétrole brut en Onshore, tandis que celui de la production du pétrole brut en Offshore a été à **USD 104,46**.

Comparativement à l'année 2021 **où le prix moyen du baril était de USD 66,41** en Onshore et de **USD 72,82** en Offshore, il se dégage un accroissement respectif de **43,58%** et de **43,45%**consécutif aux effets de la guerre en Ukraine, facteur ayant impacté l'accroissement de la demande et de ce fait, le prix sur le marché.

III.4.3. SUIVI DE REMBOURSEMENTS DES CREDITS DE TVA

La DGI a enregistré **238** demandes de remboursement des crédits de TVA au cours de l'année 2022 pour une valeur de **FC 965.707.202.300,44**, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE MINIERS		MONTANT		CUMUL
		MINIERS	NON MINIERS	
STOCK D'OUVERTURE 2022 CREDITS TVA REMBOURSABLE	NOMBRE	2 803	45	2 848
	VALEUR	3 901 797 507 626,23	52 107 975 666,13	3 953 905 483 292,36
DEMANDES DE REMBOURSEMENT EXPRIMEES	NOMBRE	234	4	238
	VALEUR	957 659 112 125,77	8 048 090 174,67	965 707 202 300,44
STOCK CUMULE A FIN 2022	NOMBRE	3 037	49	3 086
	VALEUR	4 859 456 619 752,00	60 156 065 840,80	4 919 612 685 592,80

Les détails mensuels des demandes de remboursement 2022 sont placés dans le tableau ci-après :

PERIODE	DEMANDES DE REMBOURSEMENT EXPRIMEES
JANVIER	56 003 028 191,82
FÉVRIER	55 617 261 474,23
MARS	74 393 344 781,99
AVRIL	92 847 172 329,69
MAI	63 592 821 032,73
JUIN	57 316 952 456,19
JUILLET	80 741 423 429,07
AOÛT	63 368 126 544,77
SEPTEMBRE	79 317 842 973,84
OCTOBRE	63 267 832 206,63
NOVEMBRE	147 770 157 657,83
DÉCEMBRE	131 471 239 221,64
TOTAL	**965 707 202 300,44**

Convient-il de relever qu'à fin 2022, le compte TVA remboursable, ouvert en les livres de la BCC et dédié au remboursement des crédits, n'a pas été alimenté.

III.4.4. SUIVI DU SOLDE DEBITEUR

A la clôture de l'exercice 2022, le solde débiteur général de la DGI est de **FC 14.081.704.426.629,00**. Ce solde est présenté par degré de solvabilité et par Service et par ordre d'importance des montants par Service dans les lignes qui suivent.

III.4.4.1. Solde débiteur par degré de solvabilité et par Service

La situation du solde débiteur, par degré de solvabilité et par Service, à fin 2022 se présente comme suit :

SERVICE	SOLDE SANS PROBLEME	SOLDE A PROBLEME	SOLDE EN SURSIS DE RECOUVRE-MENT	SOLDE EN ATTENTE D'APUREMENT	SOLDE GENERAL
DGE	346 507 455 434,50	8 682 045 572 966,88	3 905 820 194 779,52	0,00	12 934 373 223 180,90
DUI-K	60 935 423 546,99	530 236 611 207,24	172 532 743 048,81	25 204 307 398,88	788 909 085 201,92
DPI/BANDUNDU	236 259 622,58	3 539 412 299,09	2 463 204 864,01	32 207 434,00	6 271 084 219,68
DPI/EQUATEUR	174 265 222,25	1 441 664 557,06	114 782 466,85	0,00	1 730 712 246,16
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	53 446 233,49	303 517 734,95	0,00	0,00	356 963 968,44
DPI/KASAI-ORIENTAL	28 535 013,46	2 614 614 544,85	0,00	0,00	2 643 149 558,31
DPI/KATANGA	61 582 632 167,49	176 607 747 167,99	26 644 536 713,71	277 202 755,71	265 112 118 804,90
DPI/KONGO CENTRAL	8 733 123 644,00	8 344 141 517,00	262 720 669,00	1 045 905 053,00	18 385 890 883,00
DPI/MANIEMA	36 433 389,00	801 829 713,00	0,00	0,00	838 263 102,00
DPI/NORD-KIVU	6 669 281 975,88	31 081 497 216,62	5 598 833 709,84	1 407 107 293,15	44 756 720 195,49
DPI/PROVINCE ORIENTALE	3 366 401 470,93	9 988 275 802,45	2 972 229 495,00	131 983 374,82	16 458 890 143,20
DPI/SUD-KIVU	2 312 394,71	1 866 012 730,33	0,00	0,00	1 868 325 125,04
TOTAL	**488 325 570 115,28**	**9 448 870 897 457,46**	**4 116 409 245 746,74**	**28 098 713 309,56**	**1 868 325 125,04**
TAUX DE PARTICIPATION	**3,47%**	**67,10%**	**29,23%**	**0,20%**	**100,00%**

III.4.4.2. Solde débiteur par ordre d'importance des montants par Service

Par ordre d'importance, la situation du solde débiteur se présente par Service, suivant le tableau et le graphique ci-dessous :

SERVICE	SOLDE DEBITEUR GENERAL	TAUX DE PARTICIPATION
DGE	12 934 373 223 180,90	91,85%
DUI-K	788 909 085 201,92	5,60%
DPI/KATANGA	265 112 118 804,90	1,88%
AUTRES DPI	93 309 999 441,32	0,66%
TOTAL	14 081 704 426 629,00	100,00%

N.B : le tableau ci-haut regroupe au niveau de la ligne « Autres DPI » les Services dont les montants au titre de solde débiteur général sont moins significatifs et par conséquent difficilement représentables dans le graphique ci-dessous.

A la lumière des chiffres illustrés dans le tableau et le graphique ci-dessus, il s'observe que le solde se rapportant à la DGE représente **91,85%**. Ce record s'explique essentiellement par l'importance des entreprises y gérées et le niveau des redressements effectués**.**

III.4.4.3. Recouvrement du Solde débiteur

La situation du recouvrement du solde débiteur par Service et par rapport aux réalisations globales de la DGI est présentée dans le tableau ci-dessous :

SERVICE	REALISATIONS (1)	SOLDE DEBITEUR GENERAL (2)	SOLDE RECOUVRE (3)	EFFORT DE SERVICE (4) = (3) / (1)
DGE	9 884 996 606 484,61	12 934 373 223 180,90	902 878 941 095,28	9,13%
DUI-K	220 138 645 629,36	788 909 085 201,92	30 003 542 569,43	13,63%
DPI/BANDUNDU	2 147 677 330,32	6 271 084 219,68	113 491 443,00	5,28%
DPI/EQUATEUR	1 774 135 331,47	1 730 712 246,16	90 827 769,83	5,12%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	4 482 960 325,81	356 963 968,44	194 919 528,73	4,35%
DPI/KASAI-ORIENTAL	6 523 852 874,08	2 643 149 558,31	289 546 365,49	4,44%
DPI/KATANGA	1 235 384 306 043,67	265 112 118 804,90	59 830 826 484,50	4,84%
DPI/KONGO CENTRAL	22 504 994 623,05	18 385 890 883,00	4 005 840 110,05	17,80%
DPI/MANIEMA	2 271 640 040,92	838 263 102,00	52 637 085,96	2,32%
DPI/NORD-KIVU	45 562 142 036,15	44 756 720 195,49	7 578 497 568,15	16,63%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	23 546 654 292,26	16 458 890 143,20	4 859 476 697,18	20,64%
DPI/SUD-KIVU	21 355 789 096,09	1 868 325 125,04	2 493 762 682,44	11,68%
TOTAL	**11 470 689 404 107,80**	**14 081 704 426 629,00**	**1 012 392 309 400,04**	**8,83%**

De l'analyse du tableau ci-dessus, il s'observe que le solde débiteur recouvré de l'ordre de **FC 1.012.412.309.400,04**, représente **8,83%** des recettes totales de l'année et est évalué comme effort de service.

Ce ratio de **8,83%** est inférieur au critère de performance du plancher de **10%** fixé dans le contrat de performance signé entre le Ministère des Finances et la DGI pour l'exercice 2022.

Toutefois, en neutralisant les principaux faits cycliquement exceptionnels (notamment le solde versé à l'échéance du 30 avril 2022, les régularisations, les paiements des acomptes

provisionnels ainsi que les glissements des paiements y relatifs évalués à **FC 4,85 milliards**) qui accroissent de manière particulière les recettes, il s'observe que le ratio dégagé s'affiche à **15,3%.**

III.5. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE, SUIVI DES EXONERATIONS ET ALLEGEMENTS FISCAUX ET TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL

III.5.1. Missions de législation fiscale

Au cours de l'année 2022, la DGI a proposé la modification de certains textes légaux et la prise de quelques textes réglementaires à caractère fiscal.

III.5.1.1. Modification de certains textes légaux

Quelques mesures législatives sanctionnées par les autorités compétentes après proposition de la DGI, votées et promulguées à travers la Loi de finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022, ont modifié et complété certaines dispositions de :

1. **l'Ordonnance-loi n° 20/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée :**
   - Articles modifiés et complétés : 15 (ajout du point 21) et 35 ;
   - Article créé : 69 bis
2. **l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits :**

   Article modifié et complété : 7
3. **la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales :**
   - Articles modifiés et complétés : 20, 24 quater, 37, 38 alinéa 1er, 39, 45 alinéa 1er, 98, 100 (ajout de l'alinéa 2), 105 bis ;
   - Articles créés : 22 ter, 82 bis, 110 bis ;
   - Article supprimé : 46 bis alinéa 5
4. **l'Ordonnance-loi n°69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus :**
   - Article modifié et complété : 14 alinéa 1er, 25 alinéa 5, 27, 29 alinéa 1er, 46 (points 3 et 6 modifiés et complétés ; ajout du point 7) ;
   - Article créé : 43 ter A-1.
5. **la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et des perceptions des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits :**
   - Article modifié et complété : 2 alinéa 1er
6. **l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises :**
   - Article modifié : 9 (suppression du point 9).

III.5.1.2. Prise de textes réglementaires à caractère fiscal

La DGI a eu à obtenir, au courant de l'année 2022, l'entrée en vigueur de trois projets de texte réglementaire à caractère fiscal signés par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre et Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances. Il s'agit de :

- Décret n° 22/52 du 30 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI ;
- Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/014 du 15 avril 2022

portant suspension de la perception de la TVA sur les produits de première nécessité ;

- Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/015 du 15 avril 2022 portant modalités de mise en œuvre du mécanisme de constatation et de liquidation de la TVA à l'importation due par les entreprises minières en phase d'exploitation ;
- Arrêté ministériel n° CAB/MIN/FINANCES/2022/029 du 28 septembre 2022 fixant les modalités pratiques de souscription de la déclaration récapitulative annuelle de l'impôt professionnel sur les rémunérations.

III.5.2. Suivi des exonérations et allègements fiscaux

Conformément à l'article 174 de la Constitution, il est prévu des exemptions, exonérations et allègements fiscaux, lesquels sont repris dans le Code des Impôts, le Code des Investissements, le Code Minier et autres textes législatifs et règlementaires particuliers.

Les dispositions dérogatoires à la législation fiscale de droit commun s'expriment en termes d'exonérations, de réductions de taux ou de taux préférentiels de perception d'impôt et de la prise en charge de la fiscalité indirecte par l'Etat.

Par ces mesures dérogatoires, le Gouvernement poursuit le développement de certains secteurs d'activités (agricole, minier, etc.…), principalement ceux porteurs de croissance économique du pays. Néanmoins, ces mesures représentent un enjeu budgétaire important, leurs effets sur le budget de l'Etat sont comparables à ceux des dépenses publiques, car elles occasionnent des pertes des recettes pour l'Etat.

Au cours de l'année 2022, les exonérations accordées à certaines entreprises ont occasionné un manque à gagner au Trésor public de **FC 621.964.098.689,35**, tel que ventilé dans le tableau ci-dessous :

LIBELLE	BASE IMPOSABLE	MANQUE A GAGNER (EN FC)
I. Code des Investissements		
IBP	395 166 639 379,00	5 816 140 030,50
S/TOTAL (1)	395 166 639 379,00	5 816 140 030,50
II. Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Droit Commun	2 925 716 528 607,77	468 125 738 605,72
TVA des Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaines de valeur	102 538 989 695,69	16 406 238 351,31
Marchés Publics à financement extérieur (prise en charge de la fiscalité indirecte)	56 227 378 701,87	8 996 380 592,30
S/TOTAL (2)	3 084 482 897 005,33	493 528 357 549,33
III. Code Minier		
IM au taux de 10%, soit une réduction de moitié par rapport au droit commun de 20%	1 106 676 421 501,80	110 667 642 137,18
IERE au taux de 12,5%, soit une réduction de moitié par rapport au droit commun de 25%	94 515 170 574,11	11 951 958 972,34
S/TOTAL (3)	1 201 191 592 075,91	122 619 601 109,52
TOTAL GENERAL (4)=(1)+(2)+(3)	4 680 841 128 460,24	621 964 098 689,35

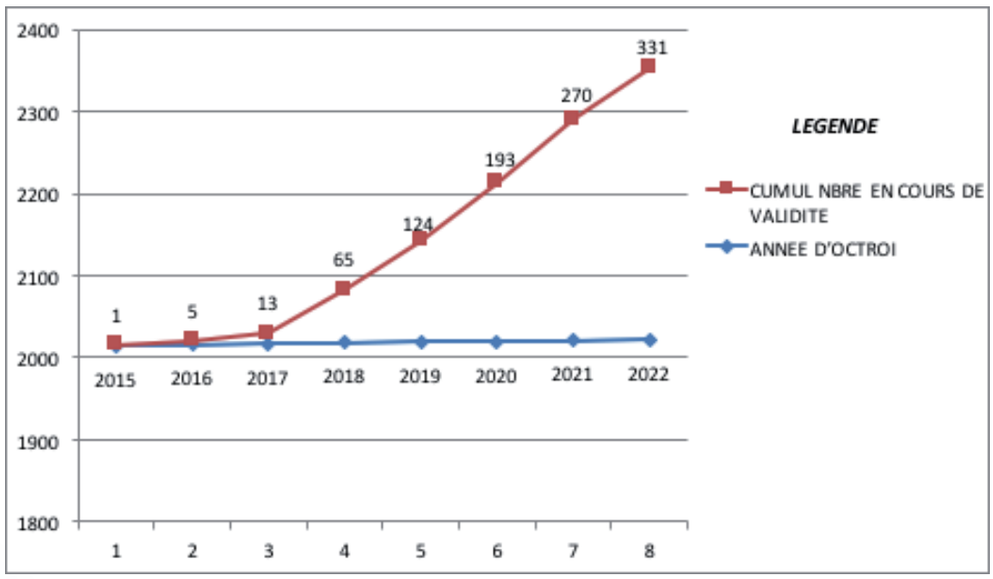
A la lumière du tableau présenté ci-haut, il convient de préciser que conformément à la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, les exonérations ne demeurent que sur les lignes ci-après :

1) l'Impôt Mobilier (article 246) au taux de 10% uniquement sur les revenus suivants :
   a. Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger à condition que les taux d'intérêt et les autres conditions d'emprunts destinées à la réalisation des projets soient établis conformément au principe de pleine concurrence ;
   b. Les dividendes et autres distributions versées par le titulaire à ses actionnaires.
2) l'Impôt Exceptionnel sur les Rémunérations des Expatriés (article 244 bis) au taux de 12,5% représentant la moitié du taux fixé par le droit commun pour les dix premières années du projet.

Par ailleurs, il sied de noter qu'en vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés Interministériels des Ministres des Finances et du Plan au cours de l'année 2022 ont concerné 61 entreprises. À la clôture de l'année, la situation desdites exonérations en cours de validité est reprise dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE OCTROYE	EN COURS DE VALIDITE	CUMUL NBRE EN COURS DE VALIDITE
2015		1	1
2016	4	4	5
2017	8	8	13
2018	52	52	65
2019	59	59	124
2020	69	69	193
2021	77	77	270
2022	61	61	331

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être illustrée par le graphique suivant :



III.5.3. Traitement du contentieux fiscal

Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord par l'Administration des Impôts. Dans ce cas, il s'agit du contentieux en phase administrative.

Par contre, en cas d'insatisfaction à la décision de rejet ou de dégrèvement partiel rendue par l'Administration, le réclamant peut porter l'affaire devant les Cours et Tribunaux territorialement compétents. Dans ce cas, il s'agit du contentieux en phase juridictionnelle.

III.5.3.1. Contentieux en phase administrative

En 2022, la situation de traitement des réclamations en phase administrative est détaillée dans le tableau ci-après :

LIBELLE	NOMBRE	MONTANT(en FC
Réclamations en traitement au début de l'année (1)	1 817	2 283 319 516 293,39
Réclamations reçues au cours de l'année (2)	1 110	11 867 887 321 112,90
Total de réclamations gérées (3)=(1)+(2)	**2 927**	**14 151 206 837 406,30**
Réclamations traitées au cours de l'année (4)=(5)+(6)+(7)+(8)	**1 496**	**10 142 461 456 037,70**
Rejets (5)	545	3 039 533 236 864,47
Dégrèvement total (6)	537	2 254 909 281 782,53
Dégrèvement partiel (7)	414	2 204 026 788 881,67
Restes à recouvrer résultant des dégrèvements partiels (8)		2 643 992 148 509,08
Dossiers en traitement à fin 2021 (9) =(3)-(4)	**1 431**	**2 643 992 148 509,08**

III.5.3.2. Contentieux en phase juridictionnelle

Les contentieux en phase juridictionnelles naissent en cas d'insatisfaction du réclamant à la décision de rejet, de dégrèvement total ou partiel rendue par l'Administration. Ceux-ci sont portés soit devant la Cour Administrative d'Appel (en ce qui concerne le contentieux d'assiette), soit devant le Tribunal administratif (pour le contentieux de recouvrement).

Par ailleurs, en attendant la mise en place effective de la Cour Administrative d'Appel et du Tribunal administratif, les affaires correspondantes sont respectivement traitées par la Cour d'Appel ou le Tribunal de Grande Instance du ressort du réclamant.

III.5.3.2.1. Contentieux d'assiette

Au cours de l'année 2022, la DGI a suivi **57** litiges fiscaux auprès de différentes Cours d'Appel pour lesquels deux ont été clôturés, dont l'un en faveur de la DGI et l'autre en sa défaveur.

III.5.3.2.2. Contentieux de recouvrement

En matière de contentieux de recouvrement, **84** affaires ont été suivies par la DGI en 2022 auprès de différents Tribunaux de Grande Instance pour lesquelles 34 ont été clôturées, dont 7 en sa faveur et 27 en sa défaveur.

GESTION DES
A LA DISPOSITION

IV

RESSOURCES MISES DE LA DGI

En vue de garantir l'atteinte de ses missions, la DGI fait recours aux ressources tant humaines, financières que matérielles telles que déclinées dans les lignes qui suivent.

IV.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien que n'ayant pas de personnalité juridique, la DGI est une régie relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une autonomie administrative et financière. Dans ce cadre, son personnel est régi spécifiquement par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI pris conformément au statut des agents de carrière des Services publics de l'Etat. Ce texte particulier accorde une souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation et d'application du régime disciplinaire.

Les éléments en rapport avec la gestion des Ressources Humaines sont traités dans les sous points suivants :

- Effectifs ;
- Promotions ;
- Situation de décès ;
- Formation du personnel ;
- Missions de service.

IV.1.1. Effectifs de la DGI

A fin décembre 2022, les effectifs du personnel actif, en détachement, en disponibilité et en suspension de la DGI s'élèvent à **7.461** unités tels que retracés dans le tableau ci-après :

POSITION	EFFECTIFS	OBSERVATIONS
PERSONNEL ACTIF	7375	Dont 59 en instance d'affectation
PERSONNEL EN DETACHEMENT	38	
PERSONNEL EN DISPONIBILITE	37	
PERSONNEL EN SUSPENSION	11	
TOTAL	**7461**	

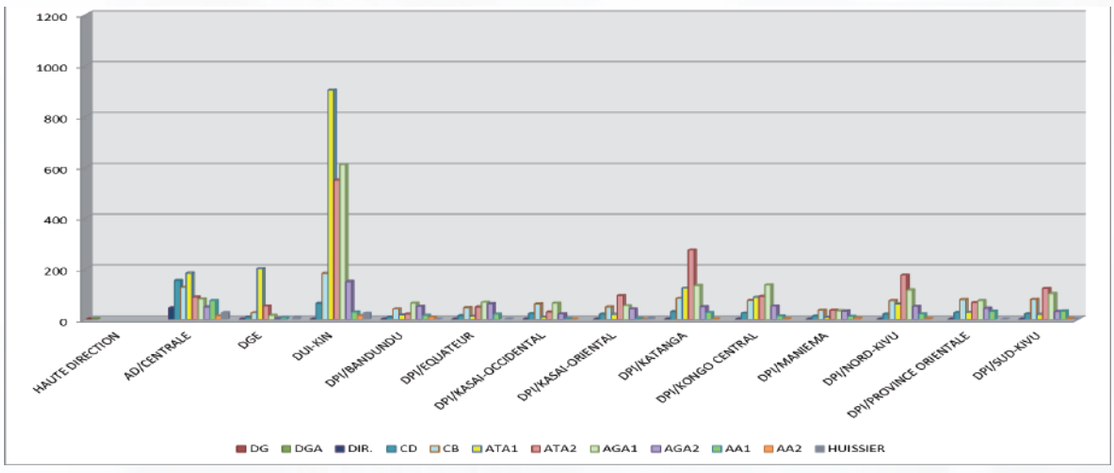
La ventilation du personnel actif, par service et grade, par genre ainsi que par niveau d'études, est renseignée à travers les tableaux et graphiques ci-après :

IV.1.1.1. Répartition des effectifs du personnel actif par service et par grade

GRADE / SERVICE	DG	DGA	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	AA1	AA2	HUISS.	TOTAL
HAUTE DIRECTION	1	2											**3**
ADMIN. CENTRALE			45	153	126	182	88	81	49	74	14	27	**839**
DGE			1	9	26	200	53	16	4	6	0	7	**322**
DUI-K			1	63	181	902	548	609	149	29	15	25	**2 522**
DPI/BANDUNDU			1	9	41	18	21	64	52	16	9	1	**232**
DPI/EQUATEUR			1	15	46	12	49	68	62	21	0	2	**276**
DPI/KASAI-OCCIDENTAL			1	23	61	9	29	64	22	3	1	0	**213**
DPI/KASAI-ORIENTAL			1	21	49	20	94	54	41	4	1	5	**290**
DPI/KATANGA			1	30	83	124	273	134	50	27	2	0	**724**
DPI/KONGO CENTRAL			1	25	75	87	91	136	53	14	3	0	**485**
DPI/MANIEMA			1	13	36	8	36	34	33	12	5	0	**178**
DPI/NORD-KIVU			1	21	74	61	174	116	52	22	3	0	**524**
DPI/PROVINCE ORIENTALE			1	27	78	27	67	74	44	32	0	1	**351**
DPI/SUD-KIVU			1	22	79	20	122	102	31	33	4	2	**416**
CUMUL	**1**	**2**	**57**	**431**	**955**	**1 670**	**1 645**	**1 552**	**642**	**293**	**57**	**70**	**7 375**

Il sied de noter qu'au niveau de l'Administration centrale, le nombre de Chefs de Division (153) est supérieur à celui de Chefs de Bureaux (126) par le fait que hormis les responsables des structures organiques, les Inspecteurs sont tous revêtus du grade de Chef de Division ainsi que les Chargés d'Etudes affectés à la Cellule d'Études/DESCOM.

Graphiquement, la situation des effectifs du personnel actif par service et par grade est représentée de la manière suivante :



IV.1.1.2. Répartition des effectifs du personnel actif par genre

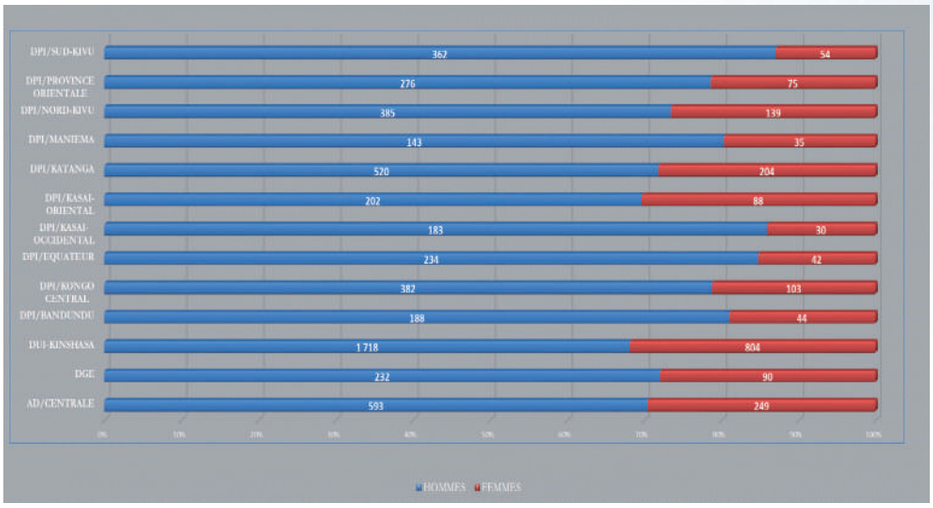
Les effectifs du personnel actif de la DGI à fin 2022 sont répartis par genre de la manière ci-dessous :

SERVICE	EFFECTIFS	HOMMES		FEMMES	
		NOMBRE	%	NOMBRE	%
HAUTE DIRECTION	3	3	100,00%	0	0,00%
ADMINISTRATION CENTRALE	839	590	70,32%	249	29,68%
DGE	322	232	72,05%	90	27,95%
DUI-K	2 522	1 718	68,12%	804	31,88%
DPI/BANDUNDU	232	188	81,03%	44	18,97%
DPI/KONGO CENTRAL	485	382	78,76%	103	21,24%
DPI/EQUATEUR	276	234	84,78%	42	15,22%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	213	183	85,92%	30	14,08%
DPI/KASAI-ORIENTAL	290	202	69,66%	88	30,34%
DPI/KATANGA	724	520	71,82%	204	28,18%
DPI/MANIEMA	178	143	80,34%	35	19,66%
DPI/NORD-KIVU	524	385	73,47%	139	26,53%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	351	276	78,63%	75	21,37%
DPI/SUD-KIVU	416	362	87,02%	54	12,98%
TOTAL	**7 375**	**5 418**	**73,46%**	**1 957**	**26,54%**

Il ressort du tableau ci-dessus que le personnel féminin de la DGI ne représente que **26,54%** de l'effectif global alors que le personnel masculin s'élève à **73,46%**.

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :

REPRESENTATION DES EFFECTIFS PAR GENRE DANS LES SERVICES

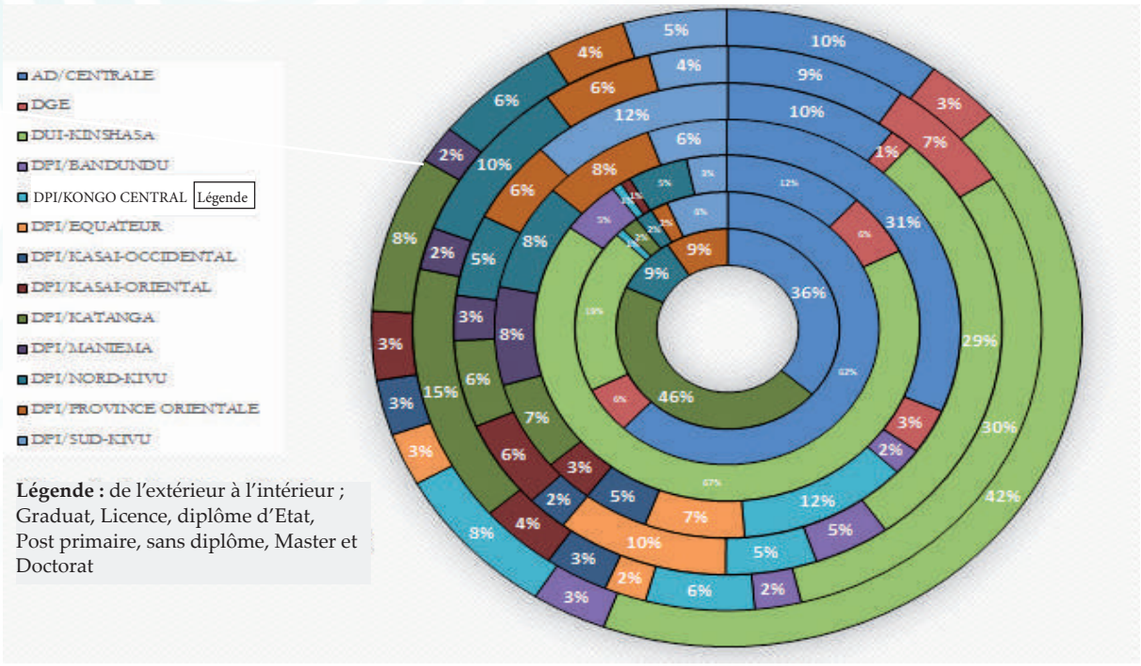


IV.1.1.3. Repartition des effectifs de la dgi par service et par niveau d'etudes

Les effectifs de la DGI à fin 2022 sont répartis, par niveau d'études, de la manière ci-dessous :

GRADE / SERVICE	DOCTORAT	MASTER	LICENCE	GRADUAT	DIPLÔME D'ETAT	POST PRIMAIRE	SANS DIPLÔME	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	4	67	244	304	118	91	14	**842**
DGE	0	6	177	106	16	10	7	**322**
DUI-K	0	21	793	1 298	330	0	80	**2 522**
DPI/BANDUNDU	0	0	63	105	52	6	6	**232**
DPI/EQUATEUR	0	0	57	82	117	20	0	**276**
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	0	0	86	86	28	13	0	**213**
DPI/KASAI-ORIENTAL	0	0	105	107	67	10	1	**290**
DPI/KATANGA	5	2	387	244	66	20	0	**724**
DPI/KONGO CENTRAL	0	1	147	240	62	34	1	**485**
DPI/MANIEMA	0	0	63	59	34	22	0	**178**
DPI/NORD-KIVU	1	2	249	180	62	24	6	**524**
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	2	149	113	63	23	0	**351**
DPI/SUD-KIVU	0	7	106	145	138	16	4	**416**
CUMUL	**11**	**108**	**2 626**	**3 069**	**1 153**	**289**	**119**	**7 375**

Cette situation est représentée graphiquement comme suit :



Légende : de l'extérieur à l'intérieur ; Graduat, Licence, diplôme d'Etat, Post primaire, sans diplôme, Master et Doctorat

IV.1.2. Promotion

Au cours de l'année 2022, **59**cadres et agents de la DGI ont bénéficié de promotion dont les nouveaux grades sont renseignés à travers le tableau ci-dessous :

SERVICE \ GRADE	DIR.	CD	CB	ATA1	ATA2	AGA1	AGA2	TOTAL
ADMIN. CENTRALE			3	1	1			**5**
DGE	1		1					**2**
DUI-K		1	5	7	3	2	1	**19**
DPI/BANDUNDU				6		1		**7**
DPI/EQUATEUR					2			**2**
DPI/KASAI-OCCIDENTAL				1				**1**
DPI/KASAI-ORIENTAL					1		1	**2**
DPI/KATANGA		1		3				**4**
DPI/KONGO CENTRAL				1				**1**
DPI/MANIEMA						2		**2**
DPI/NORD-KIVU		1		1	2	1		**5**
DPI/PROVINCE ORIENTALE				4	1	1		**6**
DPI/SUD-KIVU		1		2				**3**
TOTAL	**1**	**4**	**9**	**26**	**10**	**7**	**2**	**59**

IV.1.3. Situation de décès

La DGI a enregistré, au cours de l'année 2022, **54** cas de décès de son personnel dont la situation par service se présente dans le tableau ci-dessous :

SERVICES	CADRES	AGENTS	TOTAL
ADMINISTRATION CENTRALE	3	4	**7**
DGE	2	2	**4**
DUI-K	4	20	**24**
DPI/BANDUNDU		1	**1**
DPI/KONGO CENTRAL		4	**4**
DPI/EQUATEUR			0
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1		1
DPI/KASAI-ORIENTAL	1		1
DPI/MANIEMA		1	**1**
DPI/KATANGA		1	**1**
DPI/NORD-KIVU			0
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	2	**3**
DPI/SUD-KIVU	2	5	**7**
TOTAL	**14**	**40**	**54**

IV.1.4. Formation du personnel de la DGI

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Cette politique se matérialise sous forme de formation spécialisée de longue ou de courte durée, sur place ou à l'étranger.

IV.1.4.1. Formation sur place

Au cours de l'année 2022, quelques agents ont bénéficié des formations sur place, organisées d'une part, par l'ENF et, d'autre part, en interne à travers la Direction des Ressources Humaines.

IV.1.4.1.1. Formation organisée par l'ENF

128 agents inscrits à l'ENF ont suivi leur formation pour l'année académique 2021-2022 suivant les détails ci-dessous :

NIVEAU	NOMBRE
1ère année	76
2ème année	34
3ème année	18
TOTAL	**128**

IV.1.4.1.2. Formation en interne

Au cours de l'année 2022, les activités liées à la formation organisée en interne sont résumées dans le tableau ci-dessous :

N°	FORMATION	BENEFICIAIRE	PERIODE
1	Session de formation des Officiers de Police Judiciaire (deuxième groupe)	Vérificateurs Polyvalents des Impôts	du 09 au 16 janvier 2022
2	Formation en Microsoft WORD et EXCEL	Cadres et Agents de la Direction de recouvrement	du 11 au 21 avril 2022
3	Formation sur l'utilisation de l'application GESIMPOT	Cadres et Agents du Centre d'Impôts synthétiques de la Gombe	du 02 au 23 mai 2022
4	Renforcement des capacités des Cadres Supérieurs en matière de régime disciplinaire	Cadres Supérieurs de Kinshasa (AC, DGE et DUIK)	du 12 mai au 13 juin 2022
5	Formation des Officiers de Police Judiciaire (rattrapage)	Quelques Vérificateurs Polyvalents, candidats Officier de Police Judiciaire de Kinshasa	du 21 au 28 mai 2022
6	Renforcement des capacités du personnel de la DGI	Agents nouvelles unités	du 30 mai au 15 juin 2022
7	Séminaire de formation sur le thème: «faire le Bilan des compétences de ses collaborateurs»	Cadres Supérieurs de Kinshasa (AC et DUI-K)	du 15 au 19 août 2022
8	Séminaire de formation sur le thème: «maitrise des logiciels de traitement des données fiscales»	Quelques Cadres Supérieurs et Agents de Kinshasa (AC, DGE et DUI-K)	du 22 au 26 août 2022
9	Formation en SYSCOHADA révisé	Quelques Cadres Supérieurs et Agents de la DGI	du 12 au 16 septembre 2022
10	Formation sur le contrôle de la TVA	Quelques Cadres Supérieurs et Agents de la gestion et du contrôle fiscal de la DGE et du CDI/Kinshasa	du 19 au 30 septembre 2022
11	Formation sur les contours des opérations bancaires	Quelques Cadres et Agents de la gestion et du contrôle fiscal de la DGE	du 31 octobre au 23 novembre 2022
12	Formation sur la statistique descriptive	Quelques Cadres et Agents de l'AC	du 07 au 18 novembre 2022

En sus des formations en faveur des agents, la DGI organise aussi des formations pour les contribuables. Le tableau ci-dessous en donne les détails :

N°	FORMATION	BENEFICIAIRE	DATE
1	Formation sur la télédéclaration des contribuables relevant de la DGE	Contribuables gérés par la DGE	du 20 juin au 28 juillet 2022
2	Formation sur la TVA	Contribuables du CIS/ Gombe éligibles à la TVA	du 03 au 25 novembre 2022

IV.1.4.2. Formation à l'étranger

Au cours de l'année 2022, quelques cadres et agents ont participé aux différents séminaires de formation et conférences à l'étranger suivant les détails ci-après :

N°	THEME ABORDE	PAYS	PERIODE
	Séminaire sur la planification, budgétisation publique et budget-programme organisé par l'Institut Canadien de Développement International «ICDI», à Montréal	CANADA	du 20 février au 03 mars 2022
	3ème Conférence Internationale et exposition sur les investissements américains dans la zone Congo, à Ottawa	CANADA	du 14 au 16 mars 2022
	Séminaire-atelier sur le thème: «préparation à l'accréditation de Manager Spécialiste en Formation Professionnelle (MSFP) organisé par SETYM INTERNATIONAL, à Montréal	CANADA	du 16 au 27 mai 2022
	Séminaire sur la mise en place et la gestion d'unités opérationnelles d'échange des renseignements, organisé par le CREDAF en partenariat avec l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et l'Office Togolais des Recettes, à Lomé	TOGO	du 23 au 25 mai 2022
	36ème conférence annuelle du Cercle de Réflexion et d'Echange des Administrations Fiscales, organisée conjointement avec la Direction Générale des Finances Publiques de la France (DGFIP), sur le thème: « la maîtrise et la valorisation des données, un enjeu fiscal stratégique», à Nantes	FRANCE	du 07 au 10 juin 2022
	Séminaire de formation sur le thème: la fiscalité applicable à l'industrie minière, organisé par l'Ecole des Mines de Paris, à Paris	FRANCE	du 07 au 24 juin 2022
	Séminaire sur la Planification, Budgétisation Publique et Budget-Programme, organisé par l'Institut Canadien de Développement International (ICDI), à Montréal	CANADA	du 11 au 22 juillet 2022
	Séminaire international sur la gestion axée sur le résultat et performance, organisé par l'institut du travail d'Afrique Centrale, à Casablanca	MAROC	du 04 au 09 juillet 2022

N°	THEME ABORDE	PAYS	PERIODE
	Séminaire sur le thème : « l'optimisation des recettes de l'Etat et la fiscalité applicable aux industries extractives», organisé par CIFOPE, à Paris	FRANCE	du 1er au 12 août 2022
	Séminaire sur le thème : « Management et stratégies de Gestion des Ressources Humaines », à Paris	FRANCE	du 02 au 16 août 2022
	Formation sur le thème : « Mise en place d'un système d'archivage et de gestion électronique des documents », organisée par Pinpoint Conseil, à Montréal	CANADA	du 15 au 26 août 2022
	Séminaire sur les droits du travail dans le contexte des droits sociaux fondamentaux au travail dans la Fonction Publique, organisé par le Centre d'Excellence pour le Renforcement des compétences en Afrique, à Casablanca	MAROC	du 22 août au 02 septembre 2022
	Séminaire sur la Planification, Budgétisation Publique et Budget-Programme, organisé par l'ICDI à Montréal	CANADA	du 22 août au 02 septembre 2022
	7ème édition du congrès de leadership féminin sur le thème: « leadership féminin : de basservissement au leadership», à Dubai	EMIRATS ARABES UNIS	du 23 au 29 août 2022
	Formation des Inspecteurs des Impôts à l'Ecole Nationale des Finances Publiques Française (ENFiP), à Paris	FRANCE	du 1ersept embre 2022 au 31 juillet 2023
	7ème congrès annuel du Réseau Africain de Recherche Fiscale (ATRN), organisé par le Forum sur l'Administration Fiscale Africaine (ATAF) et l'Administration Fiscale du Ghana sur le thème: « les incidences sur les revenus fiscaux de l'accord portant création de la zone de libre-échange continental Africaine (ZLECAF), à Accra	GHANA	du 05 au 07 septembre 2022
	Formation sur « la gestion du secrétariat et management de la hiérarchie », organisée par CERCA International, à Casablanca	MAROC	du 05 au 16 septembre 2022
	Séminaire-atelier sur le thème : « Managing Financial Investigations », organisé par l'Académie de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, à Ostia	ITALIE	du 05 au 23 septembre 2022
	Séminaire/atelier sur le thème : « Gestion des risques professionnels dans l'administration publique », organisée par SETYM INTERNATIONAL, à Montréal	CANADA	du 12 au 23 septembre 2022
	Séminaire-atelier sur le thème : « le contrôle fiscal et lutte contre la fraude fiscale », organisé par SETYM INTERNATIONAL, à Montréal	CANADA	du 12 au 23 septembre 2022

N°	THEME ABORDE	PAYS	PERIODE
	Séminaire de Formation sur le thème : « Gestion du Secrétariat et management des activités de hiérarchie », organisé par le Centre d'Excellence pour le Renforcement des Compétences en Afrique, à Casablanca	MAROC	du 12 au 23 décembre 2022
	2ème édition de la conférence sur les investissements Américain en RDC, organisé par North South Investments Forum « NSI-F», à Texas	ETATS UNIS	du 20 au 22 septembre 2022
	Forum parlementaire de haut niveau sur le thème: « partenariats et coopération pour le développement : sont-ils au service des Objectifs de Développement Durable (ODD)?» organisé par l'Union Interparlementaire, à New York	ETATS UNIS	le 27 septembre 2022
	Séminaire-atelier sur le thème : « le contrôle fiscal et lutte contre la fraude fiscale », organisé par SETYM INTERNATIONAL, à Montréal	CANADA	du 12 septembre au 13 octobre 2022
	Séminaire international sur les droits du travail dans le contexte des droits sociaux fondamentaux au travail dans la Fonction Publique organisé par le Centre d'Excellence pour le Renforcement des compétences en Afrique, à Casablanca	MAROC	du 25 septembre au 10 octobre 2022
	Formation sur la fiscalité pétrolière, organisée par CIMEF INTERNATIONAL, à Paris	FRANCE	du 26 septembre au 21 octobre 2022
	Formation sur le thème : « Mise en place d'un système d'archivage et de gestion électronique des documents », organisée par Pinpoint Conseil, à Montréal	CANADA	du 30 septembre au 16 octobre 2022
	Séminaire de formation sur la préparation à la certification en gestion des projets Prince 2, organisé par le Centre de Formation INNOVATION et LEADERSHIP pour la performance, à Toronto et à Montréal	CANADA	du 1erau 27 octobre 2022
	Formation sur le thème: « Management des Directions et Services Financiers (MDSF) », à Paris	FRANCE	du 03 au 12 octobre 2022
	Séminaire de formation sur le thème : « Prévention, détection et traitement de la fraude Cycle FRAC08 », organisé par CIFOPE, à Paris	FRANCE	du 17 au 21 octobre 2022
	Séminaire de formation sur le thème: « Genre, leadership au féminin et participation des femmes: Rôles, défis et stratégies « Cycle FRMS 32, organisé par CIFOPE, à Paris	FRANCE	du 17 octobre au 04 novembre 2022

N°	THEME ABORDE	PAYS	PERIODE
	Symposium médical portant sur le thème : Santé pour tous en Afrique par télémédecine et l'e-santé, à Paris	FRANCE	du 25 octobre au 01 novembre 2022
	Séminaire d'évaluation du programme d'assistance technique du Département des finances publiques du FMI (FAD) auprès des administrations fiscales de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo et de la République du Tchad, à Yaoundé	CAMEROUN	Du 31 octobre au 04 novembre 2022
	Séminaire-atelier sur le suivi-évaluation des projets et programmes, organisé par SETYM INTERNATIONAL, à Marrakech	MAROC	du 07 au 25 novembre 2022
	Formation sur la sécurité informatique organisée par ISSWORD TRAINING, à Washington	ETATS UNIS	du 14 au 18 novembre 2022
	Séminaire intitulé : « Contrôle fiscal dans l'entreprise et l'administration et Prix de transfert », organisé par CIFOPE, à Paris	FRANCE	du 14 au 25 novembre 2022
	Séminaire de formation sur le thème : Lutte contre le blanchiment d'argent : tendances actuelles, poursuites et défis présentés par crypto assets (programme spécialisé), organisé par l'Académie Internationale d'Enquête sur la criminalité Fiscale de l'OCDE à l'Ecole de Formation Guardia di Finanza, à Rome	ITALIE	du 21 novembre au 1er Décembre 2022
	Séminaire sur le thème : Manager spécialiste en gestion des risques et contrôle interne organisé par CIMEF INTERNATIONAL, à Paris	FRANCE	du 28 novembre au 16 décembre 2022
	Atelier de Formation sur le modèle de dépenses fiscales de la SADC, à Johannesburg	AFRIQUE DU SUD	du 5 au 9 Décembre 2022
	Séminaire intitulé: Assistantes de Direction : renforcez votre capacité personnelle organisée par CIFOPE, à Dakar	SENEGAL	du 05 au 16 décembre 2022
	Séminaire du CREDAF sur le thème: «Etat des lieux des stratégies et actions de promotion du civisme fiscal», organisé conjointement avec la Direction Générale des Impôts du Niger, à Niamey	NIGER	du 6 au 8 Décembre 2022
	4ème édition du Salon d'affaires Africain (African business lounge trade and expo) 2022 organisé par Awakening Africa, sous le thème : Renforcer les liens d'affaires avec les entreprises afro-américaines, à Dallas	ETATS UNIS	du 15 au 17 Décembre 2022

IV.1.5. Mutation

La DGI a opéré, durant l'année sous examen, des mutations professionnelles pour cinq (5) agents.

A ce titre, elle a supporté les coûts des billets pour un total d'**USD 5.688,00**. Le tableau ci-bas en donne les détails :

N°	NBRE D'AGENT	SERVICE DE PROVENANCE	SERVICE ACTUEL
1	1	DPI PROVINCE ORIENTALE	DUI-K
2	1	DPI EQUATEUR	ADMINISTRATION CENTRALE
3	1	DPI NORD KIVU	ADMINISTRATION CENTRALE
4	1	DPI KONGO CENTRAL	DUI-K
5	1	DPI PROVINCE ORIENTALE	ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1.6. Missions de service

Au cours de l'année 2022, la DGI a diligenté **387** missions de service dont **250** à l'intérieur et **137** à l'extérieur du pays.

Les détails, par rapport à la prise en charge, sont repris dans le tableau ci-dessous :

PERIODE	MISSIONS A L'INTERIEUR					MISSIONS A L'EXETRIEUR						CUMUL					
	Nbre de bénéficiaire	BILLET		FRAIS DE MISSION		Nbre de bénéficiaire	BILLET		FRAIS DE MISSION			Nbre de bénéficiaire	BILLET		FRAIS DE MISSION		
		En FC	En USD	En FC	En USD		En FC	En USD	En FC	En USD	En EURO		En FC	En USD	En FC	En USD	En EURO
Janvier	2		816,00	5 500 000,00		2		3 820,00		7 866,00		4	0,00	4 636,00	5 500 000,00	7 866,00	0,00
Février	9		18 797,00	49 500 000,00		2		13 200,00				11	0,00	31 997,00	49 500 000,00	0,00	0,00
Mars	15		9 350,00	156 205 000,00		1		167,00		2 800,00		16	0,00	9 517,00	156 205 000,00	2 800,00	0,00
Avril	15		11 624,00	111 485 000,00		2		10 360,00		7 650,00		17	0,00	21 984,00	111 485 000,00	7 650,00	0,00
Mai	8	4 234 500,00	4 760,00	71 445 000,00		10		22 110,00		48 925,00		18	4 234 500,00	26 870,00	71 445 000,00	48 925,00	0,00
Juin	59		37 660,00	450 935 500,00		14		52 648,00		46 400,00	22 220,00	73	0,00	90 308,00	450 935 500,00	46 400,00	22 220,00
Juillet	13		9 094,00	128 680 000,00		8		30 404,00		39 570,00		21	0,00	39 498,00	128 680 000,00	39 570,00	0,00
Août	24		14 562,00	115 125 000,00		14		11 356,00		34 250,00		38	0,00	25 918,00	115 125 000,00	34 250,00	0,00
Septembre	9		6 526,00	88 290 000,00		36		114 925,00		130 250,00	30 350,00	45	0,00	121 451,00	88 290 000,00	130 250,00	30 350,00
Octobre	16		8 548,00	97 025 000,00		11		24 306,00		41 650,00	10 710,00	27	0,00	32 854,00	97 025 000,00	41 650,00	10 710,00
Novembre	27		22 464,00	210 745 000,00		13		25 565,00		47 650,00	6 670,00	40	0,00	48 029,00	210 745 000,00	47 650,00	6 670,00
Décembre	53		37 970,00	435 250 000,00		24		43 650,00		82 667,00	9 500,00	77	0,00	81 620,00	435 250 000,00	82 667,00	9 500,00
TOTAL	**250**	**4 234 500,00**	**182 171,00**	**1 920 185 500,00**	**0,00**	**137**	**0,00**	**352 511,00**	**0,00**	**489 678,00**	**79 450,00**	**387**	**4 234 500,00**	**534 682,00**	**1 920 185 500,00**	**489 678,00**	**79 450,00**

IV.1.7. Politique sociale

IV.1.7.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical qui administre les soins de santé de son personnel et leurs ayants droit. Pour l'exercice 2022, cette structure a pris en charge des soins de santé de **16.004** malades (toutes pathologies confondues) dont on dénombre **15.254** malades traités en ambulatoire et **750** malades hospitalisés.

Pour son fonctionnement, le Centre Médical de la DGI a bénéficié, au cours de l'année 2022, d'une allocation de **FC 170.200.500,00** et d'**USD 195.000,00** dont les détails mensuels sont repris dans le tableau ci-après :

PERIODE	MONTANT RECU EN FC	MONTANT RECU EN USD
Janvier	18 632 500,00	15 000,00
Février	18 632 500,00	15 000,00
Mars	18 632 500,00	15 000,00
Avril	8 417 000,00	20 000,00
Mai	8 417 000,00	20 000,00
Juin	8 417 000,00	20 000,00
Juillet	12 757 000,00	15 000,00
Août	12 757 000,00	15 000,00
Septembre	12 757 000,00	15 000,00
Octobre	12 757 000,00	15 000,00
Novembre	19 012 000,00	15 000,00
Décembre	19 012 000,00	15 000,00
TOTAL	170 200 500,00	195 000,00

Toutefois, au-delà de la capacité dudit Centre Médical et des formations hospitalières locales contractantes, la DGI a procédé, au cours de l'année 2022, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de **123** malades pour un coût global d'**USD 960.832,42** et d'**EURO 274.340,36** représentant les coûts suivants :

- frais d'hospitalisation (**USD 456.588,19** et **EURO 252.585,36**);
- frais de séjour, visa et taxe RVA (**USD 252.588,23** et **EURO 21.754,80**) ;
- achat billet (**USD 251.656,00**).

Le tableau ci-dessous en donne les détails

PERIODE	FRAIS D'HOSPITALISATION		FRAIS DE SEJOUR, VISA ET TAXE RVA		COUT BILLET	CUMUL	
	Montant (USD)	Montant (EURO)	Montant (USD)	Montant (EURO)	Montant (USD)	Montant (USD)	Montant (EURO)
Janvier	17 500,00	0,00	7 380,00	2 280,00	12 183,00	37 063,00	2 280,00
Février	19 408,66	0,00	9 480,00	1 498,00	4 830,00	33 718,66	1 498,00
Mars	16 350,00	1 689,00	31 958,23	0,00	11 578,00	59 886,23	1 689,00
Avril	34 069,00	167 414,00	32 431,00	3 425,00	18 051,00	84 551,00	170 839,00
Mai	15 950,00	0,00	33 880,00	539,00	9 245,00	59 075,00	539,00
Juin	23 525,00	8 926,36	0,00	0,00	25 054,00	48 579,00	8 926,36
Juillet	56 178,73	2 490,00	16 782,00	939,00	7 055,00	80 015,73	3 429,00
Aout	40 873,55	6 200,00	34 500,00	1 865,00	22 403,00	97 776,55	8 065,00
Septembre	26 225,72	50 000,00	5 075,00	125,00	48 650,00	79 950,72	50 125,00
Octobre	88 005,00	366,00	15 455,00	920,00	13 305,00	116 765,00	1 286,00
Novembre	54 202,53	15 500,00	20 451,00	8 742,00	30 318,00	104 971,53	24 242,00
Décembre	64 300,00	0,00	45 196,00	1 421,80	48 984,00	158 480,00	1 421,80
TOTAL	**456 588,19**	**252 585,36**	**252 588,23**	**21 754,80**	**251 656,00**	**960 832,42**	**274 340,16**

Par ailleurs, les montants de **FC 395.397.267,45** et **USD 178.911,23** ont été dépensés par la DGI pour honorer les appels de fonds formulés par son personnel. Pour faire face promptement aux différents cas de maladie qui sont intervenus au cours de l'année 2022, la DGI a constitué différentes provisions médicales à hauteur de **FC 20.594.488,00** et **USD 35.597,65**.

Aussi, les montants de **FC 371.431.990,21** et **USD 178.911,23** ont-t-ils été affectés au remboursement de créances pour les soins de santé préfinancés par les cadres et agents.

Enfin, la DGI a pris en charge entre autres, l'achat de titres de voyage pour le retour des malades venus des provinces pour un montant d'**USD 22.686,00**.

IV.1.7.2. Assistance sociale

En sus des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux Cadres et Agents, la DGI a apporté une assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social, à hauteur d'**USD 29.200,00**.

Le mouvement de l'assistance sociale accordée au personnel au cours de l'année 2022 est signalé, par mois, dans le tableau ci-dessous :

MOIS	ASSISTANCES ACCORDEES		
	Nbre de Bénéficiaire	Montant (en FC)	Montant (en USD)
Janvier		0,00	0,00
Février		0,00	0,00
Mars	5	0,00	6 200,00
Avril	3	0,00	3 000,00
Mai	4	0,00	4 000,00
Juin		0,00	0,00
Juillet	2	0,00	6 000,00
Août	5	0,00	5 000,00
Septembre		0,00	0,00
Octobre	1	0,00	1 000,00
Novembre	3	0,00	3 000,00
Décembre	1	0,00	1 000,00
TOTAL	**24**	**0,00**	**29 200,00**

IV.1.7.3. Prêts accordés

Dans la mise en œuvre de sa politique sociale, la DGI a accordé, au cours de l'année 2022 des prêts à son personnel de **FC 18.000.000,00** et **USD 9.500,00** pour lui permettre notamment de faire face à la problématique de garantie locative. Ces avances sur salaires sont remboursables sur les différentes primes à raison de 20 % le mois.

La fréquence des prêts accordés est reprise dans le tableau ci-dessus :

MOIS	PRETS ACCORDES		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (en FC)	Montant (en USD)
Janvier		0,00	0,00
Février		0,00	0,00
Mars	2	0,00	6 000,00
Avril	2	0,00	7 000,00
Mai	15	6 000 000,00	29 000,00
Juin	5	0,00	16 000,00
Juillet	15	6 000 000,00	42 500,00
Août	9	0,00	27 000,00
Septembre	3	0,00	8 000,00
Octobre	4	0,00	13 000,00
Novembre	1	6 000 000,00	35 000,00
Décembre	4	0,00	21 000,00
TOTAL	60	18 000 000,00	204 500,00

IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI dispose, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 50% des pénalités fiscales recouvrées.

Dans le cadre de sa motivation, le personnel de la DGI reçoit, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'État, des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et prime de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la DGI.

A cet effet, sur le montant total de la rétrocession allouée à la DGI, il est attribué 55% comme prime de mobilisation des recettes aux agents et 45% affectés au fonctionnement des Services.

Par ailleurs, sur pied de l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la DGI, il est attribué aux agents de cette Régie financière ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée, représentant **80%** de la quote-part des pénalités fiscales revenant aux services.

Aussi, conformément à l'article 4 alinéa 1er *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, tel que modifié et complété à ce jour, la DGI bénéficie-t-elle, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de 20% des pénalités fiscales revenant aux services pour couvrir ses dépenses d'investissement.

IV.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2022, les ressources financières de la DGI sont globalement évaluées à **FC 743.990.629.792,60** dont :

- **FC 32.673.854.670,76** au titre du report du solde créditeur de l'exercice 2021 ;
- **FC 28.691.291.392,54** au titre du report sur les investissements de l'exercice 2021 ;
- **FC 2.669.753.829,70** au titre de quote-part des investissements des mois de novembre et décembre 2021 versés en 2022 ;
- **FC 513.273.338.204,55** au titre de rétrocession nette d'IPR couvrant la période de février à novembre 2022 ;
- **FC 6.402.000.000,00** au titre de prime de performance ;
- **FC 160.280.391.695,05** au titre des pénalités recouvrées.

Ces ressources financières ci-haut citées sont présentées dans le tableau ci-après :

LIBELLE		MONTANT EN FC	POURCENTAGE (%)
REPORT DU SOLDE CREDITEUR 2021	SOLDE SUR LE CREDIT DE FONCTIONNEMENT	32 673 854 670,76	4,39%
	SOLDE SUR LES FRAIS D'INVESTISSEMENT	28 691 291 392,54	3,86%
	QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS NETS DE 2021	2 669 753 829,70	0,36%
	S/TOTAL (1)	**64 034 899 893,00**	**8,61%**
RESSOURCES DE L'ANNEE 2022	RETROCESSION NETTE D'IPR	513 273 338 204,55	68,99%
	PRIME SPECIALE DE PERFORMANCE	6 402 000 000,00	0,86%
	PENALITES RECOUVREES	160 280 391 695,05	21,54%
	S/TOTAL (2)	**679 955 729 899,60**	**91,39%**
RESSOURCES TOTALES = (1) + (2)		**743 990 629 792,60**	**100,00%**

IV.2.2. Utilisation des ressources mises à la disposition de la DGI

Pour une meilleure gestion des ressources mises à la disposition de la DGI, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévu dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué tant au niveau de l'Administration Centrale, de la DGE que des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

Ces ressources comprennent la rétrocession nette d'IPR, la quote-part des pénalités recouvrées revenant à la DGI et le report du solde créditeur éventuel de l'année précédente.

IV.2.2.1. Emploi de la rétrocession

Les ressources provenant de la rétrocession, majorées de la prime spéciale de performance et du solde sur le crédit de fonctionnement de l'exercice 2021, se sont élevées à **FC 552.349.192.875,31.** Elles sont affectées respectivement à la motivation du personnel pour un montant de **FC 378.465.215.893,74** et aux frais de fonctionnement des services pour **FC 173.883.976.981,57**.

IV.2.2.1.1. Motivation du personnel

Le montant de **FC 378.465.215.893,74** alloué à la motivation du personnel de la DGI a été totalement payé aux bénéficiaires suivant les détails ci-dessous :

RUBRIQUE	MONTANT EN FC
PRIME DE MOBILISATION	167 781 108 565,07
PRIME DE CONTENTIEUX MINIMUM GARANTI	204 282 107 328,67
PRIME SPECIALE DE PERFORMANCE	6 402 000 000,00
TOTAL	**378.465.215.893,74**

V.2.2.1.2. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

Au cours de l'année 2022, les crédits de fonctionnement alloués aux Services sont de **FC 173.883.976.981,57**, constitués de **FC 141.210.122.310,81** au titre de frais de fonctionnement de l'année 2022 et **FC 32.673.854.670,76** au titre de report du solde créditeur de l'année 2021.

Du montant de **FC 173.883.976.981,57**, **FC 19.668.448.766,01** ont été alloués aux crédits subdélégués aux services et **FC 154.215.528.215,56** à l'exécution des dépenses centralisées.

V.2.2.1.2.1. Crédits subdélégués aux services

Le montant de **FC 19.668.448.766,01** alloué au titre de crédits subdélégués a été totalement transféré aux services bénéficiaires.

Ce montant a été alloué au fonctionnement des services de la manière ci-dessous :

- **FC 14.831.326.616,48** au titre de fonctionnement des Services opérationnels ;
- **FC 4.837.122.149,53** au titre de fonctionnement de la Haute Direction, des Directions centrales et du centre médical ainsi que des appuis financiers aux Services Opérationnels pour les échéances fiscales de l'année 2022.

IV.2.2.1.2.2. Dépenses centralisées

Sur le crédit alloué aux dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale de **FC 154.215.528.215,56**, les dépenses de fonctionnement effectivement exécutées au cours de l'année 2022 s'élèvent à **FC 141.980.924.774,68**, dégageant ainsi un solde créditeur de **FC 12.234.603.440,89 à fin 2022.**

Usine de traitement d'eau de Lemba - Imbu

Par nature de dépenses, les détails sont donnés dans le tableau ci-dessous :

N°	NATURE DEPENSES	MONTANT (EN FC)	TX DE PART. (%)
	DETTE INTERIEURE	**1 971 037 311,04**	**1,39%**
1	Dette Sociale	1 911 436 149,64	1,35%
	Dette commerciale	59 601 161,40	0,04%
	DEPENSES DU PERSONNEL	**88 332 433 621,31**	**62,21%**
2	Primes de Directions et primes de fonctions	70 090 864 391,76	49,37%
	Primes non permanentes	17 944 859 459,55	12,64%
	Frais de mutation	296 709 770,00	0,21%
	BIENS ET MATERIELS	**14 576 169 198,72**	**10,27%**
	Fournitures et petits matériels de bureau	11 028 505 785,24	7,77%
	Produits médicaux et pharmaceutiques	479 522 380,00	0,34%
	Outils médico-chirurgicaux et de diagnostic	70 281 384,00	0,05%
3	Matériaux de construction et de quincaillerie	81 386 652,00	0,06%
	Pièces de rechange pour matériels roulants	24 878 310,00	0,02%
	Pièces de rechange et autres équipements	73 984 515,48	0,05%
	Fournitures énergétiques	2 274 667 662,00	1,60%
	Textiles et tissus	542 942 510,00	0,38%
	DEPENSES DE PRESTATION	**26 861 579 385,93**	**18,92%**
	Communication & télécommunication	2 064 166 081,88	1,45%
	Alimentation en eau	244 208 952,37	0,17%
	Alimentation en énergie électrique	300 876 553,69	0,21%
	Publicité	1 819 107 300,68	1,28%
	Impression et reproduction	1 315 160 550,00	0,93%
	Imprimé de valeur	5 049 756 700,00	3,56%
	location et affrètement des moyens de transport	528 934 733,64	0,37%
	Titres de voyages/intérieur	488 951 979,50	0,34%
	Titres de voyages/extérieur	1 350 906 555,00	0,95%
	location immobilière	743 158 690,57	0,52%
4	Frais d'hébergement	637 443 775,00	0,45%
	Location d'équipement et matériel	1 558 000,00	0,00%
	Entretien d'équipement et matériel	859 790 329,17	0,61%
	Réparation d'équipement et matériel	111 975 496,45	0,08%
	Soin de protection de l'environnement	179 173 160,00	0,13%
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	428 307 738,80	0,30%
	Frais de mission à l'intérieur	4 959 530 593,20	3,49%
	Frais de mission à l'extérieur	1 370 351 845,97	0,97%
	Frais d'assurances	380 153 255,00	0,27%
	Prestation intellectuelle d'organisme de formation	3 083 225 452,04	2,17%
	Commissions bancaires	945 016 421,97	0,67%
	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE LA DGI	**10 239 530 478,67**	**7,21%**
	Bourses d'études	99 532 500,00	0,07%
5	Aides et secours	782 170 144,64	0,55%
	Frais médicaux et pharmaceutiques	7 031 554 079,58	4,95%
	Frais funéraires	2 326 273 754,45	1,64%
	TOTAL DEPENSES	**141 980 924 774,67**	**100,00%**

IV.2.2.2. Emploi des pénalités recouvrées

Au cours de l'année 2022, les ressources globales issues des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI se sont élevées à **FC 191.641.436.917,29** dont **FC 28.691.291.392,54** au titre de report du solde créditeur de l'exercice 2021, **FC 2.669.753.829,70** au titre de quote-part des investissements des mois de novembre et décembre 2021 versés en 2022 et **FC 160.280.391.695,05** au titre des pénalités recouvrées pendant l'année 2022

Le montant de **FC 191.641.436.917,29** a servi à l'exécution des dépenses à hauteur de **FC 142.911.549.427,50**, dégageant ainsi un solde créditeur de **FC 48.729.887.489,79**. L'exécution de ces dépenses est détaillée de la manière ci-après :

- **FC 132.944.144.642,42** au titre de prime de contentieux payée au personnel ;
- **FC 9.887.004.785,08** au titre de dépenses d'investissements ;
- **FC 80.400.000,00** au titre de casse-croute.

IV.2.2.2.1. Prime de contentieux

Au cours de l'année 2022, l'enveloppe allouée à la prime de contentieux de **FC 132.944.144.642,42** a été totalement reversée au personnel.

IV.2.2.2.2. Dépenses d'investissements

En 2022, l'enveloppe réservée à la couverture des dépenses d'investissement a représenté un montant de **FC 56.027.538.445,17**, composés de **FC 27.336.247.052,63** au titre des pénalités recouvrées au cours de l'année et de **FC 28.691.291.392,54** du report du solde de l'année 2021.

Par ailleurs, déduction faite des débours d'un montant de **FC 80.400.000,00** relatif au casse-croûte, le montant net retenu au titre de dépenses d'investissement est de **FC 55.947.138.445,17.** Cependant, les quotes-parts des investissements nets des mois de novembre et décembre 2021 de l'ordre de **FC 2.669.753.829,70**, ayant été virées dans le compte « Fonds d'investissements » en 2022, les investissements nets au 31 décembre 2022 se sont chiffrés à **FC 58.616.892.274, 87** dont les dépenses réalisées sont contenues dans le tableau suivant :

N°	NATURE DEPENSES	DEPENSES EFFECTUEES SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS
1	**DEPENSES DE PRESTATION**	**394 159 389,45**
	Commissions bancaires	111 661 325,80
	Autres prestations	12 130 431,50
	Installations ascenseurs	22 997 911,20
	Frais expertise ITP	154 217 943,18
	Frais de dénonciation fraude	93 151 777,76
2	**EQUIPEMENTS**	**6 799 181 130,80**
	Acquisition mobiliers	501 607 418,94
	Acquisition équipements de construction (Containers)	28 771 479,09
	Acquisition équipements de communication	48 320 932,18
	Acquisition équipements électroménagers (splits)	2 833 159 569,53
	Acquisition équipements transport	2 911 531 016,81
	Acquisition équipements électriques	83 344 344,59
	Acquisition équipements non classés	9 936 189,63
	Acquisition équipements médicaux	165 135 331,53
	Acquisition équipement hydrauliques	138 359 370,52
	Acquisition matériels informatiques	79 015 477,97
3	**CONSTRUCTION, REHABILITATION**	**2 693 664 264,83**
	Travaux de construction, réfection et réhabilitation	828 058 260,86
	Acquisition terrains	1 865 606 003,97
	TOTAL DEPENSES	**9 887 004 785,08**
	Solde au 31 décembre 2022	**48 729 887 489,79**

IV.2.2.3. Cumul des dépenses effectuées

Les crédits de fonctionnement de **FC 141.980.749.995,50** et les fonds d'investissements de **FC 9.887.004.785,08** ont donné un cumul de **FC 151.827.754.780,75** des dépenses effectuées par la DGI au cours de l'année 2022. Le tableau ci-dessous en donne les détails :

N°	NATURE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
1	**DETTE INTERIEURE**	**1 971 037 311,04**	**0,00**	**1 971 037 311,04**
	Dette Sociale	1 911 436 149,64		1 911 436 149,64
	Dette commerciale	59 601 161,40		59 601 161,40
	Frais financiers			0,00
2	**DEPENSES DU PERSONNEL**	**88 332 433 621,31**	**0,00**	**88 332 433 621,31**
	Primes permanentes	70 090 864 391,76		70 090 864 391,76
	Primes non permanentes	17 944 859 459,55		17 944 859 459,55
	Frais de mutation	296 709 770,00		296 709 770,00
	Indemnités kilométriques			0,00
3	**BIENS ET MATERIELS**	**14 576 169 198,72**	**0,00**	**14 576 169 198,72**
	Fournitures et petits matériels de bureau	11 028 505 785,24		11 028 505 785,24
	Produits médicaux et pharmaceutiques	479 522 380,00		479 522 380,00
	Outils médico-chirurgicaux et de diagnostic	70 281 384,00		70 281 384,00
	Matériaux de construction et de quincaillerie	81 386 652,00		81 386 652,00
	Pièces de rechanges moyens roulants	24 878 310,00		24 878 310,00
	Pièces de rechanges et autres équipements	73 984 515,48		73 984 515,48
	Fournitures énergétiques	2 274 667 662,00		2 274 667 662,00
	Textiles et tissus	542 942 510,00		542 942 510,00

N°	NATURE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
4	**DEPENSES DE PRESTATION**	**26 861 754 164,93**	**394 159 389,45**	**27 255 913 554,38**
	Commissions bancaires		111 661 325,80	**111 661 325,80**
	Autres prestations:		12 130 431,50	**12 130 431,50**
	Installations ascenseurs		22 997 911,20	**22 997 911,20**
	Frais expertise ITP		154 217 943,18	**154 217 943,18**
	Frais de dénonciation fraude		93 151 777,76	**93 151 777,76**
	Communication & télécommunication	2 064 166 081,88		**2 064 166 081,88**
	Alimentation en eau	244 208 952,37		**244 208 952,37**
	Alimentation en énergie électrique	300 876 553,69		**300 876 553,69**
	Publicité	1 819 107 300,68		**1 819 107 300,68**
	Impression et reproduction	1 315 160 550,00		**1 315 160 550,00**
	Imprimé de valeur	5 049 756 700,00		**5 049 756 700,00**
	location et affrètement des moyens de transport	528 934 733,64		**528 934 733,64**
	Titres de voyages/ intérieur	488 951 979,50		**488 951 979,50**
	Titres de voyages/ extérieur	1 350 906 555,00		**1 350 906 555,00**
	location immobilière	743 158 690,57		**743 158 690,57**
	Frais d'hébergement	637 443 775,00		**637 443 775,00**
	location d'équipements et matériel	1 558 000,00		**1 558 000,00**
	Entretien d'équipements et matériel	859 790 329,17		**859 790 329,17**
	Réparation d'équipement et matériel	111 975 496,45		**111 975 496,45**
	Soin de protection de l'environnement	179 173 160,00		**179 173 160,00**
	Entretien, réparation et décoration d'édifices	428 307 738,80		**428 307 738,80**
	Frais de mission à l'intérieur	4 959 530 593,20		**4 959 530 593,20**
	Frais de mission à l'extérieur	1 370 351 845,97		**1 370 351 845,97**
	Frais d'assurances	380 153 255,00		**380 153 255,00**
	Prestation intellectuelle d'organisme de formation	3 083 225 452,04		**3 083 225 452,04**
	Commission bancaire	945 016 421,97		**945 016 421,97**

N°	NATURE DEPENSES	DEPENSES FINANCEES PAR LES CREDITS DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES FINANCEES PAR LES FONDS D'INVESTISSEMENTS	TOTAL
5	**TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE LA DGI**	**10 239 530 478,67**	**0,00**	**10 239 530 478,67**
	Bourse d'études	99 532 500,00		**99 532 500,00**
	Aides et secours	782 170 144,64		**782 170 144,64**
	Frais médicaux et pharmaceutiques	7 031 554 079,58		**7 031 554 079,58**
	Frais funéraires	2 326 273 754,45		**2 326 273 754,45**
6	**EQUIPEMENTS**	**0,00**	**6 799 181 130,80**	**6 799 181 130,80**
	Acquisition mobiliers		501 607 418,94	**501 607 418,94**
	Acquisition équipements de construction (Containers)		28 771 479,09	**28 771 479,09**
	Acquisition équipements de communication		48 320 932,18	**48 320 932,18**
	Acquisition équipements électroménagers (splits)		2 833 159 569,53	**2 833 159 569,53**
	Acquisition équipements transport		2 911 531 016,81	**2 911 531 016,81**
	Acquisition équipements électrique		83 344 344,59	**83 344 344,59**
	Acquisition équipements non classés		9 936 189,63	**9 936 189,63**
	Acquisition équipements médicaux		165 135 331,53	**165 135 331,53**
	Acquisition équipements hydrauliques		138 359 370,52	**138 359 370,52**
	Acquisition matériels informatiques		79 015 477,97	**79 015 477,97**
7	**CONSTRUCTION, REHABILITATION**	**0,00**	**2 693 664 264,83**	**2 693 664 264,83**
	Travaux de construction, réfection et réhabilitation		828 058 260,86	**828 058 260,86**
	Acquisition terrains		1 865 606 003,97	**1 865 606 003,97**
	TOTAL DEPENSES	**141 980 924 774,67**	**9 887 004 785,08**	**151 867 929 559,75**
	Solde au 31 décembre 2022	**12 234 603 440,89**	**48 729 887 489,79**	**60 964 490 930,68**

IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR, IMPRIMES SPECIFIQUES, MANUELS ET MATERIELS INFORMATIQUES & REPROGRAPHIQUES

Au courant de l'année 2022, la DGI a eu à exploiter ses stocks des plaques minéralogiques, des imprimés de valeur, des imprimés spécifiques, des manuels ainsi que des matériels informatiques et reprographiques pour lesquels les lignes suivantes livrent quelques points d'information.

IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES

A l'issue des formalités d'usage, la DGI livre les plaques minéralogiques ainsi que les imprimés d'immatriculation aux différents requérants. Les points ci-dessous en donnent les détails :

IV.3.1.1. Situation de variation de stock

Au cours de l'année 2022, la DGI a reçu et mis à la disposition des services un stock de plaques autos, cartes roses, demande d'immatriculation véhicule, tel que renseigné ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Plaque auto	0	44 175 paires	44 175 paires	0
2	Carte rose	0	29 500 pièces	29 500 pièces	0
3	Demande d'immatriculation véhicule	773 carnets	1 500 carnets	2 205 carnets	68 carnets

IV.3.1.2. Situation de mise de stock des plaques minéralogiques à la disposition des services

La situation du stock des plaques minéralogiques autos mises à la disposition des services pour attribution aux requérants, est renseignée dans le tableau ci- dessous :

DUI-K	DPI/ BANDUNDU	DPI/EQUATEUR	DPI/KASAI-ORIENTAL	DPI/KATANGA	DPI/KONGO CENTRAL	DPI/PROVINCE ORIENTALE	DPI/NORD-KIVU	DPI/SUD-KIVU	TOTAL
20 413	890	390	600	13 209	3 220	1 738	2 995	720	**44 175**

IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR

Au cours de l'année 2022, la variation de stock des imprimés de valeur se présente de la manière ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Attestation de situation fiscale	465 497	0	1 500	463 997
2	Attestation d'exemption	0	700 000	682 500	17 500
3	Code des impôts Edition 2014	17	0	0	17
4	Code des impôts Edition 2017	57	0	0	57
5	Code des impôts Edition 2021	780	2 036	907	1 909

IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES

Au cours de la même période, la DGI a utilisé les imprimés spécifiques renseignés dans le tableau ci-dessous :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Avis à tiers détenteurs	30 000	0	0	30 000
2	Bon à payer	22 101	0	1 350	20 751
3	Bordereau de versement d'acompte de l'IBP à charge des petites entreprises	90 000	300 000	286 000	104 000
4	Bordereau de versement d'acompte provisionnel de l'IBP à charge des grandes et moyennes entreprises	106 000	500 000	302 000	304 000
5	Agenda 2022	0	4 500	4 500	0
6	Calendrier de table 2022	0	5 500	5 500	0
7	Calendrier mural 2022	0	6 500	6 500	0
8	Commandement	298 000	0	10 000	288 000
9	Contrainte	104 000	0	5 000	99 000
10	Déclaration d'assujettissement TVA	16 900	0	0	16 900
11	Déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	15 850	0	11 000	4 850
12	Déclaration de l'État Récapitulatif de l'IPR	7 500	155 000	137 000	25 500
13	Déclaration de l'Impôt Mobilier	32 750	0	32 250	500
14	Déclaration de IBP à charge des Grandes et Moyennes Entreprises	285 500	50 000	326 000	9 500
15	Déclaration de TVA retenue à la source par les entreprises minières	50 000	0	25 500	24 500

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
16	Déclaration de l'IBP des Petites Entreprises	47 750	200 000	247 000	500
17	Déclaration de l'impôt sur la superficie de Concession Minières et d'Hydrocarbures	70 000	0	500	69 500
18	Déclaration de la quotité trimestrielle de l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations du Personnel domestique et des salariés des micro-entreprises	1 000	50 000	41 000	10 000
19	Déclaration de l'Impôt Forfaitaire à charge de micro-Entreprises en matière d'Impôt sur les Bénéfices et Profits	216 000	200 000	374 500	41 500
20	Déclaration mensuelle de l'IPR (avec code barre)	274 000	1 350 000	1 266 500	357 500
21	Déclaration mensuelle de TVA (avec code barre)	0	0	0	0
22	Déclaration mensuelle unique de l'IPR (CNSS, INPP, ONEM & DGI)	15 500	54 000	55 500	31 000
23	Déclaration mensuelle de TVA	52 000	1 000 000	487 000	565 000
24	Demande de remboursement crédit TVA	56 500	0	1 500	55 000
25	Déclaration de l'Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	26 500	0	0	26 500
26	Annexe déclaration de l'impôt professionnel sur les prestations de service des personnes non résidentes en RDC	15 850	0	11 000	4 850
27	Annexe I déclaration de la TVA	0	764 000	261 000	503 000
28	Annexe II déclaration de la TVA	0	442 500	246 000	196 500
29	Annexe TVA retenue à la source	0	50 000	25 500	24 500
30	Fiche médicale	25 500	0	0	25 500
31	Fiche de recensement PM	84 500	150 000	39 500	195 000
32	Fiche de recensement PP	123 950	300 000	164 500	259 450
33	Fiche intercalaire	500	240 000	211 500	29 000
34	Képis avec logo DGI	0	10 000	2 940	7 060
35	Main levée	125 500	0	0	125 500
36	Note de calcul	135 000	0	0	135 000
37	Note de perception informatisée	11 000	0	0	11 000
38	Note de perception manuelle	0	4 000	3 172	828

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE À LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
39	Pagne à logo DGI	9	0	5	4
40	Papier en-tête DG	7 500	35 000	42 500	0
41	Papier en-tête DG/suite	29 500	0	1 000	28 500
42	Papier en-tête DGA/Q.A&F	3 000	0	3 000	0
43	Papier en-tête DGA/Q.F&R	4 000	0	1 000	3 000
44	Papier en-tête DRH	2 500	35 000	22 500	15 000
45	Papier en-tête DESCOM	0	5 000	5 000	0
46	Papier en-tête DIRINFO	0	5 000	5 000	0
47	Papier en-tête DIREC	21 500	0	5 000	16 500
48	Papier en-tête DLEG	0	5 000	5 000	0
49	Papier en-tête DPI/BANDUNDU	0	5 000	5 000	0
50	Papier en-tête DGE/Directeur	15 500	0	15 000	500
51	Papier en-tête DGE/suite	33 000	0	0	33 000
52	Papier en-tête DUI-K	0	15 000	15 000	0
53	Papier en-tête DPI/EQUATEUR	0	5 000	5 000	0
54	Papier en-tête DPI/KASAI-ORIENTAL	0	25 000	25 000	0
55	Papier en-tête DPI/KASAI-OCCIDENTAL	0	5 000	5 000	0
56	Papier en-tête DPI/MANIEMA	0	4 500	4 500	0
57	Papier en-tête DPI/SUD-KIVU	0	10 000	10 000	0
58	Procès-Verbal d'évaluation du Chiffre d'Affaires	42 000	0	40 000	2 000
59	T-shirt avec logo DGI	133	10 000	4 760	5 373

IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS

A fin 2022, la situation de stock des manuels se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Bâtir l'émergence du Congo démocratique par la gouvernance	0	50	0	50
2	Bonne gouvernance	2	0	0	2
3	Cassation en Droit Congolais	4	0	0	4
4	Code Général des Impôts	26	0	6	20
5	Comprendre la statistique descriptive	98	49	0	147
6	Code Forestier	38	0	0	38
7	Code Minier, édition 2002	16	0	0	16
8	Code Minier, édition 2018	204	0	107	97
9	Commentaire du Code des Impôts	9	0	0	9
10	Code de la route	18	0	0	18
11	Congo-Zaïre les coulisses du pouvoir sous MOBUTU	1	0	0	1
12	Constitution de la RDC	4	0	0	4
13	Conseiller comptable	300	0	290	10
14	Controverse de la Circulaire n°002 du 6 juin 2019	14	0	0	14
15	Comptabilité Générale OHADA	40	0	0	40
16	Décret n°04/099 du 30 décembre 2004 modifiant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	4	0	0	4
17	Décret n° 011/43 du 22 novembre 2011 modifiant et complétant le Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	239	0	130	109
18	Décret n°017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la DGI	234	0	145	89
19	Décentralisation fiscale en RDC	45	0	0	45
20	Droit fiscal (Prof. SHOTSHA)	45	0	0	45
21	Droit fiscal congolais 3 (Prof. BUABUA)	5	0	0	5
22	Droit fiscal International (Robert UMBA)	98	0	0	98
23	Droit fiscal Congolais au regard du système comptable OHADA (Vincent KABWA)	98	0	0	98
24	Droit des Finances Publiques (Prof. BAKANDEJA)	9	0	0	9

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
25	Droit commercial Congolais	34	0	0	34
26	Droit Economique Congolais	0	500	480	20
27	Droit juridique congolais	0	19	0	19
28	Education à la citoyenneté	0	1	0	1
29	Entrepreneuriat ou petit commerce	0	49	0	49
30	Etat pivot dans une économie globale	20	0	0	20
31	Ethique et déontologie professionnelle	3	0	0	3
32	Finances publiques approfondies	8	0	0	8
33	Finances publiques (Paul OMANDJI)	7	0	0	7
34	Fier d'être Congolais	93	0	0	93
35	Flash impôt édition spéciale	324	0	0	324
36	Guide de contrôle sur pièces	752	0	5	747
37	Guide de contrôle sur place	752	0	5	747
38	Guide des entreprises relevant de la DGE	540	0	0	540
39	Guide fiscal et Comptable de la TVA, 1ère édition	2 059	0	200	1 859
40	Guide Comptable de la TVA, 2ème édition	42	0	0	42
41	Impôt Cédulaire sur les revenus en droit fiscal congolais	29	34	0	63
42	Imposition des rémunérations	1 150	0	0	1 150
43	La gangrène de l'économie congolaise	1	0	0	1
44	Introduction générale au Management	10	0	0	10
45	Inter ministérialité le meilleur mode de gestion	0	198	0	198
46	Job Description	2 521	3	0	2 524
47	Le Budget de l'Etat	98	0	0	98
48	Lèves-toi congolais et redore le blason de ton identité	49	0	0	49
49	Les impôts congolais	97	0	85	12
50	Les normes de la rédaction fiscale	0	1	0	1
51	Les combats de KABILA	0	1	0	1
52	Les Codes Larciers	14	0	0	14

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
53	Les règles de profession d'avocat	1	0	0	1
54	Les projets techniques	1	0	0	1
55	Les obligations juridiques du banquier	13	0	0	13
56	Loi de finances n° 18/025 du 13 décembre 2018 pour l'exercice 2019	98	0	0	98
57	Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021	10	0	5	5
58	Loi de finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022	0	250	230	20
59	Loi de finances rectificative n° 21/028 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2021	0	250	215	35
60	Loi n° 16/013 du 15 juillet 2016 portant statut des agents de carrière des services publics de l'État	1 534	0	0	1 534
61	Loi n° 10/010 du 27 avril 2010 relative aux Marchés Publics	12	0	0	12
62	Loi n° 13/013 du 1er janvier 2013 portant statut du personnel de carrière de la police nationale	6	0	0	6
63	Mieux comprendre la fiscalité pour investir	300	0	290	10
64	Magazine Grand Lac n° 76 février/mars 2009/10	96	0	0	96
65	Manuel des exercices de droit fiscal	2	0	0	2
66	Manuel des procédures de la dépense	351	0	21	330
67	Journal officiel n° spécial du 31 mars 2003 contenant la Loi 004/2003 du 13 mars 2003 portant réformes des procédures fiscales, la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes et précomptes sur l'IBP et la Loi n° 008/03 du 18 mars 2003 portant modification de l'Ordonnance-Loi n° 69-058 du 5 décembre 1969 relative à l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires	229	0	0	229
68	Journal officiel n° spécial du 15 mars 2003	10	0	0	10
69	Journal officiel n° spécial du 20 mai 2015 portant règlement général sur la comptabilité	50	0	0	50
70	OHADA : Traités et actes	1	0	0	1
71	Ordonnance n° 20/058 du 30 juin 2020 portant mesure collective de grâce	15	0	0	15

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
72	Quid du juge de validité de la saisie	1	0	0	1
73	Plans des comptes OHADA	100	0	0	100
74	Procédures Fiscales	527	0	480	47
75	Précis de comptabilité générale	300	0	280	20
76	Précis de comptabilité générale SYSCOHADA	0	15	0	15
77	Rapport annuel d'activités de la DGI 2010	124	0	0	124
78	Rapport annuel d'activités de la DGI 2011	124	0	0	124
79	Rapport annuel d'activités de la DGI 2012	124	0	0	124
80	Rapport annuel d'activités de la DGI 2013	124	0	0	124
81	Rapport annuel d'activités de la DGI 2014	124	0	0	124
82	Rapport annuel d'activités de la DGI 2015	173	0	0	173
83	Rapport annuel d'activités de la DGI 2016	138	0	12	126
84	Rapport annuel d'activités de la DGI 2017	73	0	12	61
85	Rapport annuel d'activités de la DGI 2018	459	0	42	417
86	Rapport annuel d'activités de la DGI 2019	0	500	425	75
87	Journal Officiel n° Spécial du 6 janvier 2020 contenant la Loi n° 19/004 du 31 décembre 2019 portant reddition des comptes de la Loi de Finances du pouvoir central n° 17/014 du 24 décembre 2017 pour l'exercice 2018	66	0	0	66
88	Recueil des textes sur le marché Public	26	0	2	24
89	Référentiel comptable OHADA	1	0	0	1
90	Reddition des comptes et Loi de Finances rectificative pour l'exercice 2020	10	0	0	10
91	Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier	4	0	0	4
92	Journal officiel n° spécial du 12 juin 2018 contenant le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant règlement minier tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018 (Textes coordonnés)	204	0	7	197

N°	DESIGNATION	REPORT	QTE RECUE	QTE MISE A LA DISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
93	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	495	0	400	95
94	Taxe sur la Valeur Ajoutée et mesure d'exécution	10	0	0	10
95	Traité financier Congolais	18	0	0	18
96	TVA, analyses et commentaires de la législation et de la réglementation congolaise	7	0	0	7
97	Uni par le sort	1	0	0	1
98	Un état pivot dans une économie globale en découplage	0	18	0	18

IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES

La situation de stock des matériels informatiques et reprographiques à fin 2022 se présente comme suit :

N°	DESIGNATION	QUANTITE RECUE	QUANTITE MISE A LADISPOSITION DES SERVICES	STOCK FIN D'ANNEE
1	Copieur	18	18	0
2	Destructeur papier	1	1	0
3	Ordinateur fixe	192	192	0
4	iPad pro 10.2 256	4	4	0
5	Imprimante LaserJet M609	11	11	0
6	Imprimante pro M404dn	51	51	0
7	Imprimante MFP477	9	9	0
8	Laptop	222	222	0
9	Onduleur 10 KVA	4	4	0
10	Onduleur 1200 VA	104	104	0
11	Rétroprojecteur	2	2	0
12	Routeur	4	4	0
13	Scanner	2	2	0
14	Serveur	5	5	0
15	Stabilisateur	7	7	0
16	Switch cisco	11	11	0
17	Modem TP-Link 7350	107	107	0

IV.4. GESTION DU PATRIMOINE

La gestion du patrimoine de la DGI est retracée à travers la situation des immeubles, du charroi automobile, des motos et des hors-bords.

IV.4.1. Situation des immeubles

La situation des immeubles pour lesquels la DGI est propriétaire se présente de la manière suivante :

SERVICE	N°	AFFECTATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
Administration Centrale	1	Hôtel des Impôts	Immeuble	Croisement des avenues des Marais et Haut-Congo n° 31 Commune de la Gombe	- Certificat d'enregistrement N°19252 Vol. AI474 Folio 102 du 7 mai 2012
	2	Centre médical/ Limete	Immeuble	Petit boulevard 2ème Rue Industriel N° 273/867 Commune de Limete	Certificat d'enregistrement N° Vol. AMA 117, Folio 55 du 27 avril 2012
	3	Centre médical/ Ozone	Immeuble	Av. Nsuala n° 2/B, Route de Matadi/Binza-Ozone Commune de Ngaliema	Certificat d'enregistrement N°Vol. AI503 Folio
	4	Centre de Mbudi	Terrain	Croisement des avenues des Carrières et du Fleuve, Kinsuka, Commune de Mont-Ngafula	Certificat d'enregistrement en copie AMA 63 Folio 183 n° 10775
	5	A affecter	Immeuble	Avenue Colonel Mpia n° 31, Q/Joli Parc Commune de Ngaliema	Certificat d'enregistrement Vol ANG 20 Folio 21 du 23/10/2018
	6	DGE	Immeuble	Boulevard du 30 juin, Commune de Gombe	Obtenu du Ministère des ITPR
DUI-K	1	Siège	Immeuble	Avenue de la Révolution n° 819, Place Commerciale/ Commune de Limete	Vol. AMA 80 Folio 104
	2	CDI	Immeuble	Croisement des avenues Commerce et Kasaï, Commune de la Gombe	Certificat d'enregistrement AGL 536 Folio 1 du 23/11/2007
	3	CIS/Gombe	Immeuble	Croisement des avenues de la Libération et des Orangers n°3744, Commune de la Gombe	Certificat d'enregistrement Vol. AGL 546 Folio 1 du 11 janvier 2019
	4	CIS/Kinshasa	Immeuble	Av. Kabambare n° 119 Commune de Kinshasa	
	5	Division Véhicules + CIS/Limete	Immeuble	Petit Boulevard 7ème et 8ème Rue, Quartier Industriel, Commune de Limete	Certificat d'enregistrement Vol. AMA. 122 Folio 102 du 13 décembre 2012
	6	CIS/Kasa-vubu	Immeuble	Avenue Dibaya n° 52 Commune de Kasa-vubu	Certificat d'enregistrement Vol. AKN I8 Folio II 7 du 12 mars 2021
	7	A affecter	Immeuble	Avenue Kabambare n° 139, Quartier Djalo, Commune de Kinshasa	Livret de logeur délivré en duplicata le 08 mai 1976
	8	A affecter	Immeuble	Avenue Kianza n° 17 Commune de Ngaba	Certificat d'Enregistrement n° vol ANA.21 Folio 108 du 06 juin 1995 et ayant le numéro 702 du plan cadastral.
DPI/ Bandundu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue de la Mission n° 27, Q/ Salongo Commune de Basoko	Certificat d'enregistrement Vol. B.II Folio 82 N° 407 C.U. du 20 juillet 2005
	2	CIS Inongo	Immeuble	Avenue Mobutu n°123	Certificat d'enregistrement n° 919 C.U Plan Cadastral

SERVICE	N°	AFFECTATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Kongo Central	1	Siège + CDI	Immeuble	Avenue de la Poste n° 146, Q/Ville Basse Commune de Matadi	Certificat d'enregistrement n° 16486 Vol. C1/7 Folio 136 du 9 juillet 2012
	2	Résidence DPI	Immeuble	Avenue Mikalukidi n° 42 Q/ Ville haute Commune de Matadi	Certificat d'enregistrement n° 28205 Vol. C1/4 Folio 1304 du 02 février 2011
	3	Guest House	Immeuble	Avenue Corniche,n° 25 Q/Ville Haute, Commune de Matadi	Certificat d'enregistrement N° 28205 Vol. C1/4 Folio 105 du 01 février 2011
	4	CIS Mbanza Ngungu	Immeuble	Avenue de la Poste N°3 Ville Basse	
	5	CIS Inkisi	Immeuble	Concession District de Lukaya	
	6	CIS Moanda	Immeuble	Avenue Tshitshia n° 02 Cité de Moanda	Nouveau bâtiment abritant le CIS Moanda, construit et livré en 2019 par la société SOCOGERH
	7	CIS Tshela	Immeuble	Centre commercial de Tshela/ Route Boma-Tshela	
	8	CIS Luozi	Immeuble	Avenue Place Commerciale vers Rond-point Ngandu, Cité de Luozi	
	9	CIS Boma	Immeuble	Avenue Mahuku n° 13 Ville de Boma	
	10	CIS Nzamvu	Immeuble	Avenue Muanda, Commune de Nzanza	
	11	CIS Kimpese	Immeuble	Centre commercial, Ville de Kimpese	
DPI/Equateur	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Bolenge n° 17/Centre-Ville de Mbandaka	
	2	Résidence DPI	Immeuble	Avenue Major Vangu n° 6 Commune de Mbandaka	Certificat d'enregistrement N° 29088 Vol. E/1 LXII Folio 38 du 20 décembre 2013
	3	CIS Gemena	Immeuble	Avenue Libenge n° 2015, Centre-ville	Certificat d'enregistrement Vol. EDEM VII Folio 190 du 20/05/2019 pour la parcelle n° 2015 du plan cadastral
	4	CIS Bumba	Immeuble	Avenue Mongandenge n°8 Ville de Bumba	Certificat d'enregistrement Vol. IV Folio 206 du 06/01/2020 pour la parcelle n° 90/S.U. du plan cadastral
	5	CIS Lisala	Immeuble	Avenue Mobutu n° 9 Centre-ville	Certificat d'enregistrement Vol. IV Folio 206
	6	CIS Boende	Immeuble	Avenue Luila n° 5 Q/Urbain Commune de Boende	
DPI/Kasaï-Occidental	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Kasa-Vubu et Guillaume Lubaya n° 236, Q/Malanji Commune de Kananga	Certificat d'enregistrement Vol. K 167, Folio 197
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Walikale n° 364, Q/ Malanji, Commune de Kananga	- Certificat d'enregistrement Vol. F 98 , Folio 73 du 05 mars 1991 - lettre de consignation (gardiennage) n° 21/0070 du 23 janvier 2008/ original du certificat
	3	CDI	Terrain	Croisement des avenues de la Mission et Kinkole n° 464, Commune de Kananga	Certificat d'enregistrement Vol. K 167, Folio 186(certificat annulé par arreté provincial 01/14/CAB/GP/KG/ MKM/033/2020 du 02 juin 2020, démarches en cours pour l'obtention d'un nouveau
	4	CIS Kananga I	Immeuble	Avenue Saio n° 5, Q/Malanji, Commune de Kananga	Certificat d'enregistrement Vol. K 167, Folio 185
	5	CIS Dibaya	Immeuble	Route de Kananga n° 52 Q/ Tshimbulu	Certificat d'enregistrement Vol. K 4, Folio 220

SERVICE	N°	AFFECTATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Kasaï-Occidental	6	CIS Luiza	Terrain	Route Kananga n° 3720, Territoire de Luiza	Acquisition en 2014
	7	CIS Ilebo	Immeuble	Avenue Kabila n° 282, Q/ Lumumba	Certificat d'enregistrement Vol. K 3, Folio 22
	8	CIS Kamonia	Terrain	Avenue Lumumba n° 537, Cité de Kamonia, Territoire de Kamonia	Acquisition en 2013
	9	CIS Tshikapa I	Immeuble	Avenue Likasi n° 1353, Commune de Kanzala, Ville de Tshikapa	N° Cadastre 1553 et PV de constat de lieu (acquisition en 1993)
DPI/Kasaï-Oriental	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Kasangulu n° 8, Commune de Diulu	
	2	CDI Mbuji Mayi	Immeuble en construction	Avenue Tshala Muana, Commune de Muya	
	3	CIS Mwene-Ditu	Immeuble en construction	Avenue Ubangi n°1, Commune de Mwene-Ditu	
	4	CIS Lomami	Immeuble en construction	Avenue Ludimbi n° 8	Lettre n° 276/148/DIV./T.I./ LOM/2016 du conservateur portant attribution du terrain
	5	Résidence DPI	Immeuble		N° Cadastral 2585 Mbuji Mayi, C/Kanshi
DPI/Katanga	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Sendwe n° 69, Commune de Lubumbashi, Ville de Lubumbashi	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Basoko n° 5, Ville de Lubumbashi	
	3	Antenne/DGE	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	
	4	CDI Lubumbashi	Immeuble	Avenue Kapenda n° 13, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	Certificat d'enregistrement n° Vol. 278 Folio 91
	5	CIS Lubumbashi	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12, Commune de Lubumbashi Ville de Lubumbashi	
	6	CIS Katuba	Immeuble	Avenue Zimambu n° 3 Commune de Katuba Ville de Lubumbashi	
	7	CIS Kamalondo	Immeuble	Avenue Sendwe n° 12/14 Commune de Kamalondo Ville de Lubumbashi	
	8	CIS Likasi	Immeuble	Avenue de la Justice n° 5, Centre-ville de Likasi	
	9	CIS Kolwezi	Immeuble	Avenue Lukala n° 617, Commune de Dilala	
	10	CIS Kalemie	Immeuble	Avenue Lumumba n° 27	
	11	CIS Kamina	Immeuble	Avenue Mama Yemo n° 21 Centre-Ville de Kamina	
	12	CIS Sakania	Immeuble	Avenue Kasumbalesa n° 132	Certificat d'enregistrement Vol. 2 Folio 0170 et Vol. 2 Folio 0171 du 4 mars 2014
	13	CIS Kipushi	Immeuble	Avenue Mobutu	

SERVICE	N°	AFFECTATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
DPI/Maniema	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue du Commerce n°5 Commune de Kasuku, Ville de Kindu	Certificat d'enregistrement N° 37413 Vol. H5 Folio 192 du 20 septembre 2010
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Ikese III C Commune Kasuku; Q/Basoko	Contrat de location n° 50840 du 29/07/2019, acquisition en 2010
	3	CIS Kindu	Immeuble	Avenue 3Z en face de l'Hôtel Valencia, Commune de Kasuku	
	4	CIS Kalima	Immeuble	Avenue Kingombe Cité Kakutya Commune de Kalima	Contrat de location n° 1890 du 28/08/2020, acquisition en 2014
	5	CIS Kasongo	Immeuble	Avenue Lambalamba n° 47	Certificat d'enregistrement d'une concession ordinaire n° d'ordre général 1034 et spécial 1036 (CCO n° 0442; vol H VII, folio 1111
	6	CIS Punia	Terrain	Quartier administratif	
	7	CIS Lubutu	Immeuble	Quartier administratif	
	8	CIS Kabambare	Immeuble	Avenue Salamabila	Certificat d'enregistrement N°0687; vol H 67, folio 1112
DPI/Nord-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble	Avenue Mont Goma n° 12/6 Q/les volcans, Commune de Goma	Certificat d'enregistrement Vol. n° 22 Folio 0000128 du 24/05/2005
	2	CDI	Immeuble	Avenue des messagers n° 10 Q/les volcans, Commune de Goma	Certificat d'enregistrement Vol. NG 22 Folio 0000127 du 1er /05/2005
	3	CIS Goma	Immeuble	Blvd Kanyamuhanga n° 12 Q/ les volcans Commune de Goma	Certificat d'enregistrement Vol. NG 37 Folio 080 du 26/03/2009
	4	CIS Beni	Immeuble	Croisement des avenues Atshongya et Sivirwa, Commune de Bungulu	Certificat d'enregistrement Vol. G3/22 Folio 169 S.U. 12101 du 04/12/2018
	5	CIS Butembo	Immeuble	Q/Bel Air Commune de Vulamba, Ville de Butembo	Certificat d'enregistrement Vol. G2/35 Folio S.U. 10570
	6	CIS Masisi	Terrain non bâti	Bloc administratif de Sake, Territoire de Masisi	Certificat d'enregistrement Vol. 64/10 Folio 083 du 09 janvier 2019
	7	Centre Médical	Immeuble	Avenue des Messagers n° 10 Q/les volcans, Commune de Goma	Certificat dɛnregistrement Vol. NG 22 Folio 0000127 du 1er /05/2005 (bâtiment contigu au CDI)
	1	Siège DPI	Immeuble	Croisement des avenues Matabo et Tanganyika, Commune de Makiso Ville de Kisangani	
	2	Résidence DP	Immeuble	Avenue Salumu n° 04 Commune de Makiso, Ville de Kisangani	
	3	CDI Kisangani	Immeuble	Avenue Mataba n° 10 Commune de Makiso, Ville de Kisangani	Certificat d'enregistrement Vol. CK 113 Folio 109 du 22 janvier 2014
	4	CIS Watsa	Immeuble	Avenue Kibali n° 502	Certificat d'enregistrement d'une concession ordinaire n° 011 Folio 11 du 07 septembre 2011
	5	CIS Isiro	Immeuble	Avenue Panga n° 6659, Centre-Ville de Isiro	Certificat d'enregistrement d'une concession ordinaire n° 010/009 Folio 340 du 14 octobre 2014

SERVICE	N°	AFFECTATION	NATURE DU BIEN	ADRESSE	OBSERVATION
	6	CIS Bondo	Immeuble en construction	Avenue Mobutu, Marché Central	
	7	CIS Dungu	Immeuble	Q/Ngilima, Dungu Centre	Certificat d'enregistrement n° 0011/03 Folio 00129
	8	CIS Isangi	Immeuble	Q/ Mundele Ngulu, Centre Commercial	
	9	CIS Bunia	Immeuble	Boulevard de Libération n° 265, Q/ Lumumba, Ville de Bunia	
	10	CIS Mambasa	Immeuble	Croisement Route Nationale et Route Beni n°4	
	11	CIS Buta	Immeuble	Avenue Roi Q/Rubi Buta C/ Fina	
	11	CIS Aru	Immeuble	Q/Essefe, Route principale	
DPI/Sud-Kivu	1	Siège DPI	Immeuble à 1 niveau	Avenue de la Cathédrale n° 5 Q/Ndendele, Commune d'Ibanda	Certificat d'enregistrement Vol. F 98 Folio 73 du 5 mars 1991
	2	CIS Bagira	Immeuble en construction	Sentier Nyangwe n° 1, Q/ Lumumba	Certificat d'une concession perpétuelle n° 2971 Vol. FB 144 Folio 142 du 23/11/2010
	3	CIS Kadutu	Immeuble en construction	Avenue Camp cinéma, Q/ Kasalu, Commune de Kadutu	Contrat de location Nab-DS/ N° 33535 du 20/06/2016
	4	CIS Fizi	Immeuble en construction	Avenue AEBAZ, Baraka	Contrat de concession 003/ maire n° DS/0606 du 31/10/2018
	5	CIS Mwenga	Terrain non bâti	Avenue Katimuga, Centre commercial 6	Contrat de location N° Na B-D8/N 2344 du 30/04/2013
	6	CIS Walungu	Terrain non bâti	Avenue Rubumba, Cité Kamanyola	Contrat de location N° 6035 du 02/11/2018
	7	CIS Shabunda	Terrain non bâti	Avenue Motomoke n° 32 Shabunda centre	Contrat de location N° Na B-D8/N° 801 du 26/01/2018

IV.4.2. Situation du charroi automobile

La situation du charroi automobile de la DGI à fin 2022 est présentée de la manière ci-après :

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	1	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00233	5041AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	2	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00144	5042AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	3	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00177	5043AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	4	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00169	5044AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	5	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT462271D0L00230	5045AN01	TRANSP. DU PERSONNEL	2013	2013	
	6	TATA	LPO 1316	40	BUS	MAT389066B0L00966	3179AH01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	7	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT38066B0L00038	9650AG01	TRANSP. DU PERSONNEL	2010	2011	
	8	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252GOLO3594	9698AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	9	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252GOLO3587	9699AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	10	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252GOLO3583	9702AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	11	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252GOLO3588	9703AY01	TRANSP. DU PERSONNEL	2017	2017	
	12	TOYOTA	LAND CRUISER 200SWGX BASIS	23	JEEP	JTMHX05J3G4123391	8377AH10	DIRECTEUR GENERAL	2017	2017	
	13	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ6GK178821	5842AV01	DIRECTEUR GENERAL HONORAIRE	2016	2016	
	14	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU81EDGU569850	5202ATO1	DGA/QFR	2016	2016	
	15	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEDX9F15HK26127	8230AX01	DGA/QAF	2016	2017	
	16	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJ5G5097226	5882AV01	DGA/QAF	2016	2016	
	17	TOYOTA	NEW RAV4	13	JEEP	JTMBD9EVXODO55280	3342AQ01	DGA/QAF	2014	2014	
	18	TOYOTA	LAND CRUISER TXL	14	JEEP	JTEBX9FJXHK266825	8229AX01	DGA/QAF	2016	2017	
	19	TOYOTA	LAND CRUISER TXL 2016	14	JEEP	JTEBH9FJOGK178863	5883AV01	DGA/ QFR HONORAIRE	2016	2016	
	20	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	MR2BW9F3801075190	1349AR01	SECRETAIRE DG HONORAIRE	2014	2015	
	21	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW923X01237639	3234AN01	SECRETAIRE DGA/QAF HONORAIRE	2012	2013	
	22	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00253987	0301AY01	SECRETAIRE DGA/QAF	2017	2017	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	23	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00256658	9060AX01	SECRETAIRE DGA/QAF	2017	2017	
	24	SUZUKI	CIAZ	8	VOITURE	MA3AVC41S00293532	0305AZ01	SECRETAIRE DGA/QFR	2017	2017	
	25	TOYOTA	YARIS	8	VOITURE	JTDBW92360L056784	1962AM01	SECRETAIRE DGA/QFR HONORAIRE	2013	2013	
	26	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU8101DEU399250	5149AS01	INSPECTEUR-COORDONNATEUR	2014	2015	
	27	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU81CDHU810242	9064AX01	DIRECTRICE RECHERCHE RECOUPEMENT	2017	2017	
	28	TOYOTA	LAND-CRUISER	17	JEEP	JTEB71J500057940	1929AH01	CENTRE MEDICAL	2010	2011	AMBULANCE
	29	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G203096306	4421AS01	DIRECTEUR GENERAL	2010	2015	
	30	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G803094771	4422AS01	DGBSG	2010	2015	
	31	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK226703077895	5784AN01	DGBSG	2013	2013	
	32	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P105010426	1003AS01	DGBSG	2015	2015	
	33	HYUNDAI	H-1	12	FOURGONETTE	KMFWBX7RAAU261843	0222AH01	COMPTABILITE CODE 0554	2010	2011	
	34	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RACU445667	0947AL01	COORDINATION	2012	2012	
	35	MITSUBISHI	L200	14	PICK-UP	V5M214875	4516AK01	DETACHEMENT POLICE/ DGI	2011	2012	
	36	TIGO	CHERY	9	JEEP	LVVDB4B2CD055887	5109AL01	COORDINATION	2012	2012	
	37	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027	0197AM01	DRH/DIV. AFFAIRES SOCIALES	2011	2012	
	38	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J707025173	3612AQ01	DIRECTION RECHERCHE ET RECOUPEMENT	2014	2014	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	39	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P205010418	1002AS01	COORDINATION	2014	2015	
	40	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P500027503	1005AS01	DESCOM	2014	2015	
	41	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P005010417	1001AS01	DRH	2014	2015	
	42	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71JX00086964	2777AY01	CENTRE MEDICAL	2016	2017	AMBULANCE
	43	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTF22G403061530	5602AM01	DIREC	2013	2013	
	44	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G103099892	0338AW01	DIRAF/ANTENNE LUFU	2015	2016	
	45	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295735	5983BB01	DIRECTEUR RATTACHE	2018	2018	
	46	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU220395	6569BB01	DIRECTEUR DESCOM	2017	2017	
	47	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU738852	5981BB01	DIRECTEUR GENERAL	2018	2018	
	48	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU734868	0382BB01	DGA/QFR	2018	2018	
	49	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DJU736991	5976BB01	DGA/QAF	2018	2018	
	50	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142982	6247BC01	DIRECTEUR DRH	2019	2019	
	51	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMJWA37RAMU173963	2477BK01	DIRECTEUR DRH	2021	2021	
	52	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHS381FDKU142829	6249BC01	DIRECTEUR DIRAF	2019	2019	
	53	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU200172	3658BK01	DIRECTEUR DGE	2021	2021	
	54	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381MDMU351155	3660BK01	DIRECTEUR LEGISLATION	2021	2021	
	55	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201927	4415BK01	DIRECTRICE DGBSG	2021	2021	
	56	HYUNDAI	PALISADE	12	JEEP	KMHR381CDMU243055	4423BK01	INSPECTEUR-COORDONNATEUR	2021	2021	
	57	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58630	9245BB01	DIRECTEUR DGBSG	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	58	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77394	4616BK01	CD GESTION BUDGETAIRE	2019	2021	
	59	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77395	4617BK01	CD INTENDANCE	2019	2021	
	60	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58624	9241BB01	CD INTENDANCE	2018	2019	
	61	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50730	9246BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE ENQUETE ET CONTREVERIFICATION FISCALE	2018	2019	
	62	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50729	9242BB01	CD COORDINATION	2018	2019	
	63	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50728	9239BB01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE SUIVI ET ENCADREMENT DES SERVICES	2018	2019	
	64	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77719	2426BE01	INSPECTEUR-CHEF DE BRIGADE AUDIT	2018	2019	
	65	HYUNDAI	NEW SANTAFE 2.4	12	JEEP	KMHS381DKU109435	2747BC01	PRESIDENT DELEGATION SYNDICALE/DGI	2018	2019	
	66	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FF300K002200	5015BC01	RECEVEUR PRINCIPAL HONORAIRE	2018	2019	
	67	HYUNDAI	H1	12	MINIBUS	KMJWA37RBKU043398	3063BC01	COORDINATION	2019	2019	
	68	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D50727	9244BB01	CD COMMUNICATION ET DOCUMENTATION/ DESCOM	2018	2019	
	69	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77714	2441BE01	CD POURSUITES/DIREC	2018	2019	
	70	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77715	2437BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	71	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77717	2414BE01	COORDO. CELLULE D'ETUDES/DESCOM	2018	2019	
	72	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77718	2429BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	73	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77674	1398BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	74	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77654	2022BE01	CD AFFAIRES SOCIALES/ DRH	2018	2019	
	75	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77655	2420BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	76	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77675	2017BE01	CD RECOUVREMENT/ DIREC	2018	2019	
	77	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77678	0600BE01	CD ETUDES ET DEVELOPPEMENT/ DIRINFO	2018	2019	
	78	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77679	2399BE01	CD LEGISLATON ET REGIMES FISCAUX D'EXCEPTION/DLEG	2018	2019	
	79	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77685	2092BE01	CD SUIVI DU CONTENTIEUX ET ELABORATION DE LA DOCTRINE/DLEG	2018	2019	
	80	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77686	1395BE01	CD EXPLOITATION/ DIRINFO	2018	2019	
	81	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77687	2466BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	82	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77689	2465BE01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/ DESCOM	2018	2019	
	83	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77593	1263BE01	CD COORDINATION DES OPERATIONS D'ASSIETTE/ DIRAF	2018	2019	
	84	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77702	2403BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	85	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77690	7448BH01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	
	86	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77692	0171BE01	CD RECOUPEMENTS/DRR	2018	2019	
	87	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77698	0172BE01	CD RESSOURCES HUMAINES/DRH	2018	2019	
	88	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77701	0167BE01	CD IMMATRICULATION ET GESTION DES REPERTOIRES/DIRAF	2018	2019	
	89	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77711	0170BE01	INSPECTEUR /CELLULE TECHNIQUE	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	90	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVL6077694	6716BL01	CD RESSOURCES HUMAINES/DRH	2021	2022	
	91	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77713	0169BE01	CD RECHERCHE/DRR	2018	2019	
	92	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RALU105440	6114BF01	DIRAF	2019	2019	
	93	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJINA37RAKU030243	5661BE01	INSPECTION DES SERVICES	2019	2019	
	94	TOYOTA	RUSH	8	JEEP	MHKE8FE200K001733	2789BE01	MEDECIN CHEF DE CENTRE MEDICAL/DGI	2018	2018	
	95	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT381228J7L00046	5580BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/CENTRE MEDICAL	2018	2019	
	96	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT381228J7L00867	5584BE01	TRANSPORT DU PERSONNEL/CENTRE MEDICAL	2018	2019	
	97	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT381228J7L00002	5585BE01	DGBSG	2018	2019	
	98	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971216	1482BF01	DRH /BUREAU VOYAGE	2019	2019	
	99	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102970302	1479BF01	PROJET PAMRIM	2019	2019	
	100	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD102971581	1473BF01	COORDINATION	2019	2019	
	101	TOYOTA	PRADO VX	13	JEEP	JTEBH3FJ10K209766	9262BE01	DIRECTEUR GENERAL	2019	2019	
	102	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ10K023451	1484BF01	DGA/QAF	2019	2019	
	103	TOYOTA	PRADO TX	13	JEEP	JTEBD9FJ50K023436	1468BF01	DGA/QFR	2019	2019	
	104	TATA	LP 613 NON AC	40	BUS	MAT494051J7L00089	5858BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	105	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04684	5793BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	106	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04693	5791BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
ADMINISTRATION CENTRALE	107	TATA	LPO 1318	40	BUS	MAT449252G0L04678	5800BJ01	TRANSP. DU PERSONNEL	2019	2021	
	108	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJ3813DKU850447	1306BG01	CD STATISTIQUES ET BUDGET DES RECETTES/ DESCOM	2019	2020	
	109	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4LDVK6B77694	2525BH01	INSPECTEUR/CELLULE TECHNIQUE	2019	2020	
	110	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00394664	3836BH01	SECRETAIRE DG	2019	2020	
	111	SUZUKI	CIAZ GLX BVA	8	VOITURE	MA3AVC71S00390578	4792BH01	SECRETAIRE DGA/QAF	2019	2020	
	112	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105527	5006BG01	DLEG	2019	2020	
	113	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105456	4025BG01	DESCOM/DIVISION COMMUNICATION	2019	2020	
	114	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105696	6212BG01	DIREC	2019	2020	
	115	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105473	8403BG01	DIRINFO	2019	2020	
	116	HYUNDAI	SANTAFE	9	JEEP	KMHS381CDKU142569	8508BJ01	DIRECTEUR DIREC	2020	2021	
	117	HYUNDAI	H-1	12	MINIBUS	KMJWA37RBLU105481	5164BH01	DGBSG	2019	2020	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DGE	1	HYUNDAI	PALISADE	9	JEEP	KMHL381CDMU243045	1175BK01	DIRECTEUR	2021	2021	
	2	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084024	4505BL01	CD INFO ET LIAISONS	2021	2022	
	3	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084042	4508BL01	CD ANTENNE KATANGA	2021	2022	
	4	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084057	4506BL01	CD RESSOURCES HUM ET SERV GEN	2021	2022	
	5	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084062	4500BL01	CD APPOINT ET CONTENTIEUX	2021	2022	
	6	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084081	4503BL01	CD SECTEURS STRATEGIQUES	2021	2022	
	7	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084166	4501BL01	CD GESTION	2021	2022	
	8	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084170	4502BL01	CD CONTROLE FISCAL	2021	2022	
	9	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084214	4504BL01	CD INFORMATIQUE	2021	2022	
	10	HYUNDAI	TUCSON	12	JEEP	KMHJB81DDNU084223	4507BL01	CD RECOUVREMENT	2021	2022	
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTERB71J20006552	8494AL01	DGE	2011	2012	
	12	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB871J407024851	6124AP01	DGE	2014	2014	
	13	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEE9B71J407024118	6280AP01	DGE	2014	2014	
	14	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB7371J107025122	6019AP01	DGE	2014	2014	
	15	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05	DGE/ANTENNE KATANGA	2014	2014	
	16	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05	DGE/ANTENNE KATANGA	2014	2014	
	17	TOYOTA	HILUX	13	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042	1400AE05	DGE/ANTENNE KATANGA	2010	2010	
	18	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD702970662	1481BF01	DGE	2019	2019	
	19	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD302970416	1474BF01	DGE	2019	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DUI-K	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHS381EDLU201626	3657BK01	DIRECTEUR DUI-K	2021	2021	
	2	MAHINDRA	XUV 500 LHD	14	JEEP	MA1YW4HKUG6D58626	9243BB01	CD SERVICES GENERAUX	2018	2019	
	3	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTGRB71J0A7004921	3222AH01	SIEGE	2010	2011	
	4	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0027559	8543AT01	SIEGE	2013	2013	
	5	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015252	4954AK01	CDI KINSHASA	2011	2012	
	6	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0031581	3262AN01	SIEGE	2013	2013	
	7	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNCJUD22Z0015264	3436AK01	CDI KINSHASA/COURRIER	2013	2013	
	8	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTERB71J800064753	1251AM01	CDI KINSHASA	2012	2013	
	9	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014322	2788BE01	CDI KINSHASA	2018	2019	
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD002971216	1477BF01	SIEGE	2019	2019	
DPI/BANDUNDU	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295752	5978BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018	
	2	NISSAN	BLEU	13	PICK-UP	JN1CTUD227005710B	0196AA11	SIEGE	2004	2005	MAUVAIS ETAT
	3	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G503034253	0197AA11	CIS KIKWIT	2008	2009	MAUVAIS ETAT
	4	NISSAN	HARD BODY	13	PICK-UP	ADNJ98000E006611	0441AA12	SIEGE	2009	2010	MAUVAIS ETAT
	5	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTFK22G903069524	8492AL01	SIEGE	2011	2012	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTERB71JX00072160	0833AA12	SIEGE	2012	2013	
	7	TOYOTA	LAND CRUISER		JEEP	JTEEV73JAJ0014300	1416AA12	SIEGE	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DPI/EQUATEUR	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295742	5982BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018	
	2	TOYOTA	LAND CRUSER	14	JEEP	JTEEBZ1J207017286	0575AA03	SIEGE	2013	2014	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEBF182041722	0001AA03	SIEGE	2008	2009	
	4	NISSAN	HARD BODY	14	CAMIONNETTE	OOO62968	0088AA26	SIEGE	2010	2010	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV735001431	0900AA03	SIEGE	2018	2019	
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	1	TOYOTA	PRADO TX	14	JEEP	JTEBD9FJ30K015156	1765AA08	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2014	
	2	TOYOTA	PRADO GX	14	JEEP	JTBK28J2800034547	0990AA08	INSPECTION	2006	2007	
	3	NISSAN	NISSAN	14	JEEP	ANDJ980000E006680	1280AA08	DIV. GB&SG	2010	2010	
	4	TOYOTA	HIACE	14	MINIBUS	LH119-0011427	KW2055BB	DIV. GB&SG	2007	2007	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73JXJ0014277	1993AA08	DPI KAS-OCC	2018	2019	
DPI/KASAI-ORIENTAL	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295750	5980BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018	
	2	HYUNDAI	GALOPER	14	JEEP	KMYKR17BPWU241000	0135AA09	DIV. GB & SG	1997	1998	DECLASSE
	3	TOYOTA	HILUX	12	PICK UP	AHTFK22G602034018	0055AA09	DIRECTION	2008	2009	MAUVAIS ETAT
	4	NISSAN	HARD BODY	12	PICK UP	ADNJ980000E006647	2020AA09	DIV. GB & SG	2009	2010	DECLASSE
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	12	JEEP	JTRB71J400072087	3333AA09	DIRECTION	2013	2014	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014288	4400AA09	DIRECTION	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DPI/KATANGA	1	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	AHTFK6CD000046193	9571AN05	SIEGE	2017	2018	
	2	TOYOTA	HIACE	13	MINIBUS	JTFJK02P000031958	9572AN05	SIEGE	2017	2018	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71J607017713	1124AJ05	DPI KATANGA	2013	2014	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEB71JX07017763	1125AJ05	DPI KATANGA	2013	2014	
	5	TOYOTA	HILUX	15	CAMIONNETTE	AHTFK22GGO3050042	1400AE05	DPI KATANGA	2010	2010	
	6	TOYOTA	PRADO TXL	12	JEEP	JTEBH9FJ80K198431	9570AN05	DIRECTEUR PROVINCIAL	2017	2018	
	7	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD80004202	9573AN05	SIEGE	2017	2018	
	8	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK6CD000046193	9571AN05	CDI LUBUMBASHI	2017	2018	
	9	TOYOTA	HIACE	12	MINIBUS	JTFJK02P000031958	9572AN05	SIEGE	2017	2018	
	10	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	AHTKB8CD802970279	1496BF01	CIS KOLWEZI	2019	2019	
	11	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014281	1010AQ05	CDI LUBUMBASHI	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DPI/KONGO CENTRAL	1	HYUNDAI	GRAND SANTA FE	12	JEEP	KMHSN81DHU295746	5977BB01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2018	2018	
	2	TOYOTA	RUNNER	15	JEEP	9008058	0615AA10	SIEGE	1990	1990	HORS USAGE
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	14509	9353AJ10	SIEGE	2018	2018	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	207025501	4950AG10	SIEGE	2014	2014	
	5	TOYOTA	HILUX	13	PICK-UP	3033930	0600AA10	SIEGE	2008	2008	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	OO14495	9354AJ10	SIEGE	2018	2018	
	7	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027660	1247AM01	CDI MATADI	2012	2012	
	8	NISSAN	HARD BODY	14	PICK-UP	Z0027664	2401AC01	CDI MATADI	2011	2011	
	9	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014509	9353AJ10	SIEGE	2018	2019	
	10	TOYOTA	LAND CRUISER	17	JEEP	JTEEV73J5J0014595	9354AJ10	SIEGE	2018	2019	
DPI/ MANIEMA	1	HYUNDAI	SANTA FE	12	JEEP	KMHSU810DEU399745	5975AS01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2015	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014513	1431AA17	DPI MANIEMA	2018	2019	
DPI/PROVINCE ORIENTALE	1	HYUNDAI	SANTA FE GL	14	JEEP	KMHSU81FCU397905	2194AS01	DIRECTEUR PROVINCIAL	2014	2015	
	2	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J807042743	6764AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEBB71J304338290	6763AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	4	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71607045589	6812AA25	CDI KISANGANI	2018	2019	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	13	JEEP	JTEEB71J607045625	6811AA25	SIEGE	2018	2019	

SITE	N°	MARQUE	TYPE	CV	GENRE	CHASSIS	PLAQUE	AFFECTATION	ANNEE DE		OBSERVATIONS
									FABRIC.	MISE EN CIRC.	
DPI/NORD-KIVU	1	FORD	RANGER	12	CAMIONNETTE	FE406W492493	0006AA19	SIEGE	2006	2007	AMORTI
	2	TOYOTA	HILUX	12	PICK-UP	AHTFK22G-503034026	0005AA19	SIEGE	2008	2009	AMORTI
	3	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTEBX9FJ10K114927	5913AC19	CDI	2013	2013	AMORTI
	4	TOYOTA	HILUX	15	PICK-UP	MBOFR226700752	5912AA19	CDI GOMA	2013	2013	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	KZI95001132	0007AA19	CDI GOMA	2008	2009	AMORTI
	6	FORD	RANGER	12	CAMIONNETTE	IZL15PLA3DHC	1399AA19	CIS BUTEMBO	2006	2007	MAUVAIS ETAT
	7	FORD	RANGER	12	CAMIONNETTE	MNCB5F406W499894	8100AA19	CIS BENI	2010	2010	
	8	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTEEV73J0J0014272	0949AP19	CDI GOMA	2018	2019	
	9	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTEEV73J0J0014273	0948AP19	DIRECTION	2018	2019	
DPI/SUD-KIVU	1	TOYOTA	HARRIER	7	JEEP	ACU10-0004797	0009AA22	DIRECTION	2001	2002	
	2	FORD	RANGER	15	PICK UP	MNCBSFE406W493680	0003AA22	CIS IBANDA	2005	2006	
	3	TOYOTA	HILUX	15	PICK UP	D915417FB	0002AA22	DIV. RECOUVREMENT	2008	2008	
	4	NISSAN	HARD BODY	15	PICK UP	ADNJ980000E006241	2399AB19	CIS KADUTU	2008	2008	
	5	TOYOTA	LAND CRUISER	15	JEEP	JTERB71J00069647	4900AB	DIRECTION	2007	2013	
	6	TOYOTA	LAND CRUISER	14	JEEP	JTEEV73J0J0014274	5164AC22	DIRECTION	2018	2019	

IV.4.3. Situation des motos

A la clôture de l'année 2022, la situation des motos mises à la disposition des Services se présente comme suit :

N°	SERVICE	NOMBRE
1	DUI-K	72
2	DPI/BANDUNDU	29
3	DPI/KONGO CENTRAL	3
4	DPI/EQUATEUR	19
5	DPI/KASAI-OCCIDENTAL	27
6	DPI/KASAI-ORIENTAL	50
7	DPI/KATANGA	9
8	DPI/PROVINCE ORIENTALE	35
9	DPI/SUD-KIVU	14
TOTAL		258

IV.4.4. Situation des hors-bords

A fin 2022, la situation des hors-bords se présente de la manière ci-dessous :

N°	SERVICE	ANNEE DE MISE EN CIRCULATION	AFFECTATION
DUIK			
1	YAMAHA	2018	CIS/NSELE
DPI/BANDUNDU			
1	YAMAHA	2013	BOLOBO
2	YAMAHA	2020	CIS/NIOKI
DPI/EQUATEUR			
1	YAMAHA	2010	CIS/MBANDAKA
2	YAMAHA	2011	CIS/LUKOLELA
DPI/KASAI-ORIENTAL			
1 YAMAHA		2010	CIS/LUSAMBO

INFORMATISATION

DES SERVICES | V

Au cours de l'année 2022, la DGI a connu des activités intenses dans l'exercice de sa mission principale d'informatisation des Services.

A ce titre, il y a lieu de signaler notamment :

V.1. Dans le cadre de l'informatisation des services :

- La dotation des Services Centraux et Opérationnels en matériels informatiques et des anti-virus client-serveur ;
- L'acquisition des matériels informatiques et des licences pour la consolidation de la base des données de GESIMPOT des Sièges Modélisés et Modernisés des Directions Provinciales des Impôts du Bandundu, de l'Équateur et du Maniema ;

V.2. Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures :

- L'installation d'un kit solaire de secours pour l'alimentation permanente en énergie de la salle des serveurs de l'Hôtel des Impôts ;
- Le câblage des réseaux informatique et électrique, le déploiement des matériels et l'implémentation de l'application GESIMPOT dans les Centres d'Impôts Synthétiques de la Gombe, Limete et Ngaliema en vue notamment de la gestion de la TVA ;

V.3. Dans le cadre de la mise en œuvre de la télédéclaration :

- La mise à jour de la plateforme de télédéclaration pour la prise en charge du module de contrôle des annexes des déclarations fiscales ;
- La conception et le développement d'un logiciel de recensement des contribuables ;
- La conception et le développement d'une plateforme en ligne d'envoi des listes des employés du secteur public et privé et d'attribution des Numéros Impôts en lot aux employés ;
- La conception et le développement d'une plateforme en ligne de dépôt des déclarations récapitulatives des personnes physiques rémunérées du secteur public et privé.

V.4. Dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs :

- La formation et la fidélisation de l'ensemble des contribuables de la DGE à la procédure de souscription des déclarations fiscales en ligne (télédéclaration).

INFORMATISATION DES SERVICES

REFORMES MISES ET PERSPECTIVES

EN OEUVRE D'AVENIR

VI

Les réformes et/ou mesures fiscales ont l'objectif global de contribuer à l'optimisation de la mobilisation des recettes des impôts. Durant l'année 2022, la DGI s'est employée à la mise en œuvre, d'un côté, des réformes antérieures dont l'exécution se poursuivait, et, de l'autre côté, des mesures arrêtées en 2022.

Les lignes suivantes peignent le niveau d'exécution des principales réformes entamées avant et en 2022, et déclinent celles en perspectives que s'est fixée la DGI.

VI.1. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES FISCALES

Les réformes fiscales ont pour objectif de contribuer de manière directe ou indirecte à la maximisation des recettes.

Plusieurs réformes sont ainsi enregistrées sur le plan structurel, législatif et administratif ainsi que sur celui des dispositifs informatiques d'appui à la gestion de l'impôt. Il y en a dont l'exécution a débuté avant l'exercice 2022 et d'autres amorcées en 2022.

L'état de la mise en œuvre de quelques-unes d'entre elles jugées significatives se présente comme ci-après :

- **Pour les Réformes des structures de la DGI**

Après signature du Décret n° 22/52 du 30 décembre 2022 modifiant et complétant le Décret 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI, l'opérationnalisation de la nouvelle configuration des structures dans ledit Décret est la dernière phase qui reste à enclencher afin que le service de l'Administration des Impôts soit adapté aux réalités économiques des contribuables.

A cet effet, une de grandes modifications est que les Directions des Moyennes Entreprises et celles des Entreprises de Petite taille et des Particuliers remplaceront respectivement les CDI et SMMO ainsi que les CIS.

- **Pour les Réformes législatives et administratives**

Du point de vue législatif, l'état de quelques réformes majeures se présente comme suit :

- l'application du taux réduit de 8% de TVA à certains produits de première nécessité qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue à l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est déjà opérationnelle bien que les mesures suspensives de la perception de la TVA sur lesdits produits représentent une entorse bon fonctionnement ;
- l'obligation à charge de chaque employé de souscrire annuellement une déclaration récapitulative sur les rémunérations perçues au courant de l'année précédente, prise en 2022, devra être exécutée l'année prochaine ;
- l'opérationnalisation du quitus fiscal délivré par le Receveur des Impôts conditionnant la conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services publics n'est pas encore effective en attendant que les modalités de mise en œuvre soient fixées par voie réglementaire ;
- l'extension de l'obligation de paiement des acomptes provisionnels aux contribuables défaillants en déclaration en IBP sur la base du montant de l'impôt reconstitué d'office est totalement en exécution d'autant plus que l'Administration des Impôts a calculé les acomptes de tous lesdits défaillants à l'échéance

du mois d'avril 2022 sur le montant de leur impôt reconstitué ;

- la signature du protocole d'accord entre la DGI, la DGRK et la DGRKC pour la création du guichet unique de paiement de l'IBP des micro-entreprises et de la patente n'a pas été effective ;
- l'extension de la gestion de la TVA par les CIS n'a été effective qu'au niveau d'un seul CIS (Gombe). Toutefois, les travaux de mise en conformité pour que d'autres CIS intègrent la gestion de la TVA ont été entamés ;
- le projet d'implémentation des dispositifs électroniques fiscaux de la remontée des informations sur la TVA (caisses enregistreuses) n'a pas été exécuté ;
- le processus d'acquisition d'un logiciel approprié de gestion intégrée de l'impôt attend encore l'exécution effective sous l'appui du Ministère des Finances ;
- le suivi de la retenue et du reversement de l'IPR des engagés locaux des ambassades, missions diplomatiques et des Représentations des Organismes Internationaux en République Démocratique du Congo est encore en attente d'exécution d'autant plus qu'il fallait préalablement commencer par la relance des travaux tripartites Ministère des Affaires Etrangères-Ministère des Finances-DGI en vue de lever les options primordiales ;
- l'effectivité de la perception de l'IPR des employés des Agences d'exécution bénéficiant des financements extérieurs ne pourra s'évaluer qu'au terme des actions entamées par la DGI pour la mise en œuvre des instructions y relatives, contenues dans la lettre n° 2351/CAB/MIN/FINANCES/CDI-CMR/NB-ALL/2022 du 04 novembre 2022 de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances.

- **Pour les Réformes des dispositifs informatiques d'appui à la gestion de l'impôt**

- la migration, avec l'appui financier du Gouvernement, vers la biométrisation des données des contribuables au moment de leur immatriculation au NIF afin de fiabiliser les répertoires des moyennes entreprises et ceux des entreprises de petite taille n'est pas encore effective ;
- la centralisation des bases des données informatiques de tous les Services opérationnels est effective bien que l'exploitation automatique de la base des données centralisée par tous les Services reste encore à réaliser ;
- le lancement du processus d'acquisition du logiciel de gestion intégrée de l'impôt est déjà en cours ;
- la généralisation de la télédéclaration à tous les contribuables gérés par la DGE et l'amorce de son extension aux CDI est effective ;
- la mise en place des plateformes informatiques (I-EMPLOYE et I-NIF) pour respectivement la souscription de la déclaration récapitulative prévue en 2023 et l'attribution informatisée du NIF est en phase terminale.

VI.2. PERSPECTIVES

Dans l'objectif de maximiser les recettes et de consolider la modernisation de la DGI, les mesures suivantes sont envisagées :

VI.2.1. Réforme des structures

La finalisation complète de la mise en place des nouvelles structures créées par le Décret n° 22/52 du 30 décembre

2022 modifiant et complétant le Décret 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la DGI.

VI.2.2. Réforme de la législation fiscale

La poursuite de la réforme de la législation fiscale, notamment sur :

- la consolidation de la réforme de la fiscalité indirecte (TVA) en ce qui concerne la mise en place de la facture normalisée et l'instauration des mesures correctives de distorsion de l'intégrité de la TVA, notamment la déductibilité non justifiée, l'octroi des exonérations contra legem, etc. ;
- l'amélioration des procédures fiscales dans le sens de renforcer l'efficacité de l'action de l'Administration des Impôts notamment l'obligation de certification des états financiers par les experts comptables agréés, l'extension de la période du droit de rappel en matière de contrôle fiscal, sous certaines conditions, etc. ;
- l'extension effective de la gestion de la TVA par tous les CIS ;
- la réforme de la fiscalité directe par l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et d'un impôt sur les sociétés (IS) pour laquelle le projet de loi est en examen au niveau du Parlement.

VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif informatique d'appui à la gestion de l'impôt

Les défis d'avenir, en ce qui concerne les aspects majeurs de l'informatique, sont notamment :

- la consolidation et la sécurisation des bases des données tout en les rendant utilement exploitables par les différents Services ;
- la migration de toutes les applications informatiques métiers vers les applications Web ;
- la poursuite de la mise en œuvre des télé-procédures (télédéclaration et télé-paiement) ;
- la poursuite de l'implémentation de l'application informatique métier GESIMPOT pour le CIS Ngaliema ;
- l'opérationnalisation de la Facture normalisée et l'acquisition effective des dispositifs électroniques fiscaux pour la TVA ;
- le démarrage effectif du projet d'acquisition du logiciel de gestion intégrée de l'impôt ;
- la finalisation de l'interfaçage de l'application GESIMPOT avec l'application ISYS-REGIES ;
- l'intégration des applications GESIMPOTS, DGIREP, GESRECOUP ;
- la poursuite du développement du logiciel de gestion des ressources humaines ;
- le déploiement du logiciel de gestion du patrimoine ;
- le déploiement du logiciel de gestion des courriers ;
- la finalisation des travaux de consolidation de la base des données des Directions Provinciales du Bandundu, de l'Equateur, du Maniema et le lancement de la plateforme de reporting ;
- le développement de la sécurité numérique ;
- la finalisation du projet de la transmission automatique des données vers l'entrepôt des données financières de l'Etat ;
- la prise en charge des résolutions en matière d'informatisation des Services issues de l'atelier de réflexion sur la

problématique de la maitrise du solde débiteur à la DGI ;

- l'acquisition des matériels informatiques et l'installation du poste déconcentré d'attribution de numéro d'impôt au Centre d'Impôts Synthétiques de Kalemie ;
- la maintenance du parc informatique des Services de l'Administration centrale ;
- le câblage réseaux informatiques et électriques du SMM Maniema ;
- l'acquisition de quelques matériels de connexion du cœur du réseau du serveur central ;
- le renouvellement des licences des logiciels de la plateforme de télédéclaration pour garantir son bon fonctionnement.

Fait à Kinshasa, le 24 juillet 2024

Le Directeur Général des Impôts,

Barnabé MUAKADI MUAMBA

PROCESSION DES DIRECTEURS

MUDERHWA
IGULU
1989-1990

BANGULI
NSAMBUE MBALI
1990-1991

LOFUMBWA
BOKILA
1991-1992

MONGBONDO
NDJ'UMBAMBELE
1992-1997

Laurent
BATUMONA K.K.
1997-2001

Charles
DIMOKE DUMBU T.
DG a.i.
2001-2002

François KABALA
ILUNGA MBIDI
2002-2005

Norbert LEMVI
MBUNZIMU DG a.i.
Oct. 2005-Mars 2006

GENERAUX DE LA DGI

Sam BOKOLOMBE BATULY
Mars 2006-Déc. 2007

Claude KALUBI-BA-TABELA-NE-BATOKE
Déc. 2007-Déc. 2008

Florentin MANGENDA MUKOKO DG a.i.
Janv. 2009-Août 2009

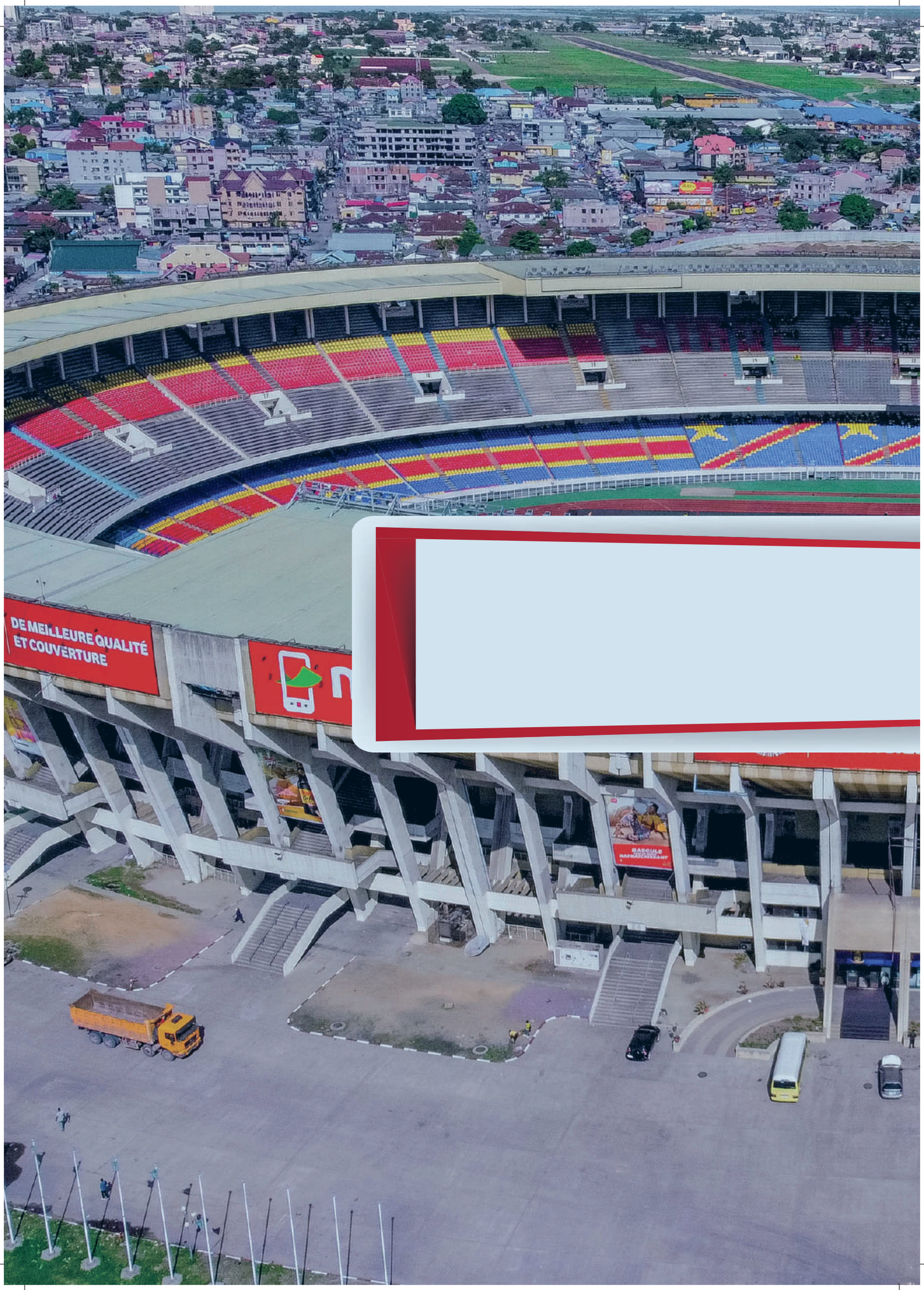
Vincent KABWA KANYAMPA
DG a.i.
Août 2009-Mai 2010

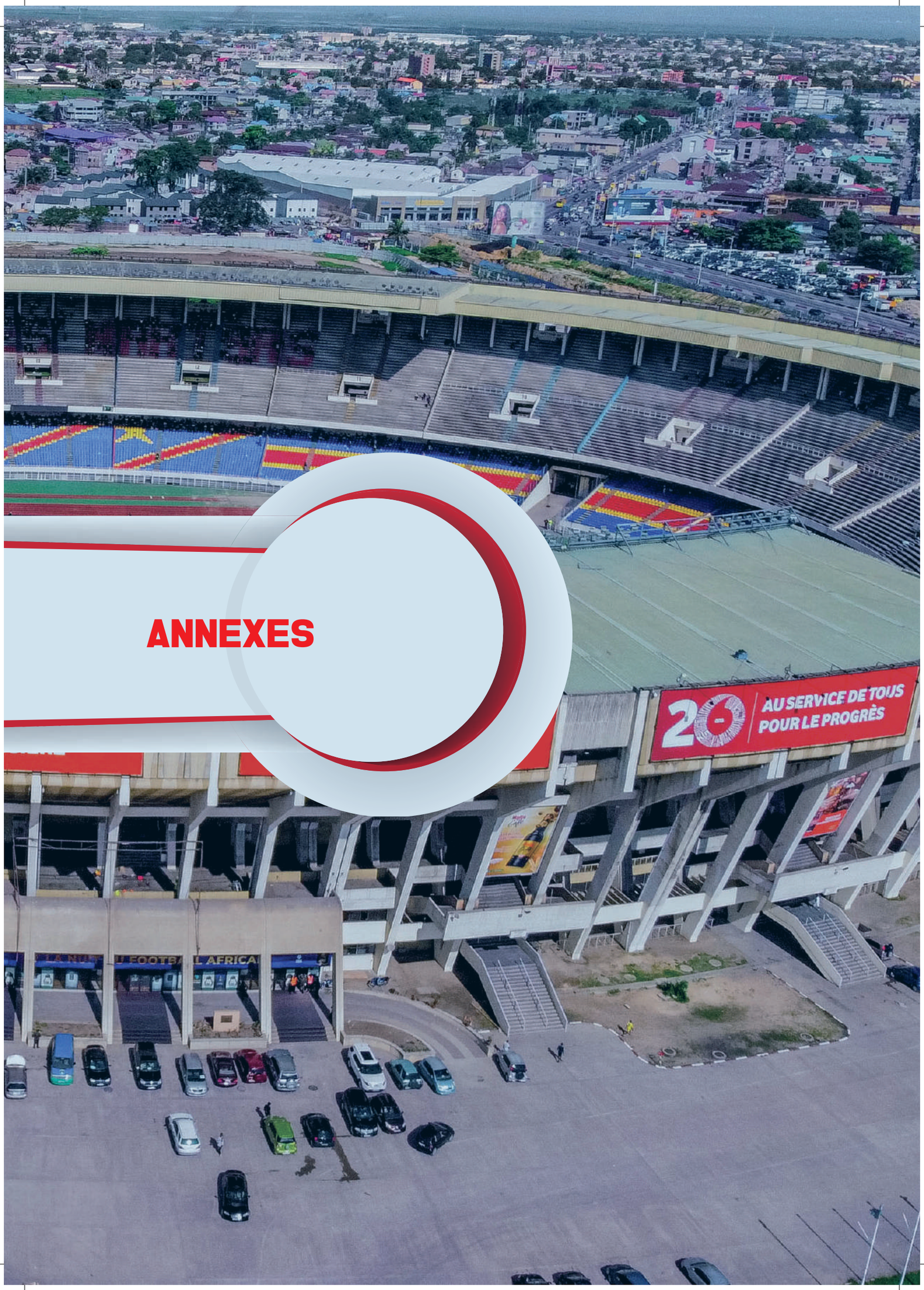
Dieudonné LOKADI MOGA
Mai 2010-Nov. 2016

SELE YALAGHULI
Nov. 2016-Août 2019

NGOY YAV N'ZAM
DG a.i.
Sept. 2019-Juin 2020

Barnabé MUAKADI MUAMBA
Juin 2020-


DE MEILLEURE QUALITÉ
ET COUVERTURE



ANNEXES

ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2022

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTIC.
A.	RECETTES HORS TVA														
I.	IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS	192 456 732 937,41	147 475 381 030,35	152 416 069 484,13	153 124 601 153,22	154 781 573 515,86	155 828 041 389,97	157 486 669 988,20	159 357 687 563,41	160 507 663 793,38	162 007 818 432,43	162 785 212 656,73	163 081 842 903,48	1 921 309 294 848,55	26,48%
171 111 10	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	94 709 929 414,08	65 954 040 484,38	67 381 260 176,44	67 782 999 461,52	69 199 507 378,07	69 921 316 145,61	71 334 092 104,00	72 662 409 011,44	73 006 101 099,86	74 184 458 720,01	74 405 283 355,04	74 427 365 818,54	874 968 763 169,00	12,06%
171 111 20	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	9 434 182 388,64	113 210 188 663,71	1,56%
71 111 30	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics														
171 111 31	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	24 050 215 020,67	288 602 580 248,00	3,98%
171 111 32	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	4 464 743 868,17	53 576 926 418,05	0,74%
171 112 00	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	31 880 830 316,21	22 652 776 634,40	24 919 693 250,59	25 082 060 536,03	25 209 324 318,93	25 381 147 416,81	25 511 262 855,89	25 798 482 613,69	26 225 201 705,10	26 395 510 067,19	26 690 069 834,89	26 835 371 936,91	312 581 731 486,63	4,31%
171 114 00	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	27 916 831 929,64	20 919 422 634,08	22 165 974 779,62	22 310 399 878,19	22 423 600 541,37	22 576 436 550,06	22 692 173 750,84	22 947 654 660,80	23 327 219 710,94	23 478 708 367,76	23 740 718 189,32	23 869 963 870,54	278 369 104 863,16	3,84%
II.	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	55 308 702 842,45	45 915 542 547,46	44 410 520 210,70	864 189 522 044,83	400 650 546 606,38	55 942 853 218,97	424 162 412 580,81	75 249 040 726,04	434 018 044 825,68	70 163 096 166,76	444 383 427 083,37	67 967 299 661,52	2 982 361 008 514,95	41,11%
171 121 00	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	16 309 123 201,13	11 898 451 624,40	11 898 451 624,40	726 841 813 641,87	364 752 177 762,38	17 283 615 601,11	383 288 534 941,99	33 644 098 660,93	398 078 383 265,49	34 310 790 552,80	409 980 957 973,08	33 951 809 506,44	2 442 238 208 356,03	27,52%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	0,00	0,00	0,00	100 000 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000 000,00	
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,30%
171 123 00	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	4 421 292 229,81	644 202 839,29	644 202 839,29	4 727 331 487,57	644 202 839,29	395 026 939,65	352 133 455,47	330 686 713,38	309 239 971,29	298 516 600,25	277 069 858,16	266 346 487,11	13 310 252 260,57	0,30%
171 123 10/ 171 123 20	*Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises*	*4 249 718 293,10*	*472 628 902,58*	*472 628 902,58*	*3 078 476 239,17*	*472 628 902,58*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*223 453 002,94*	*10 310 252 260,57*	*0,22%*
171 123 30	*Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises*	*171 573 936,71*	*171 573 936,71*	*171 573 936,71*	*1 648 855 248,40*	*171 573 936,71*	*171 573 936,71*	*128 680 452,53*	*107 233 710,44*	*85 786 968,36*	*75 063 597,31*	*53 616 855,22*	*42 893 484,18*	*3 000 000 000,00*	*0,02%*
171 124 00	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 989,43	13 039 355 990,65	156 472 271 874,40	2,16%
171 130 00	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	21 538 931 422,08	20 333 532 094,33	18 828 509 757,57	19 581 020 925,95	22 214 810 015,27	25 224 854 688,78	27 482 388 193,92	28 234 899 362,30	22 591 065 599,46	22 514 433 024,27	21 086 043 262,71	20 709 787 677,31	270 340 276 023,95	3,73%
III.	IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
IV.	AUTRES RECETTES	3 663 081 055,65	2 778 778 072,42	2 778 778 072,42	2 778 778 072,42	2 778 778 072,42	5 593 239 366,13	7 013 670 788,64	7 732 398 653,58	8 279 028 773,76	8 388 758 242,77	7 816 336 336,50	7 575 229 132,66	67 176 854 639,37	0,93%
171 341 00	Immatriculation des véhicules	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	365 096 696,67	4 381 160 360,00	0,06%
270 122 70	Vente des imprimés	66 972 290,83	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	56 470 609,92	688 149 000,00	0,01%
371 000 00	Amendes et pénalités	3 231 012 068,16	2 357 210 765,83	2 357 210 765,83	2 357 210 765,83	2 357 210 765,83	5 171 672 059,54	6 592 103 482,05	7 310 831 346,99	7 857 461 467,17	7 967 190 936,18	7 394 769 029,91	7 153 661 826,07	62 107 545 279,37	0,86%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	251 428 516 835,51	196 169 701 650,22	199 605 367 767,25	1 020 092 901 270,46	558 210 898 194,65	217 364 133 975,08	588 662 753 357,66	242 339 126 943,03	602 804 737 392,82	240 559 672 841,95	614 984 976 076,60	238 624 371 697,65	4 970 847 158 002,87	68,52%
B.	RECETTES TVA														
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	175 385 266 367,90	172 854 258 525,93	174 797 555 580,22	174 988 804 255,14	175 077 088 856,85	175 839 167 544,71	176 129 023 591,70	176 421 402 849,55	176 835 893 122,11	177 155 836 444,64	177 442 018 856,48	177 578 209 378,25	2 110 504 525 373,48	29,09%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	4 124 822 435,77	4 065 296 580,79	4 111 000 279,02	4 115 498 187,21	4 117 574 520,72	4 135 497 572,83	4 142 314 592,02	4 149 190 953,69	4 158 939 200,00	4 166 463 830,90	4 173 194 451,19	4 176 397 466,65	49 636 190 070,77	0,68%
	SOUS-TOTAL TVA	179 510 088 803,66	176 919 555 106,71	178 908 555 859,24	179 104 302 442,35	179 194 663 377,57	179 974 665 117,54	180 271 338 183,72	180 570 593 803,24	180 994 832 322,11	181 322 300 275,54	181 615 213 307,67	181 754 606 844,90	2 160 140 715 444,25	29,77%
	TOTAL RECETTES HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	430 938 605 639,17	373 089 256 756,93	378 513 923 626,49	1 199 197 203 712,81	737 405 561 572,22	397 338 799 092,62	768 934 091 541,38	422 909 720 746,27	783 799 569 714,92	421 881 973 117,49	796 600 189 384,27	420 378 978 542,55	7 130 987 873 447,12	98,29%
171 122 00	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	8 648 881 537,12	8 701 670 320,64	8 804 773 319,98	20 719 935 583,31	9 206 389 498,72	9 221 902 851,76	9 286 241 679,78	9 575 663 264,35	9 633 445 321,98	9 821 446 348,54	10 117 570 761,04	10 271 956 345,89	124 009 876 833,12	1,71%
	RECETTES GLOBALES	439 587 487 176,29	381 790 927 077,57	387 318 696 946,47	1 219 917 139 296,12	746 611 951 070,94	406 560 701 944,38	778 220 333 221,16	432 485 384 010,62	793 433 015 036,90	431 703 419 466,03	806 717 760 145,31	430 650 934 888,45	7 254 997 750 280,24	100,00%

ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2022

N°	NATURE D'IMPOT	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PARTIC.
A.	**RECETTES HORS TVA**														
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**221 456 161 450,62**	**111 500 228 008,60**	**110 349 726 170,57**	**136 342 655 849,09**	**116 740 914 662,24**	**139 711 565 704,05**	**120 640 107 957,49**	**170 847 101 582,82**	**136 139 091 059,93**	**164 840 879 276,64**	**183 620 715 188,01**	**144 141 462 926,40**	**1 756 330 609**	**15,31%**
171 111 10	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	98 668 175 187,27	59 301 741 435,47	66 053 002 684,14	56 811 188 068,31	55 747 264 334,80	61 186 516 410,33	63 553 424 306,26	99 084 317 040,98	71 190 871 789,94	84 842 056 877,79	139 231 715 434,59	75 315 350 815,73	930 985 624 385,61	8,12%
171 111 20	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Membres des Institutions Politiques	9 449 428 874,22	3 720 265 413,91	303 051 398,12	16 113 819 477,00	9 350 423 164,00	18 166 045 240,49	1 573 967 828,00	10 191 702 642,26	8 881 839 586,83	18 081 048 015,18	872 761 874,43	5 587 834 456,71	102 292 187 971,15	0,89%
71 111 30	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Fonctionnaires et Agents publics														
171 111 31	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Autres fonctionnaires et Agents publics	27 936 147 628,36	269 554 221,01	1 281 778 882,75	16 734 828 733,03	8 542 114 271,83	13 657 726 832,00	10 432 546,45	6 916 363 416,00	7 285 491 736,00	14 635 973 279,00	277 302 223,06	12 473 115 952,21	110 020 829 721,70	0,96%
171 111 32	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/ Agents des Régies financières	882 989 866,84	8 731 973 729,03	2 372 490 541,73	1 456 049 935,91	3 960 148 080,82	1 343 680 602,08	3 237 229 131,55	2 031 199 196,26	2 282 564 380,33	3 073 793 154,77	2 252 699 933,80	2 023 875 922,38	33 648 694 475,50	0,29%
171 112 00	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	36 993 634 419,24	18 005 734 018,10	18 915 070 347,80	22 033 212 963,97	18 518 488 526,89	25 054 486 213,49	24 026 285 603,71	24 365 997 752,29	21 250 136 720,20	20 616 262 938,09	18 409 287 470,22	23 967 040 655,32	272 155 637 629,32	2,37%
171 114 00	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	47 525 785 474,69	21 470 959 191,08	21 424 332 316,03	23 193 556 670,87	20 622 476 283,90	20 303 110 405,66	28 238 768 541,52	28 257 521 535,03	25 248 186 846,63	23 591 745 011,81	22 576 948 251,91	24 774 245 124,05	307 227 635 653,18	2,68%
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**73 016 454 120,02**	**67 859 507 045,08**	**479 201 497 425,46**	**2 533 956 882 731,92**	**1 018 726 672 180,77**	**151 598 853 471,03**	**692 103 367 711,81**	**426 461 089 055,75**	**753 669 464 517,39**	**137 405 685 989,47**	**590 402 287 592,98**	**143 366 286 356,45**	**7 067 768 048 198,13**	**61,62%**
171 121 00	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	5 904 699 347,32	37 797 376 442,39	451 155 027 538,35	1 782 730 484 932,07	982 138 184 539,77	73 738 474 087,65	588 074 810 705,95	83 168 993 039,51	705 366 334 930,92	47 336 486 750,38	488 794 023 199,93	72 949 618 620,14	5 319 154 514 134,38	27,52%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	303 356 178,86	0,00	0,00	717 625 677 463,39	0,00	0,00	64 742 509 021,86	50 020 155 726,13	0,00	25 150 524 622,61	636 011 704,73	9 206 222 107,20	867 684 456 824,78	7,56%
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,30%
171 123 00	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	2 262 747 501,75	1 330 741 603,66	695 942 914,38	2 538 864 017,05	1 046 583 434,36	493 266 434,38	509 471 665,67	387 411 330,93	532 572 265,22	513 371 717,67	530 574 367,81	574 130 573,49	11 415 677 826,37	0,30%
171 123 10/171 123 20	*Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises*	*2 221 728 580,33*	*1 261 681 042,33*	*630 664 494,69*	*2 092 766 501,74*	*905 887 881,20*	*450 647 450,30*	*461 844 213,53*	*358 797 122,93*	*519 667 065,22*	*480 367 621,23*	*512 786 272,81*	*556 023 822,49*	*10 452 862 068,80*	*0,22%*
171 123 30	*Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises*	*41 018 921,42*	*69 060 561,33*	*65 278 419,69*	*446 097 515,31*	*140 695 553,16*	*42 618 984,08*	*47 627 452,14*	*28 614 208,00*	*12 905 200,00*	*33 004 096,44*	*17 788 095,00*	*18 106 751,00*	*962 815 757,57*	*0,02%*
171 124 00	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	14 715 944 561,40	10 362 764 458,63	15 510 462 316,38	17 469 536 018,15	10 480 660 902,02	27 275 777 259,49	14 599 529 029,93	19 355 343 587,44	17 730 715 597,18	14 908 422 147,19	28 488 499 658,71	21 114 904 991,97	212 012 560 528,49	1,85%
171 130 00	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	49 829 706 530,69	18 368 624 540,40	11 840 064 656,35	13 592 320 301,26	25 061 243 304,62	50 091 335 689,51	24 177 047 288,40	273 529 185 371,74	30 039 841 724,07	49 496 880 751,62	71 953 178 661,80	39 521 410 063,65	657 500 838 884,11	5,73%
III.	**IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 511 771,48**	**18 511 771,48**	0,00%
	Impôt sur le Chiffre d'Affaires à l'Intérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 511 771,48	18 511 771,48	0,00%
IV.	**AUTRES RECETTES**	**5 383 754 044,01**	**25 221 396 093,45**	**18 003 488 241,19**	**6 385 571 105,33**	**6 729 893 232,64**	**36 001 236 427,99**	**25 654 901 079,54**	**51 061 787 264,04**	**7 675 851 073,04**	**26 564 096 663,77**	**32 137 883 175,48**	**10 201 825 474,29**	**251 021 683 874,77**	**2,19%**
171 341 00	Immatriculation des véhicules	361 090 017,26	386 297 834,44	411 535 255,52	360 837 358,79	352 947 286,04	287 312 248,40	395 053 832,39	342 784 114,60	353 575 990,91	261 389 357,26	375 430 224,50	287 358 289,66	4 175 611 809,77	0,04%
270 122 70	Vente des imprimés	367 990 353,07	223 137 641,39	75 413 840,51	11 500 507,33	10 651 404,76	8 135 226,98	9 163 772,25	11 967 169,84	14 751 268,50	17 213 007,71	10 266 364,50	18 541 158,79	778 731 715,63	0,01%
371 000 00	Amendes et pénalités	4 654 673 673,68	24 611 960 617,62	17 516 539 145,16	6 013 233 239,21	6 366 294 541,84	35 705 788 952,61	25 250 683 474,90	50 707 035 979,60	7 307 523 813,63	26 285 494 298,80	31 752 186 586,48	9 895 926 025,84	246 067 340 349,37	2,15%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**299 856 369 614,65**	**204 581 131 147,13**	**607 554 711 837,22**	**2 676 685 109 686,34**	**1 142 197 480 075,65**	**327 311 655 603,07**	**838 398 376 748,84**	**648 369 977 902,61**	**897 484 406 650,36**	**328 810 661 929,88**	**806 160 885 956,47**	**297 728 086 528,62**	**9 075 138 853 680,84**	**79,12%**
B.	**RECETTES TVA**														
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	**203 999 008 850,43**	**158 486 630 305,89**	**168 641 101 159,69**	177 920 150 529,60	167 867 030 445,00	162 576 143 816,17	166 204 311 638,66	180 035 730 346,35	186 135 288 896,09	191 995 491 671,11	186 941 144 694,99	177 563 611 615,94	2 128 365 643 969,92	18,55%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	3 542 117 714,10	10 869 779 231,80	9 121 960 005,97	3 517 787 388,95	4 701 930 933,87	7 833 562 162,46	4 311 212 128,62	7 827 285 442,97	7 978 798 596,33	5 329 650 576,02	7 211 522 286,58	5 834 510 804,38	78 080 117 272,05	0,68%
	SOUS-TOTAL TVA	**207 541 126 564,53**	**169 356 409 537,69**	**177 763 061 165,66**	**181 437 937 918,55**	**172 568 961 378,87**	**170 409 705 978,63**	**170 515 523 767,28**	**187 863 015 789,32**	**194 114 087 492,42**	**197 325 142 247,13**	**194 152 666 981,57**	**183 398 122 420,32**	**2 206 445 761 241,97**	**19,24%**
	TOTAL RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**507 397 496 179,18**	**373 937 540 684,82**	**785 317 773 002,88**	**2 858 123 047 604,89**	**1 314 766 441 454,52**	**497 721 361 581,70**	**1 008 913 900 516,12**	**836 232 993 691,93**	**1 091 598 494 142,78**	**526 135 804 177,01**	**1 000 313 552 938,04**	**481 126 208 948,94**	**11 281 584 614 922,80**	**98,35%**
171 122 00	**IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS**	**13 218 764 419,05**	**20 038 403 154,34**	**7 915 728 314,34**	**34 814 613 127,95**	**14 774 533 339,62**	**14 845 029 888,93**	**16 276 371 197,60**	**24 571 116 068,61**	**15 200 904 858,95**	**5 695 223 440,77**	**9 659 261 297,27**	**12 094 840 077,54**	**189 104 789 184,97**	**1,65%**
	RECETTES GLOBALES	**520 616 260 598,23**	**393 975 943 839,16**	**793 233 501 317,22**	**2 892 937 660 732,84**	**1 329 540 974 794,14**	**512 566 391 470,63**	**1 025 190 271 713,72**	**860 804 109 760,54**	**1 106 799 399 001,73**	**531 831 027 617,78**	**1 009 972 814 235,31**	**493 221 049 026,48**	**11 470 689 404 107,80**	**100,00%**

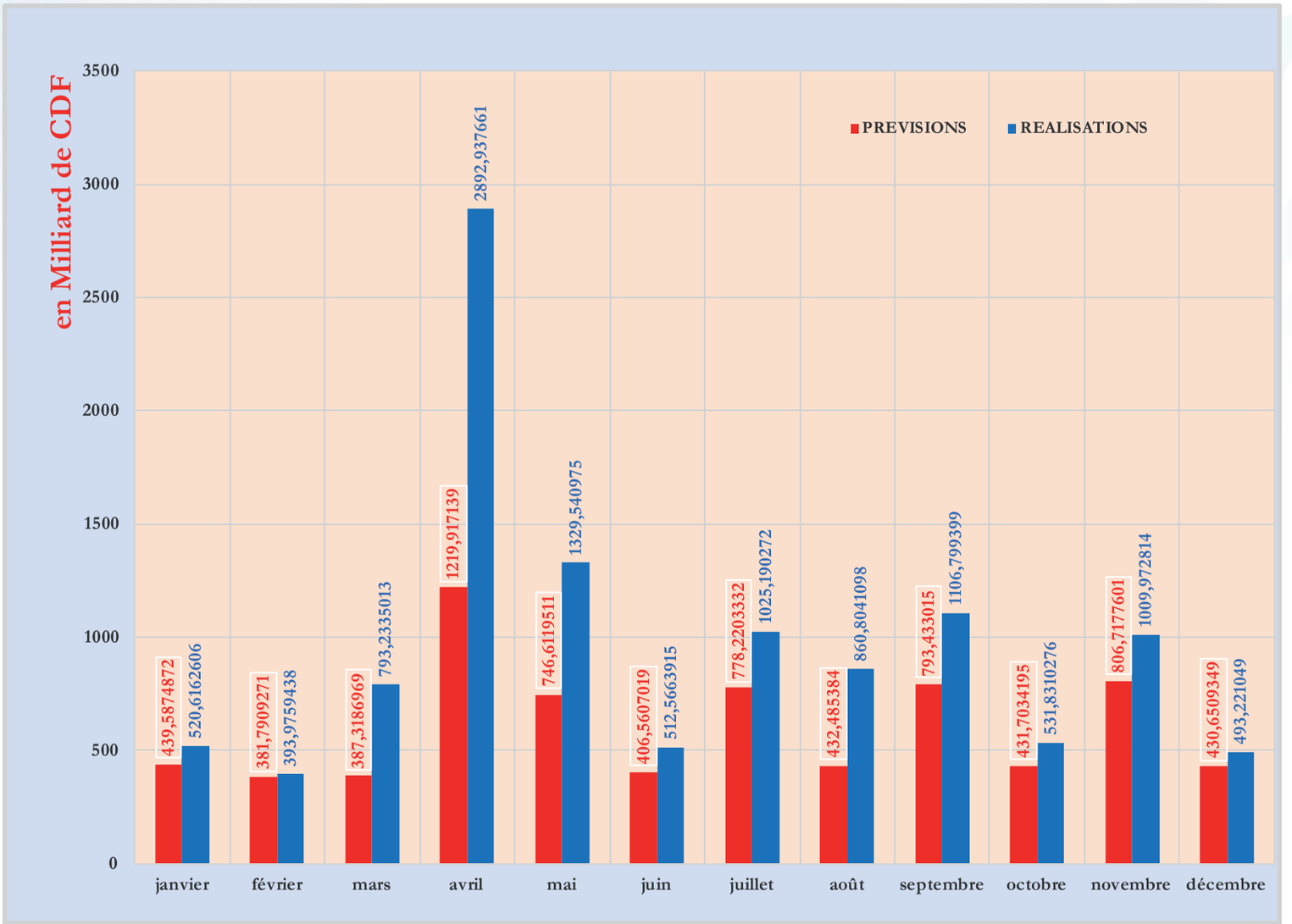
ANNEXE N° 3. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI EXERCICE 2022/ PAR NATURE D'IMPOT

N°	NATURE D'IMPOT	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIP.
A	**RECETTES HORS TVA**					
I.	**IMPÔTS SUR LES REMUNERATIONS**	**1 921 309 294 848,55**	**1 756 330 609 836,46**	**-164 978 685 012,09**	**91,41%**	**15,31%**
71 111 1	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Hors membres des Institutions politiques et fonctionnaires et agents publics	874 968 763 169,00	930 985 624 385,61	56 016 861 216,61	106,40%	8,12%
71 111 2	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Membres des Institutions Politiques	113 210 188 663,71	102 292 187 971,15	-10 918 000 692,56	90,36%	0,89%
71 111 3	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Fonctionnaires et Agents publics					
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Autres fonctionnaires et Agents publics	288 602 580 248,00	110 020 829 721,70	-178 581 750 526,30	38,12%	0,96%
	Impôt sur les revenus salariaux des Nationaux/Agents des Régies financières	53 576 926 418,05	33 648 694 475,50	-19 928 231 942,55	62,80%	0,29%
71 112	Impôt sur les revenus salariaux des Expatriés	312 581 731 486,63	272 155 637 629,32	-40 426 093 857,31	87,07%	2,37%
71 115	Impôt Exceptionnel sur les rémunérations versées aux Expatriés (IERE)	278 369 104 863,16	307 227 635 653,18	28 858 530 790,02	110,37%	2,68%
II.	**IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS**	**2 982 361 008 514,95**	**7 067 768 048 198,13**	**4 085 407 039 683,18**	**236,99%**	**61,62%**
71 121	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 442 238 208 356,03	5 319 154 514 134,38	2 876 916 305 778,35	217,80%	46,37%
	Impôt Spécial sur les Profits Excédentaires	100 000 000 000,00	867 684 456 824,78	767 684 456 824,78	867,68 %	7,56 %
	Impôt Spécial sur les Plus-Values de cessions d'actions ou de parts sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
71 123	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	13 310 252 260,57	11 415 677 826,37	-1 894 574 434,20	85,77%	0,10%
	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	*10 310 252 260,57*	*10 452 862 068,80*	*142 609 808,23*	*101,38%*	*0,09%*
	Impôt sur les bénéfices et profits des micro-entreprises	*3 000 000 000,00*	*962 815 757,57*	*-2 037 184 242,43*	*32,09%*	*0,01%*
71 124	Impôt professionnel sur les prestations de services des non résidents	156 472 271 874,40	212 012 560 528,49	55 540 288 654,09	135,50%	1,85%
71 13	Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	270 340 276 023,95	657 500 838 884,11	387 160 562 860,16	243,21%	5,73%
III.	**IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES**	**0,00**	**18 511 771,48**	**18 511 771,48**	**100,00%**	**0,00%**
	Impôt sur le Chiffre d'affaires à l'intérieur	0,00	18 511 771,48	18 511 771,48	100,00%	0,00%
IV.	**AUTRES RECETTES**	**67 176 854 639,37**	**251 021 683 874,77**	**183 844 829 235,40**	**373,67%**	**2,19%**
71 451 1	Immatriculation des véhicules	4 381 160 360,00	4 175 611 809,77	-205 548 550,23	95,31%	0,04%
74 233 9	Vente des imprimés	688 149 000,00	778 731 715,63	90 582 715,63	113,16%	0,01%
71 181	Amendes et pénalités	62 107 545 279,37	246 067 340 349,37	183 959 795 070,00	396,20%	2,15%
	SOUS-TOTAL HORS TVA	**4 970 847 158 002,87**	**9 075 138 853 680,84**	**4 104 291 695 677,97**	**182,57%**	**79,12%**
B.	**RECETTES TVA**					
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE SUR DECLARATIONS	2 110 504 525 373,48	2 128 365 643 969,92	17 861 118 596,44	100,85%	18,55%
	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE RECOUVREE SUR AMR A	49 636 190 070,77	78 080 117 272,05	28 443 927 201,28	157,30%	0,68%
	SOUS-TOTAL TVA	**2 160 140 715 444,25**	**2 206 445 761 241,97**	**46 305 045 797,72**	**102,14%**	**19,24%**
	TOTAL RECETTES HORS IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**7 130 987 873 447,12**	**11 281 584 614 922,80**	**4 150 596 741 475,70**	**158,21%**	**98,35%**
	IBP DES PETROLIERS PRODUCTEURS	**124 009 876 833,12**	**189 104 789 184,97**	**65 094 912 351,85**	**152,49%**	**1,65%**
	RECETTES GLOBALES	**7 254 997 750 280,24**	**11 470 689 404 107,80**	**4 215 691 653 827,55**	**158,11%**	**100,00%**

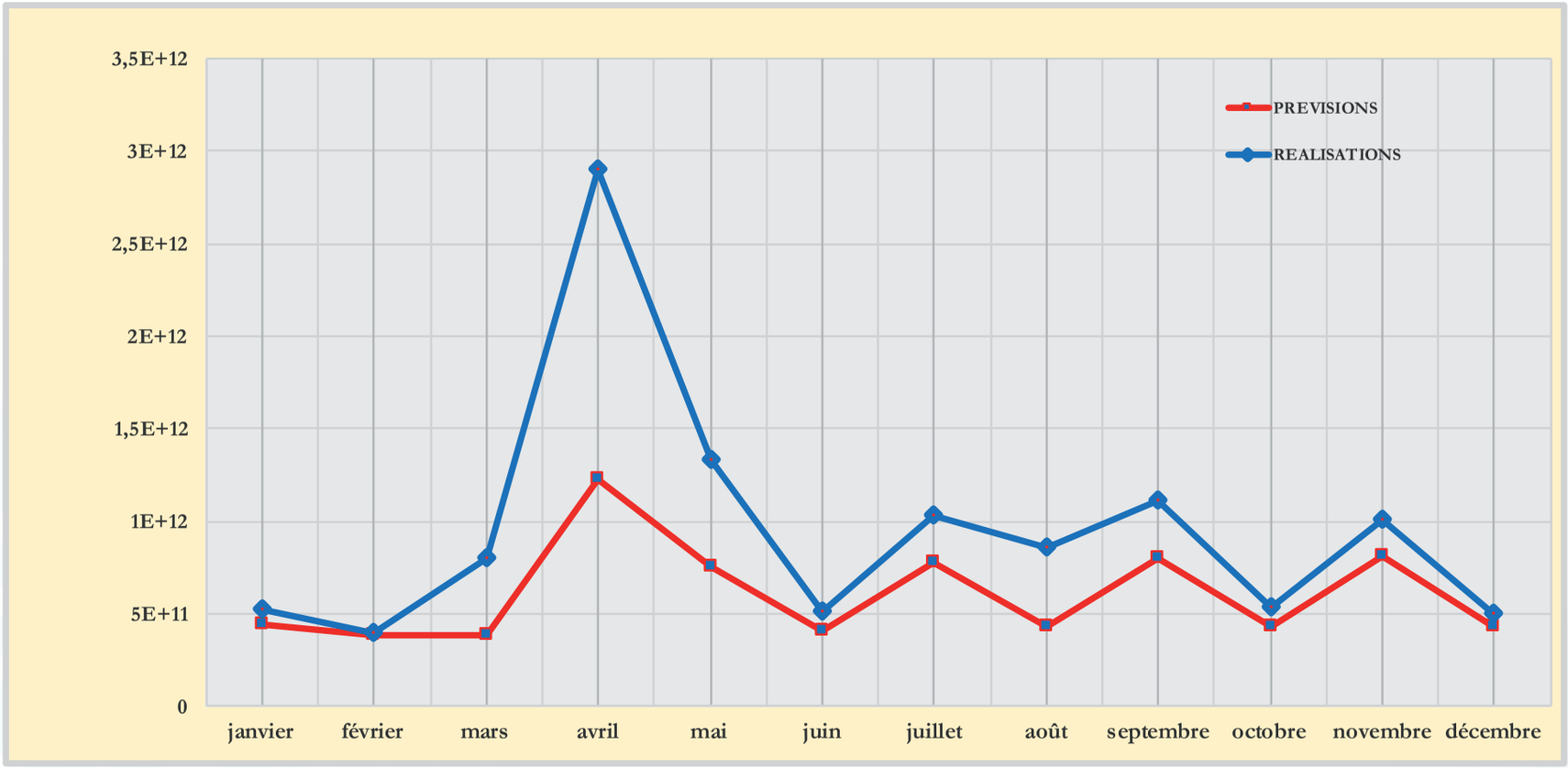
TABLEAU N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI EXERCICE 2022/ PAR CENTRE DE PERCEPTION

CENTRE DE PERCEPTION	PREVISIONS BUDGETAIRES	RECETTES COMPTABILISEES	ECART	TAUX D'EXECUT°	TAUX DE PARTICIPAT°
DGE	6 270 963 891 470,20	9 884 996 606 484,61	3 614 032 715 014,41	157,63%	86,18%
DPI/KATANGA	633 037 519 606,22	1 235 384 306 043,67	602 346 786 437,45	195,15%	10,77%
DUI-K	219 818 481 359,21	220 138 645 629,36	320 164 270,15	100,15%	1,92%
DPI/NORD-KIVU	40 040 311 314,50	45 562 142 036,15	5 521 830 721,65	113,79%	0,40%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	28 523 409 523,32	23 546 654 292,26	-4 976 755 231,06	82,55%	0,21%
DPI/KONGO CENTRAL	20 040 463 830,46	22 504 994 623,05	2 464 530 792,59	112,30%	0,20%
DPI/SUD-KIVU	24 107 857 019,72	21 355 789 096,09	-2 752 067 923,63	88,58%	0,19%
DPI/KASAI-ORIENTAL	8 497 423 982,84	6 523 852 874,08	-1 973 571 108,76	76,77%	0,06%
DPI/KASAI-OCCIDENTAL	3 875 157 380,53	4 482 960 325,81	607 802 945,28	115,68%	0,04%
DPI/EQUATEUR	2 120 165 845,47	2 271 640 040,92	151 474 195,45	107,14%	0,02%
DPI/MANIEMA	2 106 957 695,99	2 147 677 330,32	40 719 634,33	101,93%	0,02%
DPI/BANDUNDU	1 866 111 251,79	1 774 135 331,47	-91 975 920,32	95,07%	0,02%
TOTAL	**7 254 997 750 280,25**	**11 470 689 404 107,80**	**4 215 691 653 827,54**	**158,11%**	**100,00%**

ANNEXE N° 5. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI /EXERCICE 2022



ANNEXE N° 6. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES /EXERCICE 2022



Seuils de compétence des services opérationnels
DGE : C.A. > CDF 5 .000.000.000
CDI ou SMM : C.A. entre CDF 200.000.001 et CDF 5.000.000.000
CIS : C.A. ⩽ CDF 200.000.000
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

TABLE DES MATIERES

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS 5

SOMMAIRE 7

EDITORIAL 9

PRESENTATION DE LA DGI 13

1. ORGANIGRAMME DE LA DGI 14
2. HAUTE DIRECTION DE LA DGI 15
3. ADMINISTRATION CENTRALE 18
4. DIRECTIONS OPERATIONNELLES : 12 20
5. CENTRES DES IMPOTS : 5 24
6. CENTRES D'IMPOTS SYNTHETIQUES : 131 26

I. INTRODUCTION 28

II. FAITS SAILLANTS DE L'ANNEE 35

III. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DGI 39

III.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI 40

III.2. ACTIVITES DE LA HAUTE DIRECTION 40

III.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités de la DGI 40

III.2.2. Participation aux réunions de mobilisation des recettes et aux rencontres Internationales 41

III.2.3. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales et aux accords d'échanges de renseignements en matière fiscale 42

III.2.4. Prise de mesures d'ordre interne 42

III.3. MISSIONS D'ASSIETTE 62

III.3.1. Attribution du Numéro Impôt 62

III.3.2. Tenue et mise à jour des répertoires 64

III.3.2.1. Répertoire général des contribuables *64*
III.3.2.2. Répertoire sectoriel des contribuables par nature d'impôt *67*
III.3.3. Suivi des déclarations souscrites en 2022 67
III.3.3.1. Situation des déclarations IBP *67*
III.3.3.2. Situation des déclarations IPR *71*
III.3.3.3. Situation des déclarations IERE *72*
III.3.3.4. Situation des déclarations TVA *73*
III.3.4. Suivi des activités de recherche et de recoupements au sein de la DGI ... 75
III.3.4.1. Enrichissement du répertoire *75*
III.3.4.2. Reclassement des contribuables *76*
III.3.4.3. Nouveaux contribuables *76*
III.3.4.4. Lutte contre la fraude fiscale *76*
III.3.4.5. Suivi des actes de procédure *77*
III.3.5. Suivi des travaux de contrôle fiscal 78
III.3.5.1. Contrôle fiscal au premier degré *78*
III.3.5.2. Contrôle ponctuel *83*
III.3.5.2. Contrôle fiscal au second degré *84*
III.4. MISSIONS DE RECOUVREMENT 86
III.4.1. BUDGET DES RECETTES DE LA DGI POUR L'EXERCICE 2022 86
III.4.1.1. Mesures d'accompagnement du budget des recettes des impôts *86*
III.4.1.2. Exécution du Budget des recettes des impôts *87*
III.4.2. SUIVI DES PAIEMENTS ISSUS DES RESSOURCES NATURELLES 93
III.4.3. SUIVI DE REMBOURSEMENTS DES CREDITS DE TVA 96
III.4.4. SUIVI DU SOLDE DEBITEUR 97
III.4.4.1. Solde débiteur par degré de solvabilité et par Service *97*
III.4.4.2. Solde débiteur par ordre d'importance des montants par Service *97*
III.4.4.3. Recouvrement du Solde débiteur *98*
III.5. MISSIONS DE LEGISLATION FISCALE, SUIVI DES EXONERATIONS ET ALLEGEMENTS FISCAUX ET TRAITEMENT DU CONTENTIEUX FISCAL 99
III.5.1. Missions de législation fiscale 99
III.5.1.1. Modification de certains textes légaux *99*
III.5.1.2. Prise de textes réglementaires à caractère fiscal *99*
III.5.2. Suivi des exonérations et allègements fiscaux 100
III.5.3. Traitement du contentieux fiscal 102
III.5.3.1. Contentieux en phase administrative *103*
III.5.3.2. Contentieux en phase juridictionnelle *103*

IV. GESTION DES RESSOURCES MISES A LA DISPOSITION DE LA DGI 105

IV.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 106

IV.1.1. Effectifs de la DGI 106

IV.1.1.1. Répartition des effectifs du personnel actif par service et par grade 107

IV.1.1.2. Répartition des effectifs du personnel actif par genre 108

IV.1.1.3. Répartition des effectifs par niveau d'études 109

IV.1.2. Promotion 110

IV.1.3. Situation de décès 111

IV.1.4. Formation du personnel de la DGI 111

IV.1.4.1. Formation sur place 111

IV.1.4.2. Formation à l'étranger 113

IV.1.5. Mutation 117

IV.1.6. Missions de service 118

IV.1.7. Politique sociale 119

IV.1.7.1. Prise en charge des soins de santé 119

IV.1.7.2. Assistance sociale 120

IV.1.7.3. Prêts accordés 121

IV.2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES 122

IV.2.1. Ressources financières de la DGI 123

IV.2.2. Utilisation des ressources mises à la disposition de la DGI 124

IV.2.2.1. Emploi de la rétrocession 124

IV.2.2.2. Emploi des pénalités recouvrées 127

IV.2.2.3. Cumul des dépenses effectuées 129

IV.3. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES, IMPRIMES DE VALEUR, IMPRIMES SPECIFIQUES, MANUELS ET MATERIELS INFORMATIQUES & REPROGRAPHIQUES 132

IV.3.1. GESTION DE STOCK DES PLAQUES MINERALOGIQUES 132

IV.3.1.1. Situation de variation de stock 132

IV.3.1.2. Situation de mise de stock des plaques minéralogiques à la disposition des services 132

IV.3.2. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES DE VALEUR 133

IV.3.3. GESTION DE STOCK DES IMPRIMES SPECIFIQUES 133

IV.3.4. GESTION DE STOCK DES MANUELS 136

IV.3.5. GESTION DE STOCK DES MATERIELS INFORMATIQUES ET REPROGRAPHIQUES 140

IV.4. GESTION DU PATRIMOINE.....141
IV.4.1. Situation des immeubles 141
IV.4.2. Situation du charroi automobile 146
IV.4.3. Situation des motos 159
IV.4.4. Situation des hors-bords 159

V. INFORMATISATION DES SERVICES 161

V.1. DANS LE CADRE DE L'INFORMATISATION DES SERVICES : 162
V.2. DANS LE CADRE DE L'AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES : ...162
V.3. DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA TÉLÉDÉCLARATION : 162
V.4. DANS LE DOMAINE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES UTILISATEURS : 162

VI. REFORMES MISES EN OEUVRES ET PERSPECTIVES D'AVENIR 165

VI.1. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES FISCALES 166
VI.2. PERSPECTIVES.....167
VI.2.1. Réforme des structures.....167
VI.2.2. Réforme de la législation fiscale.....168
VI.2.3. En ce qui concerne le dispositif informatique d'appui à la gestion de l'impôt 168

ANNEXES 173

ANNEXE N° 1. PREVISIONS BUDGETAIRES DES RECETTES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT / EXERCICE 2022 174

ANNEXE N° 2. RECETTES COMPTABILISEES DE LA DGI PAR NATURE D'IMPOT/EXERCICE 2022 175

ANNEXE N° 3.: EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI EXERCICE 2022/ PAR NATURE D'IMPOT 176

TABLEAU N° 4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI/PAR CENTRE DE PERCEPTION.....177

ANNEXE N° 5 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DE LA DGI /EXERCICE 2022.....178

ANNEXE N° 6 : EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES /EXERCICE 2022.....179

TABLE DES MATIERES 181

République Démocratique du Congo

PAYER L'IMPOT EST UN DEVOIR CIVIQUE

Imprimerie MÉDIASPAUL - Kinshasa - 2024
Imprimé en RDC - Printed in DRC
www.mediaspaul.cd